

INTERROGER LA TECHNOSPHERE

*Une étude des pratiques et techniques d'investigation militante
sur les aménagements et les infrastructures*



Victor Ecrement ☐ Mars 2023 ☐ Mémoire de master création industrielle
ENSCI ☐ Encadré par Stéphane Tonnelat

SOMMAIRE

Une table des matières exhaustive est disponible en fin d'ouvrage.

AVANT-PROPOS	6
1. CONTEXTE.....	10
2. BRÈVE DESCRIPTION DES TERRAINS	18
3. ÉTAT DE LA RECHERCHE ET CADRAGE THÉORIQUE	30
4. MÉTHODE	38
5. PROJETS, CONSTRUCTIONS, INFRASTRUCTURES : INFLUENCES DES OBJETS D'ENQUÊTE SUR LA DURÉE DE VIE DE L'INFORMATION ET LES PRATIQUES DOCUMENTAIRES.....	64
6. AUTOUR DES AMÉNAGEMENTS : FORMES D'EXTENSION DE L'ENQUÊTE.....	82
7. CONFIANCE ET DÉFIANCE DANS LES DOCUMENTS URBANISTIQUES ET TECHNIQUES : LES SAVOIRS-LIRE MILITANTS.....	98
8. DISTRIBUTION DU TRAVAIL ÉPISTÉMIQUE ENTRE COLLECTIFS MILITANTS	112
9. L'ENQUÊTE MILITANTE SERT-ELLE VRAIMENT À PRODUIRE DES SAVOIRS ?	128
10. QUELQUES PROPOSITIONS	142
11. LIMITES ET RECHERCHES FUTURES	158
BIBLIOGRAPHIE.....	160

A/AT-PROPOS

Remerciements

Ce mémoire a pu avoir lieu grâce à la bienveillance de nombreux·ses militant·es qui m'ont accueilli et ont accepté de me parler de leurs activités, malgré leur faible disponibilité et l'importance de leurs luttes. Je suis particulièrement heureux d'avoir pu passer tout ce temps aux côtés de Saccage 2024, où j'ai trouvé des camarades et des ami·es.

Cette enquête doit également beaucoup à l'encadrement de Stéphane Tonnelat, qui m'a accompagné dans ma démarche ethnographique, et dont le positionnement pragmatiste a été précieux pour étudier les enquêtes menées par les militant·es. Il a su me transmettre son éthique de la recherche au sein des mouvements sociaux, et m'a aidé à être réflexif quant à la place de mon engagement personnel.

Licence

Ce mémoire est disponible sous licence creative commons CC BY-NC-SA 4.0¹. Cela signifie que vous êtes autorisé·e à :

- ☒ **PARTAGER** : copier, distribuer et communiquer le matériel par tous moyens et sous tous formats.
- ☒ **ADAPTER** : remixer, transformer et créer à partir du matériel pour toute utilisation.

Selon les conditions suivantes :

¹ <https://creativecommons.org/licenses/by-nc-sa/4.0/legalcode>

- ☒ **ATTRIBUTION** : Vous devez créditer l'œuvre "Interroger la technosphère. Une étude des pratiques et techniques d'investigation militante sur les aménagements et les infrastructures", son auteur Victor Ecrement, intégrer un lien vers la licence et vers l'Oeuvre originale, et indiquer si des modifications ont été effectuées à l'Oeuvre. Vous devez indiquer ces informations par tous les moyens raisonnables, sans toutefois suggérer que l'Offrant vous soutient ou soutient la façon dont vous avez utilisé son Oeuvre.
- ☒ **PAS D'UTILISATION COMMERCIALE** : Vous n'êtes pas autorisé·e à faire un usage commercial de cette Oeuvre, tout ou partie du matériel la composant.
- ☒ **PARTAGE DANS LES MÊMES CONDITIONS** : Dans le cas où vous effectuez un remix, que vous transformez, ou créez à partir du matériel composant l'Oeuvre originale, vous devez diffuser l'Oeuvre modifiée dans les mêmes conditions, c'est-à-dire avec la même licence avec laquelle l'Oeuvre originale a été diffusée.
- ☒ **PAS DE RESTRICTIONS COMPLÉMENTAIRES** : Vous n'êtes pas autorisé·e à appliquer des conditions légales ou des mesures techniques qui restreindraient légalement autrui à utiliser l'Oeuvre dans les conditions décrites par la licence.

Anonymisation

Ce mémoire restitue plusieurs courtes enquêtes dans des collectifs militants, dont une partie fait probablement l'objet d'une surveillance. J'ai donc essayé de faire en sorte que les personnes rencontrées ne puissent pas être identifiées, et que le fonctionnement des groupes ne soient pas mis en danger. Les noms de toutes les personnes que j'évoque ont ainsi été remplacés par des mots d'éléments naturels, comme "Rocher" et "Prairie". Ces noms sont néanmoins consistants à travers l'ouvrage, car la compréhension des parcours individuels peut aider à la compréhension du propos. N'ayant pas étudié en détail l'influence du genre sur mes questions de recherche, les personnes que j'ai rencontrées ne sont pas genrées dans l'écriture. J'ai également proposé à chaque personne avec qui je me suis entretenu de relire les passages qui les concernent, et j'ai pris en compte leurs demandes de modification.

Normes d'écriture

Typographie

Ce mémoire est rédigé en écriture inclusive. J'utilise des points médians pour séparer les formes masculines et féminines, et j'utilise les pronoms "iels" et "elleux" pour signaler des groupes de personnes mixtes. J'utilise également "iel" et "ellui" pour désigner des personnes rencontrées sur mes terrains.

Les titres de documents sont en *Italiques avec une majuscule*.

Lorsqu'ils sont introduits pour la première fois, les concepts scientifiques sont écrits en *italiques*. Cette notation peut également être utilisée pour distinguer l'usage savant d'un mot de son usage courant, ou lorsque j'introduis une distinction.

Pour ne pas interférer avec les usages précédents, je n'ai pas mis en italiques les termes identifiés comme venant d'une langue étrangère, comme "a priori".

Les verbatims d'entretiens, vignettes d'observations et extraits de documents sont indentés et ont un filet de paragraphe à gauche.

Les verbatims ou vignettes ont parfois été légèrement reformulés pour être plus lisibles et supprimer les répétitions.

Les références à des personnes ou groupes de personnes ont été réécrites en inclusif, pour ne pas donner inutilement d'informations sur elleux.

Lorsqu'ils sont nécessaires, les locuteur·rices sont indiqués en MAJUSCULES SOULIGNÉES en début de ligne.

Lorsqu'un passage a été coupé pour ne présenter que les extraits qui m'intéressent, il est signalé par "[...]".

J'insère également parfois des explications au sein de verbatims ou d'extraits, qui sont [écrites entre crochets].

J'utilise systématiquement les guillemets anglais "" pour les extraits ou verbatims dans le corps d'un paragraphe.

Les extraits de programmes informatiques et d'interfaces numériques sont surlignés.

Citations et bibliographie

Les citations de documents sont insérées dans le texte, au format APA 7ème édition, même lorsqu'il ne s'agit pas de sources scientifiques.

Dans ce mémoire, je fais référence à des documents ou des pages web à titre d'exemples, sans les avoir lus extensivement. Je ne les inclus pas dans ma bibliographie, mais j'en donne l'URL en note de bas de page.

Colophon

Les typographies utilisées sont :

- ▣ Infini, pour les titres. Typographie libre conçue par Sandrine Nugue pour le Centre National d'Arts Plastiques, disponible ici : <https://www.cnap.fr/sites/infini/en/>
- ▣ Source Serif Pro, pour le corps. Typographie libre conçue par Frank Grießhammer, disponible n'importe où sur le web.

Pour chaque image, je signale la source dans la légende. Si vous êtes propriétaire d'une des images et souhaitez qu'elle soit retirée, n'hésitez pas à me contacter à victorecrement@gmail.com. L'image en première de couverture est une photographie personnelle, l'image en quatrième de couverture est tirée d'un article du Monde, mais je suis dessus donc je peux bien m'en servir.

Ce mémoire a été entièrement rédigé sur Stylo, logiciel d'écriture de markdown en ligne pour l'édition scientifique, hébergé en France par Huma-Num : stylo.humanum.fr/. Il a été conçu et développé par Antoine Fauchié, Arthur Juchereau, Lena Krause, Margot Mellet, Servanne Monjour, Nicolas Sauret, Marcello Vitali-Rosati, Guillaume Grossetie et Thomas Parisot.

1. CONTEXTE

Ce mémoire rend compte d'observations réalisées au sein de plusieurs collectifs militants qui soit :

- ☐ Luttent contre des projets d'aménagement.
- ☐ Accompagnent des collectifs en lutte contre des projets d'aménagement.
- ☐ Enquêtent sur des constructions ou des infrastructures.

Après quelques définitions, je situerai d'où viennent ces collectifs, en présentant le récent développement des oppositions aux aménagements et infrastructures en France. Mon terrain principal étant un collectif contre les Jeux Olympiques et Paralympiques (JOP), j'exposerai ensuite comment ce genre de méga-événements accélèrent des aménagements controversés. Puis je développerai sur la manière dont ce qu'on appelle couramment les "lutttes locales" se structurent en mouvement. Enfin, je présenterai le rôle de l'enquête au sein de ces mobilisations et des collectifs qui les accompagnent.

Quelques définitions

Ce mémoire et les questions de recherche que je pose ont souvent recours à des termes qui peuvent être ambigus, parce qu'utilisés dans une variété de contextes sociaux. Voici donc le sens que je leur attribue :

- ☐ *Aménagement et projet d'aménagement* : très utilisé dans les champs de l'urbanisme et de la géographie, ce mot désigne "l'ensemble des politiques mises en œuvre pour encadrer ou infléchir les évolutions d'un territoire", aujourd'hui souvent "segmenté en grands projets, conduits par des partenariats public-privé" (« Aménagement du territoire, aménagement "des territoires" — Géoconfluences » 2004). Je l'utilise ici spécifiquement pour désigner les grands projets, qu'il s'agisse de construire une route, de démanteler une

centrale nucléaire ou de terrasser une zone. J'insisterai parfois sur le fait qu'il s'agit de *projets* pour souligner que leur réalisation est incertaine et contestée.

- ☐ *Construction* : un terme générique que j'utilise parfois pour désigner les projets qui ont abouti, mais qui exclut de fait les opérations de démantèlement.
- ☐ *Infrastructure* : une forme particulière de construction, qui regroupe "l'ensemble des voies de communication et de transport, matériels ou immatériels (routes, voies, canaux, câbles...), et des installations terminales telles que les aéroports, les ports, les gares" (« Infrastructures — Géoconfluences » 2005). Les infrastructures incluent donc également les réseaux d'eau, d'électricité, de gaz, de pétrole, numériques, de chaleur, etc. Je me référerai parfois à la définition de Star (2018), qui même si elle est plutôt conçue pour les infrastructures de connaissance, met bien en évidence certaines caractéristiques propres aux infrastructures.
- ☐ *Enquête militante* : si cette formule est déjà employée dans un petit nombre de travaux sur les pratiques d'enquête ouvrières (voir par exemple Lassere et Monferrand 2019), je ne me réfère dans ce mémoire à aucun usage universitaire. Elle désigne simplement les démarches d'acquisition de savoirs que mettent en place des groupes de personnes qui ont pour objectif de transformer la société.

La remise en question croissante de l'aménagement et du développement infrastructurel

La France traverse une phase de forte remise en question de l'aménagement et du développement infrastructurel. La carte des luttes locales, initiée par Reporterre, recense au moment de l'écriture de ce mémoire 512 oppositions à des projets d'aménagement en France (Reporterre 2020). Parmi ces projets, des centres commerciaux, des immeubles de bureaux, des gares du Grand Paris, des méthaneurs, des centres de rétention administratifs ou encore des fermes-usines. Si ce chiffre est déjà conséquent, l'état des lieux des mobilisations locales publié par l'association Terres de Lutttes estime qu'il pourrait y en avoir plusieurs dizaines de milliers en France, dont les ZADs ne sont que la partie la plus visible (Vacher 2021). Il montre que ces mobilisations, si elles partent souvent d'un désir de préserver son cadre de vie et d'être entendu-e dans le débat démocratique, permettent à leurs membres de se politiser. Ceux-ci développent un discours économique, écologique, social complexe, tout en maintenant une grande diversité sociologique et en faisant cohabiter des intérêts divers.

Parallèlement, des critiques du progrès technique et de son impact sur les territoires ré-émergent en France. Le développement de la 5G a donné lieu à une controverse aigue dans les pays occidentaux (Roussilhe 2020), et les antennes ont fait la cible de nombreux sabotages, en particulier au Royaume-Uni (listés dans « Brûler les foyers du virus technologique. De la nécessité de couper les réseaux

de la domination » 2020). De plus, la transition énergétique telle qu'elle est menée en France a ses détracteurs au sein de l'écologie radicale, accusée d'accroître les inégalités territoriales, de continuer à centraliser la gouvernance de l'énergie ou encore de nous enfermer dans une croissance des consommations (voir notamment Lopez 2019, 2022 ; et dans un registre plus militant La Chose 2021 ; L'Amassada 2019). Si des courants qui ont porté la pensée technocritique pendant longtemps — comme le néo-luddisme et l'anarcho-primitivisme (Gardenier 2016) — restent très minoritaires, il paraît désormais raisonnable de demander par exemple un moratoire sur la 5G, comme l'a fait la Convention Citoyenne pour le Climat. De fait, des médias plutôt accessibles au grand public, comme Reporterre ou Socialter, relaient régulièrement ces critiques et les revendications de luttes locales et ont même récemment consacré des articles au sabotage (d'Allens 2022 ; Gautier 2022).

Ces deux reconfigurations des mobilisations écologistes — luttes locales et critique du progrès technique — s'appuient sur une diversification voire un renouvellement des tactiques. Ainsi, lors d'une observation réalisée aux premières assises des luttes locales d'Île-de-France, les intervenant·es et l'assemblée semblaient d'accord sur la nécessité d'utiliser toutes les tactiques à leur disposition. La ZAD de Gonesse en lutte contre le centre commercial Europacity a par exemple combiné recours en justice, présence des médias, occupation, manifestations et contre-projet (Tonnelat 2022a, 2022b). Prenant en compte l'influence du débat public sur les jugements, certains collectifs ont recours au droit de manière instrumentale, sans lui accorder de légitimité supérieure (Tonnelat 2022c). Des formes de sabotage accessible au grand public refont leur apparition, 20 ans après les faucheurs volontaires de parcelles OGM (Bonneuil 2010), en particulier au sein des "manif-actions" organisées par les Soulèvements de la Terre (voir par exemple Cholez et NnoMan 2021). Enfin, de nouvelles formes de mobilisation émergent, à l'instar des journées d'actions décentralisées organisées par Agir 17 contre la réintoxication du monde.²

Les méga-événements dans la ville néolibérale

La multiplication de ces mobilisations est en partie due à des transformations des politiques urbaines, que certain·es militant·es rencontré·es sur mes terrains appellent "métropolisation" ou "ville néolibérale". Ces concepts désignent le fait que les municipalités sont désormais en concurrence pour attirer "des ressources, des emplois, du capital, des innovations" (« Ville néolibérale — Géoconfluences » 2016). Elles adaptent donc leurs politiques urbaines pour plaire aux classes dominantes, par exemple en construisant de nouveaux logements en banlieue, en reconvertissant des friches en lieux culturels, en améliorant l'accessibilité du centre-ville, etc. Cette accélération des aménagements est notamment permise par la financiarisation de l'immobilier. Ces projets sont souvent controversés : ils

entraînent de la gentrification, des expulsions, des destructions d'espaces verts, des pollutions, et demandent toujours plus de ressources. Les militant·es de luttes locales d'Île-de-France que j'ai rencontré·es tiennent souvent pour responsable de ces transformations la Société du Grand Paris — responsable de la construction du réseau de transport de la métropole parisienne — qui "ne peut pas fonctionner sans faire de la spéculation" (observation dans un collectif citoyen à Taverny).

Pour contourner ces oppositions, l'État, les collectivités et les entreprises ont recours à des dispositifs exceptionnels, comme les méga-événements, dont font partie les Jeux Olympiques et Paralympiques (JOP) de Paris 2024. Ceux-ci créent un état d'exception lié à la préparation de l'évènement sur les territoires d'accueil, comparable à l'état d'urgence lié à la lutte contre le terrorisme (Boykoff 2019). Le calendrier serré permet d'accélérer les projets urbains, qu'ils soient liés ou non aux JOP, par exemple en allégeant les procédures de concertation et en limitant les recours possibles. Ces événements sont également l'occasion pour les gouvernements de légitimer rapidement des mesures controversées, parfois adoptées à titre d'expérimentation mais rarement abrogées. C'est le cas en France de la vidéosurveillance algorithmique, dont la légalisation est prévue dans un projet de loi validé par le Sénat en février 2023 (Amélie Oudéa-Castéra 2023) et contre laquelle nous avons tenté de lutter dans un collectif anti-JOP où je suis impliqué.

Les effets de ces événements ne sont pas à sous-estimer. Dans les 30 dernières années, les méga-événements "ont atteint une taille qui en fait des entreprises transformatrices pour des villes, des régions et parfois des pays entiers" (Müller 2015, traduction personnelle). Si bien que certaines municipalités ont commencé à présenter explicitement les JOP comme des opportunités pour mettre en place des politiques urbaines : soutenir une identité de marque pour une ville, développer des réseaux professionnels, booster la croissance économique locale (Lauermann 2019). Pourtant, la responsabilité des méga-événements dans la gentrification, les dégradations écologiques, l'augmentation de la répression ou encore le déficit des communes est bien identifiée dans la recherche. Même sur le plan économique ils ne tiennent pas leurs promesses, alors que c'est souvent le premier argument pour l'accueil : "depuis 1960, sans exception, les Jeux Olympiques ont dépassé leur budget, en moyenne de 179%" (Müller 2015, traduction personnelle).

Si la recherche universitaire échoue à dissuader les décideur·ses à coups de rapports et de recommandations, beaucoup de mairies renoncent à leur candidature à l'accueil des JOP suite à une mobilisation locale. Divers groupes utilisaient déjà les méga-événements comme plateforme de visibilité, mais les oppositions aux candidatures et aux événements eux-mêmes se sont multipliées ces dernières années (Lauermann 2019). Le mouvement s'est également internationalisé, avec la tenue du premier sommet anti-olympique à Tokyo en 2019 (Boykoff 2022). À Paris, il peut s'appuyer sur une diversité de luttes locales, dont beaucoup — parfois sans le savoir — sont liées aux JOP 2024.

² Voir leur site internet : <https://agir17.noblogs.org/>

Structuration d'un mouvement des luttes locales

Ce mouvement dit des "luttes locales" pouvait sembler dispersé et peu conscient de lui-même il y a quelques années. Mais avec l'émergence du mot d'ordre "GPII" — Grands Projets Inutiles et Imposés — et la création d'organisations dédiées, il semble gagner en consistance et en capacité d'action. Il se structure actuellement par le biais de coalitions thématiques, nationales ou régionales — à l'instar de la coordination des luttes locales d'Île-de-France — en marge des grandes associations qui sont souvent vues comme écrasantes ou désireuses de récupérer la lutte (Vacher 2021). Certain·es militant·es revendiquent la spécificité de ces mobilisations, à l'instar d'un·e intervenant·e aux Assises des luttes locales d'Île-de-France :

Quand on défend son territoire, c'est très différent de la lutte pour par exemple la qualité de l'air. *Quelques personnes rigolent.*

Il existe des coalitions thématiques et géographiques. Regroupées autour de l'Île-de-France, des jardins populaires, des projets routiers, des fermes-usines, des eaux, des forêts. Elles n'existaient pas il y a 3 ans.

L'existence même du rapport *Les David s'organisent contre Goliath : État des lieux des mobilisations locales contre les projets inutiles, imposés et polluants en France* matérialise le souhait de consolider un mouvement. De fait, il a parfois été cité au cours de mes observations, en particulier par des personnes proches de l'association Terres de luttes.³ Cette dernière promeut l'apprentissage, l'échange et la communication entre luttes locales, et a développé des outils pour les accompagner : formations, documents didactiques, newsletter, rencontres, etc.

Cette forme de spécialisation voire de professionnalisation du militantisme se retrouve également sur un de mes terrains : Notre maison brûle, qui visait à mettre en place un réseau et des outils d'enquête pour prévenir les risques industriels. Cette recherche a ainsi été menée dans l'espoir de soutenir ces mobilisations, en s'insérant peut-être dans ces nouveaux cadres d'action.

Le rôle de l'enquête dans les luttes locales

Les associations environnementales nationales ou internationales ont développé depuis longtemps des expertises sur leurs sujets de mobilisation, afin légitimer leurs positions, instruire des recours, intervenir dans des médias ou encore faire du plaidoyer. Ainsi, France Nature Environnement a souvent été citée comme une alliée lorsqu'il s'agissait de réaliser des diagnostics écologiques au sein de mes terrains. Concernant la radioactivité, des laboratoires indépendants comme le CRIIRAD et l'ACRO ont su gagner une certaine légitimité, même auprès du "lobby nucléaire" (Schweitzer et Mix 2022). Ces savoirs-faire ont partiellement été documentés, par exemple à travers les travaux d'Aziz Choudry à propos des luttes

contre les Free Trade Agreements et les réseaux d'activistes pour l'agroécologie (Choudry 2013). Il avance ainsi que l'on pourrait considérer que certain·es militant·es sont chercheur·ses, non pas sur la base de leur profession mais de leurs activités. Toutefois, dans un article de 2009, il décrit une dissociation entre les activités épistémiques militantes et universitaires :

il arrive fréquemment que d'importants débats ayant lieu au sein des mouvements sociaux ne soient pas intégrés à la littérature, alors que peu d'activistes lisent les théories portant sur les mouvements sociaux. (Choudry 2009)

En comparaison avec les ONG et associations nationales, les luttes locales et les organisations qui travaillent avec elles ont des pratiques de production de connaissances moins visibles et moins légitimes. Pourtant, la nature de leur engagement les oblige à enquêter sur les aménagements, leur milieu social et biophysique, les organisations qui les soutiennent, etc. Comme le mouvement des luttes locales, ces savoirs d'enquête semblent en plein développement, comme en témoigne l'*Appel des naturalistes des terres* (Les naturalistes des terres 2023) ou la mise en place d'une formation au droit de l'urbanisme par Terres de luttes⁴. L'enquête peut remplir plusieurs fonctions dans les mobilisations locales, dont voici les principales :

- ☐ **CONFIRMER SON CONCERNEMENT ET CONSTRUIRE UN PROBLÈME PUBLIC** : mettre en lumière, pour soi et pour les autres, la nocivité du projet. L'opposition à un aménagement est rarement immédiate et massive, elle émerge souvent grâce à l'affichage obligatoire de concertations ou de permis de construire, qui intriguent certain·es habitant·es et les mènent à enquêter (Vacher 2021). Une fois un groupe constitué, ce travail peut être prolongé pour *construire un problème public*, c'est à dire médiatiser et rendre visible cette nocivité, afin de créer un ou des publics prêts à se mobiliser contre (pour une description, voir Terzi et Tonnelat 2017).
- ☐ **DOCUMENTER DES INFRACTIONS POUR CRÉER UNE OPPOSABILITÉ JURIDIQUE** : les leviers d'action juridiques nécessitent de produire certains types de preuves (au double sens juridique et vernaculaire) qui puissent être utilisées par la justice ou les institutions, ainsi que les expert·es qu'elles convoquent. Cela nécessite souvent de "jouer le jeu" des institutions dans une perspective instrumentale, en acceptant temporairement leur langage. Parasié et Dedieu (2019) rapportent à ce propos que les capteurs citoyens installés dans des villes étasuniennes, pour exiger une meilleure maîtrise des pollutions aériennes, ont dû être expertisés et réglés par des universitaires pour gagner en crédibilité. Allen (2022) décrit un processus de légitimation similaire, par l'usage des statistiques épidémiologiques dans la zone industrielle de Fos-sur-Mer.
- ☐ **ORGANISER UNE AUTODÉFENSE POPULAIRE** : l'enquête peut soutenir l'amélioration immédiate des conditions de vie des personnes grâce à des réseaux de solidarité, des règles définies collectivement ou des savoirs-faire utiles. Par exemple, Notre maison brûle, un réseau de veille sur les risques industriels, s'appuie sur des conversations numériques et des ateliers d'investigation pour créer des solidarités entre habitant·es, afin de protéger la santé de chacun·e

3 Voir leur site internet : <https://terresdeluttes.fr/>

4 <https://terresdeluttes.fr/formations/>

en cas d'accident. Similairement, *Wellwatch*, une plateforme de cartographie de puits à fracturation hydraulique aux États-Unis (Wylie et Albright 2014) a permis aux habitant·es touché·es par des pollutions de :

- ☐ Trouver des expériences similaires aux leurs et se sentir légitimes de demander des comptes.
 - ☐ Mieux connaître les produits que chaque entreprise gazière utilise.
 - ☐ Mieux connaître les pratiques d'intimidation et de défense des entreprises.
 - ☐ Se renseigner sur leurs droits et les réglementations locales.
 - ☐ Rencontrer des associations locales pour être accompagné·es dans leurs démarches.
- ☐ **CONSOLIDER ET OUTILLER UN MOUVEMENT** : j'ai déjà souligné le rôle du rapport de Terre de luttés dans la structuration du mouvement des luttés locales, mais on pourrait aussi citer les travaux du collectif Reprise de Terres sur les questions agricoles. Partant du constat qu'un grand nombre de terres agricoles vont être remises en jeu d'ici 10 ans, ses membres cherchent à "inventer des tactiques foncières, politiques et juridiques pour contrer l'accaparement des terres par le productivisme et organiser la vie autour de communs" (Reprise de terres 2021). Pour ce faire, iels enquêtent au sein d'initiatives de reprise ou de protection de terres, afin de mieux comprendre le fonctionnement des organisations de gestion foncière en France.
- ☐ **SOUTENIR UNE ACTION DE BLOCAGE OU DE SABOTAGE** : certains collectifs organisent des actions — parfois illégales — visant à détériorer ou empêcher l'usage de certaines infrastructures, afin de bloquer un projet, faire fermer un lieu ou atteindre au modèle économique d'une organisation. Cela demande des investigations sur le lieu, l'infrastructure et les dispositifs de répression. Elles peuvent prendre plusieurs formes : observations in situ, parfois sur de longues périodes, discussions avec des riverain·es et des travailleur·ses, fuite de documents par des travailleur·ses, usage de cartes en ligne, etc. Par exemple, Bassines non merci, un réseau de militant·es contre les bassines de stockage d'eau au profit d'agro-industrielles, a récemment lancé une dynamique de ce genre. Iels demandaient à toutes les personnes habitant et travaillant à proximité d'un chantier de bassine à Sainte-Soline des informations sur les travaux et la police, afin d'organiser une "manif de fin de chantier" devant causer des dommages irréparables à la bassine (Bassines non merci 2022).

2. BRÈVE DESCRIPTION DES TERRAINS

Ce mémoire a pour but de recenser et comparer différentes pratiques d'enquête militantes sur des aménagements ou infrastructures au sein de luttes locales ou de collectifs proches. On peut distinguer globalement 5 terrains à propos desquels j'ai produit des données, même si le nombre de collectifs que j'ai rencontrés ces 6 derniers mois est bien supérieur. Je présenterai donc rapidement chaque terrain, par ordre d'importance pour ma recherche, en commençant par l'histoire de la lutte pour ensuite exposer leurs principales pratiques d'enquête.

Les informations fournies ici sont principalement issues d'observations, d'entretiens et de discussions informelles au sein de chaque terrain. Comme cette partie ne constitue qu'une introduction, elle a moins d'enjeux probatoires que le reste du mémoire. J'ai donc fait le choix de ne pas systématiquement retracer l'origine de chaque affirmation, afin de ne pas alourdir l'écriture.

Saccage 2024

Histoire et objets de mobilisation

Saccage 2024 est un collectif anti-JOP, c'est à dire que ses membres souhaitent la fin des Jeux Olympiques et Paralympiques, et a priori des méga-événements sportifs en général. Il est né à la suite d'un "Appel contre la réintoxication du monde", une journée d'actions décentralisées impliquant de nombreux collectifs écologistes en novembre 2020. Plusieurs collectifs d'Île-de-France en lutte contre des aménagements liés aux JOP se sont réunis pour organiser un tour de ces lieux, dont Notre parc n'est pas à vendre, Pleyel avenir, le Comité de vigilance JO 2024 et Extinction Rébellion Pantin.



La manifestation organisée en novembre 2020 — Source : compte twitter de Extinction Rébellion France

Suite à cette première action, iels ont eu envie de continuer à faire des réunions et des actions ensemble. Saccage 2024 — plus sobrement appelé "Saccage" par ses membres — s'est progressivement constitué en collectif à part entière, tout en gardant un fort lien avec ces luttes. Il est souvent perçu comme principalement écologiste, mais les collectifs fondateurs portaient déjà un engagement contre la gentrification. Ses membres racontent souvent l'origine de Saccage comme une nécessité : personne ne luttait contre les JOP eux-mêmes, alors qu'ils sont à l'origine de beaucoup de changements nuisibles en Île-de-France.

Cette réflexion s'est progressivement élargie, en même temps que les collectifs qu'iels contactaient : iels ont noué des liens avec les syndicats dans l'espoir d'organiser des grèves sur les chantiers des JOP, lu sur les fondements sexistes et racistes des JOP et discuté avec des collectifs anti-validisme, organisé des manifestations avec la Quadrature du net contre la surveillance, etc. Saccage 2024 n'a jamais dialogué avec les institutions qui organisent les JOP, du fait de la proximité de beaucoup de ses membres aux milieux autonomes, mais aussi parce que d'autres collectifs le font déjà. Saccage 2024 a pris un tournant explicitement anti-JOP suite au rassemblement international anti-JOP qui a eu lieu en mai 2022 en Seine-Saint-Denis.



Quelques militant-es au rassemblement international anti-olympique — Source : site de Saccage 2024

Ces évolutions ont fait que certaines personnes qui ne souhaitaient pas se dire anti-JOP ont pris leurs distances. Toutefois, iels conservent des liens avec des collectifs plus associatifs et se veulent ouvert-es à toutes les tactiques. Saccage 2024 regroupe aujourd'hui entre 15 et 20 membres actif-ves, et peut-être une quarantaine de personnes ponctuellement impliquées.

Principales pratiques d'enquête

L'enquête sur les aménagements des JOP à Saccage est peu consistante, parce que les chantiers sont extrêmement nombreux. De plus, les membres des luttes locales d'Île-de-France ont déjà construit une expertise sur la plupart des aménagements, et iels continuent de collecter des informations au quotidien. Saccage entretient donc des contacts réguliers avec ces luttes, pour centraliser et relayer les évolutions des projets. Iels vont également régulièrement prendre contact avec de nouveaux collectifs dont la lutte peut être considérée comme liée aux JOP, afin d'évaluer si et comment cette mobilisation peut être soutenue. Enfin, plusieurs membres réalisent une veille journalistique quotidienne à propos des JOP en général. Certain-es vont parfois enquêter sur des sujets particuliers si une opportunité de mobilisation se présente : projet de loi JOP, nouveaux partenariats avec des entreprises, mise en place d'une plateforme de bénévolat, etc.

Luttes locales d'Île-de-France

Mon investissement à Saccage 2024 m'a amené à rencontrer beaucoup de personnes qui se mobilisaient contre des projets d'aménagements en Île-de-France, dont certains sont d'une certaine manière liés aux JOP 2024. De fait, les dynamiques urbaines de la Seine-Saint-Denis (93) sont largement influencées par l'arrivée des JOP, et il me serait impossible de lister tous les collectifs affectés. Le tableau ci-dessous ne liste donc que les collectifs à propos desquels j'ai produit des données. Pour la description des tendances militantes, je m'inspire des catégories proposées par Tonnelat (2022a).

NOM DU COLLECTIF	OBJETS ET LIEUX DE MOBILISATION	TENDANCE MILITANTE	PRINCIPALES PRATIQUES D'ENQUÊTE
Non aux JO 2024 à Paris	Premier collectif contre les JOP 2024, né en 2016. Il demandait un référendum sur la candidature, mais n'est aujourd'hui plus actif. Plusieurs de ses membres sont à Saccage 2024.	Vu par certain-es militant-es comme "intellectualistes". C'était un petit groupe de personnes principalement issues de la recherche en sciences sociales, qui écrivaient beaucoup.	Non étudiées.
Comité de vigilance JO 2024 à Saint-Denis	Premier collectif mobilisé après que Paris ait été désignée comme ville hôte pour 2024. Il se concentre sur la plupart des aménagements lourds. Iels ont porté des revendications principalement à propos du centre aquatique olympique, de l'échangeur autoroutier Pleyel et du village des athlètes.	Plutôt associative : iels écrivaient des lettres aux élu-es, demandaient des réunions avec les instances qui organisent les JO, participaient aux réunions publiques.	Assister aux réunions de concertation, lire des rapports institutionnels.
Notre parc n'est pas à vendre	Défense du parc George Valbon, qui se trouve entre Dugny, la Courneuve et le Bourget. Une partie doit être bétonnée par le village des médias, et une autre devait accueillir les épreuves de tir à l'arc.	Associative avec des revendications portant surtout sur l'écologie et le cadre de vie.	Non étudiées, a priori réunions de concertation et lecture de rapports institutionnels.
Changeons d'ère à Taverny	Mobilisé contre la ZAC "Quartier des T", qui regroupe de nombreuses opérations d'aménagement à Taverny. Elle inclut la destruction de 2 piscines et la construction d'une piscine d'entraînement pour les JOP 2024.	Associative, comprend également des élu-es d'opposition à la mairie.	Réunions de concertation, lecture de rapports institutionnels et de documents de travail de la mairie.

NOM DU COLLECTIF	OBJETS ET LIEUX DE MOBILISATION	TENDANCE MILITANTE	PRINCIPALES PRATIQUES D'ENQUÊTE
Vigie citoyenne de l'Île-Saint-Denis	En lutte contre le village des athlètes, qui s'étend sur plusieurs communes, mais aussi tous types d'aménagements sur l'Île : base nautique, caméras, etc. Collectif aujourd'hui inactif.	Plutôt autonome.	Observation sur place, lecture d'éléments de communication institutionnelle.
Coordination des luttes locales d'Île-de-France	Rassemble les luttes locales d'Île-de-France et des antennes locales d'organisations écologistes, comme Alternatiba ou Youth For Climate.	Très mixte, rassemble des personnes à tendance autonome, associative et contestataire.	Non étudiées, a priori remontée d'informations.
Collectif d'associations contre Green Dock	Green dock : projet d'entrepôt sur une berge de Seine de Gennevilliers	Associative.	Réunions de concertation, lecture de rapports institutionnels, observations sur place.



Les assises des luttes locales d'Île-de-France — Source : page facebook du Collectif pour le triangle de Gonesse

Notre maison brûle

Histoire et objets de mobilisation

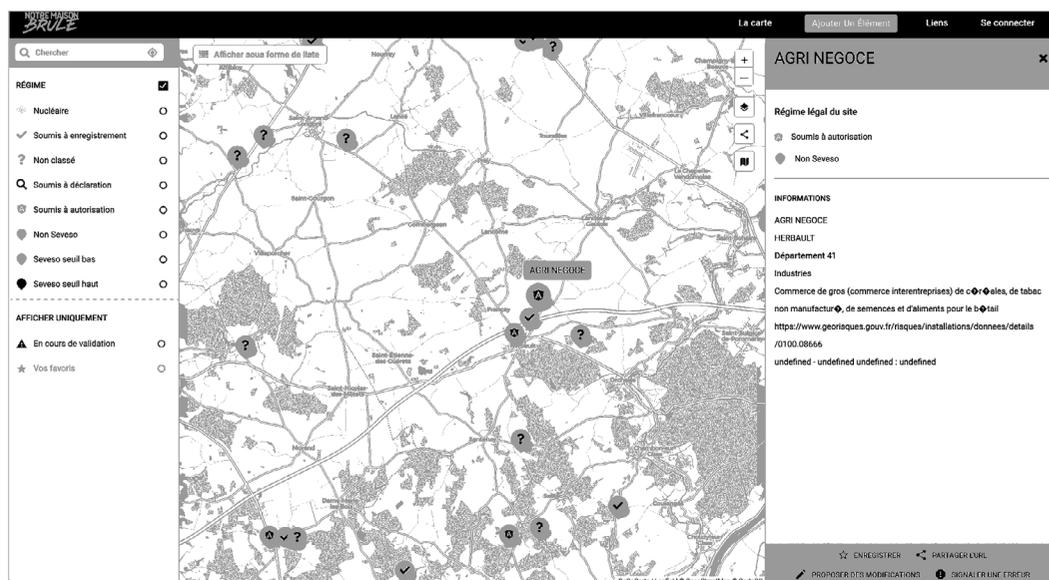
Notre maison brûle est une initiative qui a duré entre l'été 2020 et l'été 2021. Elle est née de la rencontre de 4 militant·es d'origines variées aux journées d'été 2020 de Pour une écologie populaire et sociale (PEPS), un parti anticapitaliste qui vise "la convergence entre les luttes sociales et environnementales"⁵. Bourrasque, analyste en risques industriels, y faisait une présentation, et iel y a rencontré Épi, habitué·e des luttes locales et des ZADs, Rhizome, membre fondateur·rice de PEPS, et Lagune, militant·e issu·e principalement du community organizing. Selon les 3 premier·es, Notre maison brûle a été créée pour 3 raisons principales :

- ▣ LE TRAITEMENT INSUFFISANT DES RISQUES INDUSTRIELS dans les entreprises et par les autorités locales. Bourrasque explique par exemple que la moitié des 20 départs de feu par jour dans un site industriel n'auraient pas eu lieu si les recommandations des inspecteur·rices avaient été suivies. Bourrasque, Épi et Rhizome déplorent que les sanctions et réglementations ne soient quasiment jamais appliquées, car les industries n'ont aucun intérêt économique à le faire alors qu'elles sont en concurrence avec d'autres entreprises moins exigeantes. Cela aboutit à des situations comme l'explosion du Port de Beyrouth, l'incendie de Lubrizol à Rouen ou encore des morts prématurées à cause des polluants dans les eaux et les sols.
- ▣ L'ABSENCE DE PROBLÉMATISATION DES RISQUES AU NIVEAU NATIONAL, qui pourrait mener à des changements législatifs.
- ▣ LE MANQUE D'APPROPRIABILITÉ DES DONNÉES ET DOCUMENTS PUBLICS MIS À DISPOSITION SUR LES RISQUES INDUSTRIELS.

Notre maison brûle vise donc, par l'appropriation large de savoirs liés aux risques industriels, à créer une pression et une vigilance populaire. C'est d'autant plus important pour les militant·es que quasiment aucun·e expert·e n'ose parler de ces risques dans les médias. De fait, Épi explique que très peu de programmes de partis ont des sections sur ce sujet, alors qu'il s'agit selon Rhizome d'une opportunité pour faire le lien entre écologie et classes populaires. L'initiative a été mise en pause à la fin de l'été 2021, suite à la difficulté des militant·es à la conjuguer avec leurs nombreux autres engagements.

5 Voir leur site <https://confpeps.org/notre-histoire/>

Principales pratiques d'enquête



La carte interactive des ICPE conçue par Notre maison brûle — Capture d'écran personnelle

La loi française oblige la publication de documents et données sur les installations industrielles présentes et passées. Les militant·es se sont donc appuyé·es sur des bases de données et des sites institutionnels pour encourager l'appropriation, l'échange et la publicisation des savoirs sur les risques industriels. Ils ont conçu une carte interactive en ligne des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement (ICPE), animé des ateliers dans différents territoires et initié des conversations de messagerie électronique par région et au niveau national, pour échanger des articles et informations.

Reprises de savoirs

Histoire et objets de mobilisation

Le collectif Reprises de savoirs a été initié à l'été 2021, à l'occasion d'un évènement de Reprise de Terres à la ZAD de Notre-Dame-des-Landes. Des étudiant·es et jeunes chercheur·ses, principalement issu·es de sciences sociales, y ont fait le constat d'une forte dissociation entre leurs activités à l'université et dans des milieux militants. Les personnes que j'ai rencontrées étaient principalement écologistes et de mouvance autonome. Elles attribuaient plusieurs objectifs à Reprises de savoirs :

- ☐ DÉSERTER ET DÉVALUER UN "SYSTÈME DE SAVOIRS" UNIVERSITAIRE considéré comme colonial, raciste, sexiste, et maintenant une hiérarchie entre savoirs manuels et intellectuels. À l'inverse, reconnaître les "lieux autonomes" comme lieux de production de savoirs.

- ☐ ACQUÉRIR DES SAVOIRS CORPORELS, et rendre plus accessibles les savoirs "froids et rationnels" à tous·tes.
- ☐ CRÉER ET PARTAGER DES SAVOIRS UTILES AUX LUTTES — principalement écologistes — et aux "territoires de vie".

Concrètement, cela s'est traduit par un appel à organiser des "chantiers" dans des lieux en lutte ou autonomes, pour apprendre, se transmettre ou enquêter. La plupart ont eu lieu au cours de l'été 2022, et un accompagnement dans l'organisation et un soutien financier leur était apporté. D'autres propositions sont également actuellement travaillées : réaliser une rentrée universitaire parallèle pour politiser les étudiant·es, organiser un chantier lors d'un rassemblement des luttes locales à l'été 2023.

Principales pratiques d'enquête

J'ai vu ce terrain comme une opportunité d'avoir une vision plus globale de la manière dont certaines luttes locales en France abordent la production de savoirs. Toutefois, les chantiers étaient surtout centrés sur la transmission savoirs utiles à un mode de vie "autonome" : construction d'un fournil de récupération, maçonnerie, réhabilitation d'un moulin, potager urbain, électricité, etc.

Certains chantiers ont néanmoins eu recours à des formes d'enquêtes, parfois en lien avec des mobilisations. Parmi elles :

- ☐ Recensions naturalistes
- ☐ Analyse des pollutions dans les eaux, les sols et les plantes
- ☐ Questionnaires distribués à des agriculteur·rices
- ☐ Observations d'infrastructures et de lieux

Ateliers du démantèlement

Histoire et objets de mobilisation

Les Ateliers du démantèlement font partie d'une série d'enquêtes collectives menées par le collectif Hydromondes, militant·es anarchistes et biorégionalistes, à l'occasion de l'écriture d'un livre sur le bassin-versant du Rhône. Devant être publié vers début 2024, le livre a pour but d'imaginer comment le bassin-versant pourrait devenir une biorégion, et accorde une attention particulière au démantèlement de réseaux logistiques et de certaines grandes infrastructures.

Les ateliers, que j'ai contribué à organiser, se sont déroulés sur 5 jours en novembre 2022 dans les alentours de Lyon, et avaient pour objet la métropole de Lyon étudiée sous 3 angles :

- ☐ LA CIRCULATION DE L'EAU DANS LE PAYS LYONNAIS, et en particulier la manière dont elle a été contrainte au fil des siècles grâce à des barrages, canaux, aqueducs, bassins de rétention.

- ▣ LE PROCESSUS DE “MANTÈLEMENT” DU TERRITOIRE, c’est à dire son artificialisation et la mise en ressource des territoires périphériques.
- ▣ LES DÉMARCHES DE RENATURATION DE COURS D’EAU actuelles et potentielles, ainsi que plus largement des possibilité de démantèlement d’infrastructures.

Principales pratiques d’enquête

Les 4 journées de la phase d’enquête se divisaient en 2 temps. Le matin, nous allions visiter une partie de la métropole pour observer des infrastructures, leur inscription dans le paysage et la ville, en discuter et partager des savoirs dessus. L’après-midi, nous réalisions des recherches documentaires. En petits groupes, nous coordonnions nos lectures en fonction de périodes ou de thèmes, souvent au fonds documentaire régional de la bibliothèque municipale de Lyon.

Les 2 dernières demi-journées étaient consacrées à l’écriture de fictions pour préfigurer la manière dont la métropole pourrait être “démantelée”, c’est à dire déconcentrée, sans grandes infrastructures de l’eau, en atténuant au maximum les flux d’échanges avec d’autres territoires.



Avant de commencer l’arpentage dans la vallée de la chimie lyonnaise, nous nous lisons des textes en profitant de la vue — Photographie personnelle



Séance de travail à la Myne, de retour de 3 jours d’arpentages et de lectures — Photographie personnelle

Les centrales sont-elles centrales ?

Histoire et objets de mobilisation

“Les centrales sont-elles centrales ?” était le titre d’un chantier Reprises de savoirs organisé par des habitant·es de Landivisiau, en Bretagne, ainsi que d’autres jeunes habitant·es de villages proches. Installé·es depuis peu, iels avaient entendu parler de la lutte contre l’implantation d’une centrale à gaz à Landivisiau. Organiser ce chantier était l’occasion pour elleux d’en apprendre plus sur l’histoire et les alternatives à la centralisation énergétique en France et en Bretagne.

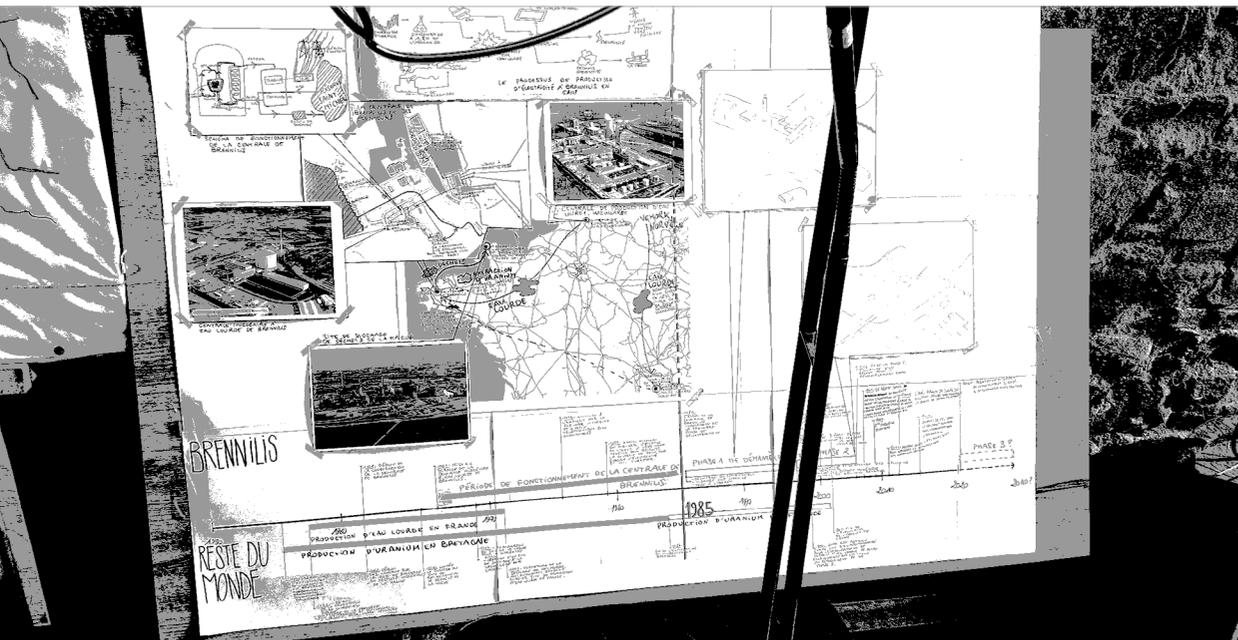
Il s’agissait d’une randonnée de 3 jours entre l’ancienne centrale nucléaire de Brennilis et celle de Landivisiau, suivie de 2 jours de documentation, débats et productions. Nous avons partagé :

- ▣ des savoirs sur le modèle énergétique français et son histoire, en particulier à propos du nucléaire
- ▣ des expériences de luttes contre le nucléaire et la centrale à gaz de Landivisiau
- ▣ des alternatives que nous trouvons désirables à la centralisation énergétiques et urbaine

Nous avons noué des solidarités voire des amitiés autour de moments conviviaux : les repas et d'autres tâches étaient en autogestion et nous avons organisé une restitution suivie d'une fête le dernier jour.



Arrivée à la centrale de Brennilis — Photographie personnelle



Une frise-carte de la vie et du démantèlement de la centrale de Brennilis, conçue pour la restitution finale — Photographie personnelle

Principales pratiques d'enquête

- ▣ **RANDONNÉE, OBSERVATION DU TERRITOIRE ET DES CENTRALES** : beaucoup de conversations sont nées de l'observation de l'environnement physique.
- ▣ **APPROPRIATION DE DOCUMENTS** : arpentages de livres et de brochures, visionnages et écoutes collectives.
- ▣ **ÉCHANGES THÉMATIQUES** : qui permettaient de restituer des lectures, de mettre en discussion des films ou des podcasts ou de partager des savoirs.
- ▣ **TÉMOIGNAGES ORAUX**, dont des personnes ayant participé aux recours juridique contre la centrale de Landivisiau et un médiateur du musée sur la centrale de Brennilis.

3. ÉTAT DE LA RECHERCHE ET CADRAGE THÉORIQUE

Malgré le peu de travaux scientifiques qui traitent spécifiquement des pratiques d'enquête militantes, j'ai identifié plusieurs champs qui se rapprochent de mon objet de recherche :

- ▣ Les travaux sur les conflits liés à des infrastructures polluantes, qui exposent bien les confrontations entre savoirs légitimes et "savoirs citoyens", ainsi que les problèmes de transparence des entreprises et institutions.
- ▣ Les recherches participatives en justice environnementale, qui accompagnent l'enquête de collectifs autour de projets d'aménagements ou d'infrastructures.
- ▣ Quelques études de mobilisations sur des questions urbaines, qui montrent comment des militant·es ont construit une contre-expertise.

Les 3 premières sections restituent ce que je retiens de ces champs de recherche, les 2 suivantes exposent la démarche générale que j'ai essayé d'adopter au cours de mon enquête, et la dernière présente les questions de recherche qui m'ont guidé.

Les militant·es s'engagent dans des conflits de divulgation pour qualifier la nocivité d'un aménagement et construire une mobilisation

Pour se prononcer pour ou contre un aménagement ou une infrastructure, mais aussi pour mobiliser ou organiser des recours, les gens ont besoin d'informations précises sur ce qu'elle est ou sera (si c'est un projet). Or, il arrive que ces informa-

tions ne soient simplement pas produites, parce que les organisations à l'origine du projet n'y ont pas d'intérêt. Certain·es chercheur·es en études des sciences vont plus loin, en parlant d'*undone science* pour désigner la "non-production systématique de savoirs" qui auraient pu aider des mouvements sociaux à améliorer leurs conditions d'existence (Frickel et al. 2010). On pourrait par exemple citer le sous-financement de la recherche sur l'empreinte matérielle et les impacts sanitaires du développement de la 5G (pointé par Roussilhe 2020), mais aussi l'absence d'études d'impacts avant l'implantation d'un entrepôt.

Parasie et Dedieu (2019) rapportent un cas limite : les districts de l'état de Californie produisent des données sur les pollutions de l'air, mais le taux de pollution par district est calculé à partir de la moyenne des mesures des capteurs répartis sur le territoire. Ainsi, les niveaux de pollution légaux peuvent être dépassés en des endroits ponctuels. De plus, les capteurs peuvent être situés à des endroits particulièrement peu pollués, ce qui fausse la moyenne elle-même. Ici, des données sont produites mais leur qualité et leur processus d'analyse sont jugés insuffisants par les habitant·es de zones portuaires très polluées.

Kinchy et Schaffer (2018) soulignent également que même lorsque des données existent, il est courant que les entreprises et institutions refusent de les divulguer ou tentent de les rendre inutilisables. En effet, si à partir des années 1960, des plus en plus de gouvernements occidentaux ont commencé à mettre à disposition des documents administratifs, de nombreuses études montrent que ces politiques ne sont efficaces que si les personnes concernées peuvent accéder et comprendre ces informations. Gouvernements et entreprises ont développé un ensemble de stratégies pour noyer l'information, la surcomplexifier ou restreindre les obligations de transparence, phénomène également décrit par Vacher (2021).

Ainsi, Kinchy et Schaffer (2018) expliquent par exemple qu'en 2012, d'intenses mobilisations ont eu lieu aux États-Unis pour obliger les entreprises qui utilisent la fracturation hydraulique à révéler la composition des fluides de fracturation. Des rapports de cabinets de conseil recommandent alors de donner accès à des données pour gagner la confiance du public, et la plateforme Fracfocus est créée. Ce site a pu permettre de montrer des violations du droit de l'environnement, mais il ne permettait pas de faire des analyses systématiques et cumulatives, puisqu'il donne accès aux données sous forme de pdf. Le *conflit de divulgation* s'est donc déplacé de l'accès aux modalités d'accès.

En France, Kafka (2012 cité par Denis 2018) souligne que la démocratie représentative est fondée sur l'accessibilité de documents comme les comptes-rendus publics et les débats parlementaires. On dispose d'une Commission d'Accès aux Documents Administratifs (CADA), qui est utilisée par certain·es militant·es que j'ai rencontré·es, et d'une politique de données ouvertes de plus en plus proactive, à travers notamment le portail data.gouv⁶. Cette situation, présentée comme "exceptionnelle" par les militant·es de Notre maison brûle, offre beaucoup d'outils pour visibiliser des injustices, mais fait aussi l'objet de conflits de divulgation (j'en reparlerai plus tard). De manière intéressante, la divulgation d'information n'est pas toujours utilisée par les militant·es pour s'informer elleux-mêmes, mais pour

6 <https://www.data.gouv.fr/fr/>

mobiliser en mettant en évidence les dangers posés par une technologie. Le secret est aussi un fort vecteur de mobilisation, car il permet d'imaginer le pire.

Au cours de mon enquête, j'ai donc tenté d'identifier les informations disponibles sur les objets de mobilisation, celles qui ne sont pas accessibles, celles qui ne sont pas produites et la manière dont les militant·es contournent ou utilisent ces difficultés.

Les militant·es construisent leurs propres savoirs, mais ceux-ci ne sont pas toujours reconnus

Pour pallier l'absence de production de savoirs et leur manque d'accessibilité, les militant·es produisent parfois leurs propres savoirs, voire leurs propres données. Dekker (2022) rapporte que dans les années 1970 aux Pays-Bas, de nombreuses associations ont commencé à revendiquer l'amélioration des infrastructures cyclables pour réduire le risque d'accidents. Plus d'une dizaine de branches locales de l'Union Cycliste ont mené des enquêtes par questionnaires, notamment diffusés par les journaux, pour produire des cartes des zones qui nécessitaient des améliorations, dans l'espoir d'orienter l'action publique. Malgré le succès de cette entreprise, Nez (2011) rappelle que les "savoirs citoyens" sont inégalement pris en compte par les collectivités territoriales dans les projets urbains. Elle distingue ainsi :

- ☐ *Savoirs sollicités* par les institutions, qui sont principalement les savoirs d'usages individuels. Il sont convoqués lors de concertations, pour légitimer des projets urbains hors de la contre-expertise d'associations.
- ☐ *Savoirs revendiqués* : pas invités par les institutions mais qui parviennent à s'imposer par des mobilisations dans l'espace public, la presse ou la sphère politique. Il s'agit souvent de savoirs professionnels, ou de connaissances liées au fonctionnement des institutions issus d'une expérience militante.
- ☐ *Savoirs déniés* : souvent ceux des personnes dominées (un point également souligné par Terzi et Tonnelat 2017). Par exemple, les femmes ne peuvent pas parler d'intime dans les concertations.

En l'absence d'un rapport de force contraignant, les savoirs déniés et revendiqués ne seront pris en compte que s'ils peuvent résoudre certains problèmes que se posent les gouvernements ou collectivités. Ainsi, vers la fin des années 70, les villes néerlandaises ont commencé à reconnaître leur manque de connaissances sur la sécurité routière et l'expérience vécue des cyclistes. Les enquêtes de l'Union Cycliste ont donc été progressivement intégrées dans l'action publique (Dekker 2022). De même, les données des groupes de captologie citoyenne en Californie ont pu être légitimés parce que les Environmental Protection Agency ont vu dans leurs capteurs l'opportunité de renforcer à bas coût le réseau de mesure de qualité de l'air (Parasie et Dedieu 2019).

Néanmoins, certaines recherches sur les "savoirs citoyens" et "données citoyennes" semblent ramener leur légitimité à leur prise en compte par des institutions. Mais comme j'essaierai de le montrer plus loin, tous les savoirs produits par des militant·es n'ont pas vocation à être entendus par les gouvernements ou les collectivités territoriales. Sur mes terrains, j'ai donc tenté de prendre en compte la diversité des usages et des non-usages des savoirs produits au sein de mes terrains.

Justice environnementale : des recherches participatives pour rééquilibrer la balance des savoirs

Quels que soient les efforts des militant·es, iels disposent de beaucoup moins de moyens de production de savoirs que les entreprises et institutions (Wylie et Albright 2014 ; Allen 2022). C'est à cette asymétrie qu'essayent de répondre les chercheur·ses en justice environnementale. Ce champ de recherche est né du mouvement étasunien contre le *racisme environnemental* dans les années 1980. Il cherchait à mettre en lumière les distributions inégales d'impacts environnementaux en fonction de la race, mais aussi la classe, le genre, de l'âge et du lieu. Ce mouvement a notamment donné lieu à la pratique du Toxic tour, une balade urbaine pour visiter des environnements pollués ou des aménagements jugés néfastes (Piron, Boughanmi, et Lefebvre 2019). Celle-ci a été reprise par des militant·es écologistes rencontré·es au cours de mes terrains.

Les chercheur·ses en justice environnementale mettent en place des recherches participatives pour soutenir les revendications de collectifs. Allen (2022) a ainsi réalisé une enquête d'"épidémiologie populaire" à Fos-sur-Mer, près de Marseille, où se trouve la plus grande zone industrielle de France. L'enjeu était de donner les moyens aux habitant·es de produire et interpréter leurs propres statistiques de santé publique, alors que les 15 études précédentes réalisées par l'État français n'avaient pas été conclusives.

Beaucoup de ces recherches passent par la conception d'outils numériques, qui font office d'*objets-frontières* (Star et Griesemer 1989) entre les militant·es et les chercheur·ses : ils leur permettent de produire des données ensemble, mais l'interprétation et les usages qui en sont faits peuvent différer fortement — publier dans des revues scientifiques, instruire un recours en justice. J'ai déjà évoqué la plateforme de cartographie de puits à fracturation hydraulique (Wylie et Albright 2014), mais on pourrait également citer l'EJAtlas, qui recense près de 4000 conflits socio-environnementaux à travers le monde (Temper, Bene, et Martinez-Alier 2015), et la carte des conflits de gestion de l'eau en Andalousie (Pedregal, Laconi, et Moral 2020). Ces projets partagent un certain nombre de similarités intéressantes :

- ☐ Les logiciels ont été conçus avec des militant·es sur plusieurs années, avec de nombreux tests et modalités de contribution.

- ☐ Le type de savoirs à inclure et les catégories ont également été élaborés avec des militant·es.
- ☐ Les savoirs sont pour la plupart édités par les militant·es, avec le soutien des chercheur·ses.

La qualité de conception des plateformes et leur insertion dans des réseaux militants les rend très sollicitées, que ce soit par des activistes, des journalistes, des institutions (Temper, Bene, et Martinez-Alier 2015 ; Pedregal, Laconi, et Moral 2020), des médecins ou des habitant·es (Wylie et Albright 2014). Toutefois, bien qu'ils s'appuient sur les savoirs de militant·es en prise à des infrastructures, ces projets semblent peu s'appuyer sur un diagnostic des pratiques d'enquête déjà existantes. Concevoir des outils en partant de ces pratiques permettrait peut-être de mieux les insérer dans le quotidien des militant·es, et de moins transposer des affects de chercheur·ses. C'est un des objectifs des propositions finales de ce mémoire.

Prendre au sérieux les compétences d'enquête sociale dans les luttes contre des aménagementements

Les asymétries de connaissance sont particulièrement prononcées dans les mobilisations contre des infrastructures ou des nouvelles technologies, qui peuvent nécessiter des compétences en épidémiologie, hydrologie, biologie, géologie, écologie ou encore ingénierie. Mais les transformations urbaines engagent également d'autres formes de savoirs, moins spécialisés, à propos du territoire, de la ville, des politiques locales, du droit de l'urbanisme, etc. Ils ont des origines et des natures différentes, et Nez (2011) propose de distinguer :

- ☐ *Savoirs d'usage individuels* : issus "d'une pratique répétée de l'environnement".
- ☐ *Savoirs d'usage collectifs* : constitués dans le cadre d'investigations collectives, par exemple une balade urbaine qui permet de croiser les expériences de la ville.
- ☐ *Savoir professionnel diffus* : souvent issus d'une pratique d'urbanisme ou d'architecture, incluent également des savoirs-faire permettant de crédibiliser un contre-projet.
- ☐ *Expertise technique collective* : élaborée dans un collectif par la mise en commun des savoirs professionnels, l'appel à des expertises extérieures ou la lecture collective de documents d'urbanisme.
- ☐ *Savoirs militants individuels* : connaissance du fonctionnement des institutions, de la vie politique locale et des dispositifs d'expression politique.
- ☐ *Savoirs militants collectifs* : mise en commun des relations des membres et savoirs élaborés ensemble sur les modes de prise de décision.

Qu'ils soient militants, techniques ou d'usage, les savoirs collectifs sont souvent acquis à l'aide de *compétences d'enquête sociale*, développées au cours de la mobilisation. Il peut s'agir par exemple de :

- } capacités à faire des recherches, à se documenter, à utiliser des objets pour y parvenir. Il faut également être capable de lire un plan et de dessiner l'aménagement qu'on souhaite, même sommairement. (Damay 2019)

Dans mes recherches documentaires, j'ai pu trouver des traces de quelques autres pratiques d'investigation "modestes" dans les mobilisations contre des aménagements et des infrastructures. Parmi elles :

- ☐ **DOCUMENTATION SUR UN WIKI** : le logiciel Mediawiki a par exemple été utilisé à Berlin et à Rennes pour s'opposer à l'implantation de Google, "décrire les risques de cette implantation et enquêter sur les velléités de l'entreprise Google" (Vigneron et al. 2019).
- ☐ **RENCONTRES, PARTAGE D'EXPÉRIENCES VÉCUES**, permises par exemple par les coalitions thématiques et géographiques de luttes locales.
- ☐ **OBSERVATIONS IN SITU** utilisées par exemple contre l'implantation de panneaux de publicité (pratiques évoquées dans le podcast « Le grand remembering » 2023) ou de caméras (La Quadrature du Net 2022), mais aussi le long des lignes ferroviaires par les activistes antinucléaires, pour comprendre le type de transport et la fréquence des trajets (décrites dans la brochure « Trainstopping, intervention dans les transports ferroviaires. Blocage et sabotage du trafic ferroviaire dans le contexte du mouvement antinucléaire » 2020).
- ☐ **RÉSEAUX D'INFORMATEUR·RICES**, à l'instar des habitant·es sollicité·es par les Soulèvements de la terre en prévision d'une action.
- ☐ **USAGE DE COMMUNICATIONS NUMÉRIQUES ET FORUMS**, comme le forum Technopolice mis en place par la Quadrature du Net, pour documenter le développement de technologies de contrôle de l'espace public et partager des stratégies de lutte (Technopolice s. d.).

Toutefois, rares sont les travaux scientifiques qui proposent une description précise de ces pratiques, et ceux que j'ai lus se concentrent sur des collectifs souhaitant coopérer avec les institutions (c'est le cas de Nez 2011 ; Damay 2019 ; Dekker 2022). Je propose donc dans ce mémoire de décrire la production de savoirs sur des aménagements à la fois au sein de collectifs "cogestionnaires" et "contestataires" (au sens développé dans « Contester ou cogérer ? Sur la lutte contre le barrage du Testet à Sivens, et les leçons que l'on peut en tirer pour l'avenir des luttes territoriales » 2017).

Étudier les écologies informationnelles

Prendre en compte cette diversité de savoirs et de compétences d'enquête sociale m'a amené à considérer qu'il est très difficile d'étudier les démarches d'enquête isolément du reste de la mobilisation. De fait, comme on le verra plus tard, j'ai rarement été témoin d'une activité qui visait uniquement à produire des savoirs.

Treré (2012) défend une idée similaire, en expliquant que les recherches sur les mouvements sociaux des années 2000 ont eu tendance à étudier la communication comme une fonction séparée. Pour lutter contre cette segmentation, il utilise le concept d'*écologie informationnelle* pour décrire “un système de personnes, de pratiques, de valeurs et de technologies dans un environnement local particulier”, qui permet la circulation de l’information.

Ce concept implique ainsi une attention particulière à la matérialité des technologies de l’information utilisées — ordinateurs, smartphones, logiciels, messageries, etc. — trop souvent considérées comme de simples outils. Cet angle me paraît d’autant plus pertinent que certains collectifs ou associations ont développé leurs propres plateformes d’investigation sur des infrastructures, qui n’ont à ma connaissance que peu fait l’objet d’études. Je pense ici à Notre maison brûle, au forum et système documentaire mis en place par Technopolice, mais aussi à Panoramine, la carte des mines développée par Systext en 2013 (SystExt 2020).

Ainsi, bien que je me sois concentré sur les pratiques d’enquête, je me suis efforcé de les réinsérer dans leur contexte d’action et la matérialité des technologies sur lesquelles elles reposent. La perspective “écologique” m’a également permis d’appréhender et de représenter la distribution de la production de savoirs entre les acteur·rices.

Questions de recherche et structure du mémoire

Pour résumer, cette recherche vise à recenser les pratiques d’enquête au sein de collectifs d’opposition à des aménagements et des infrastructures. J’ai essayé d’y repérer la place des conflits de divulgation, et la manière dont les militant·es contournent ces opacités. J’ai voulu être prudent dans la généralisation de mes observations, en prenant en compte les tendances militantes et la spécificité des objets de mobilisation. Enfin, j’ai été particulièrement attentif à relier les pratiques d’enquête aux usages des savoirs — relier le “comment” au “pourquoi” — et plus largement à les réinsérer dans leur écologie informationnelle.

Ainsi, l’interrogation qui m’a servi à construire ma méthode et interpréter mes résultats est : COMMENT ET POURQUOI LES COLLECTIFS EN LUTTE CONTRE DES PROJETS D’AMÉNAGEMENT OU DES INFRASTRUCTURES ENQUÊTENT-ILS DESSUS ?

Ce mémoire s’inscrit également dans un engagement personnel croissant dans les luttes écologistes, j’ai donc également travaillé avec la question : QUELLES PRATIQUES ET OUTILS D’ENQUÊTE APPUYÉES SUR L’EXISTANT POURRAIENT-ILS METTRE EN PLACE POUR ATTEINDRE LEURS OBJECTIFS ?

Tout au long de cette recherche, je me suis appuyé sur une grille de catégories pour pouvoir comparer mes terrains, qui est exposée dans la partie suivante. J’aurais pu la réutiliser pour construire mon plan — exposer les pratiques d’investigation, puis les sources utilisées, puis les usages des savoirs, etc. — mais je me suis vite aperçu que ça m’empêcherait de restituer la cohérence propre de l’enquête de

chaque collectif. Chaque partie est donc une tentative de monter en généralité ou de mettre en avant des différences, en décrivant plusieurs terrains selon plusieurs catégories. Elles se finissent par une section “en résumé”, qui résume les principaux résultats. L’avant-dernière partie tente de tirer des enseignements pratiques de certains de mes résultats et d’observations supplémentaires, et la dernière explicite les limites de ce mémoire.

4. METHODE

Cette section présente toutes les démarches de recherche que j'ai mises en place au cours de ce mémoire. Elle a été en partie constituée à l'aide de documents méthodologiques écrits tout au long de l'enquête, et rend donc compte avec précision des choix effectués et de leur justification. Pour cette raison, elle est assez longue, et vous pouvez la survoler ou la sauter si vous souhaitez lire directement les résultats. Vous pouvez également y revenir si vous avez des doutes sur la manière dont certains résultats ont été obtenus.

Grille de catégories

Cette enquête s'est déroulée sur 6 terrains et a mobilisé une dizaine de manières distinctes de produire des données. Rétrospectivement, je pense que ces choix sont questionnables, car certains terrains se sont avérés d'un moindre intérêt ou difficilement comparables. Toutefois, je pense avoir réussi à produire des comparabilités à l'aide notamment d'une grille de catégories, qui s'est affinée au fur et à mesure de l'enquête. Celle-ci a été utilisée dans un maximum de démarches de production de données, de codage et d'analyse, parfois avec des nuances que je préciserai au fil de cette section.

CATÉGORIE	DESCRIPTION
Objets et types de savoirs	Ce à propos de quoi sont les informations récoltées : bâtiments, routes, chantiers, espaces verts, documents, organisations, finances, etc. Également : ce que disent les savoirs sur les objets : emplacement, données économiques, fonctionnement, déroulement des travaux, empreinte écologique, etc. Comprend aussi les catégories que les militant·es utilisent pour classer les phénomènes.
Démarches d'investigation	Les actions ou séquences d'actions entreprises pour acquérir des informations.

CATÉGORIE	DESCRIPTION
Pratiques d'inscription	Les pratiques d'écriture, de dessin, d'enregistrement, en vue de conserver les informations.
Pratiques de classement	La manière dont les militant·es organisent, classent et retrouvent des informations.
Pratiques d'analyse	La manière dont les militant·es traitent les informations de manière à produire des savoirs.
Sources	Là d'où proviennent les informations récoltées : témoignages, documents, audiovisuel, expériences, expertises, etc.
Croyances épistémiques	Concept emprunté aux sciences de l'éducation ⁷ , qui désigne les théories personnelles de la connaissance : dispositions à croire ou ne pas croire certains types d'informations, sources considérées comme fiables, définitions du vrai.
Usages des savoirs	Les raisons pour lesquelles les militant·es collectent et partagent des informations, ce à quoi elles servent. Peut parfois qualifier les objectifs des collectifs au sens large.
Modalités de partage des savoirs	Les supports ou les événements conçus par les militant·es afin de partager les savoirs qu'ils produisent : brochures, billets de blog, conférences, débats, projections, tracts, cartes interactives, etc.
Technologies intellectuelles	Les outils utilisés pour inscrire, mettre en forme, conserver et organiser des informations.

Saccage 2024 et luttes locales d'Île-de-France liées aux JO

Saccage 2024 étant mon terrain principal, j'ai essayé d'avoir une vision complète de la production et la circulation de savoirs organisée par ses membres. J'ai donc combiné une observation participante sur 6 mois à des entretiens, une analyse de leurs publications, une analyse de leurs espaces numériques et un travail de cartographie collective.

Observation participante à découvert

L'observation participante constituait le cœur de mon enquête, à Saccage ou sur d'autres terrains. J'expliquais régulièrement mes intentions, afin notamment de m'assurer du consentement de tous·tes lorsque je prenais des notes. En général, j'ai essayé de suivre les principes éthiques proposés par l'American Anthropological Association (2012). Pour garantir la sécurité des personnes que j'ai rencontrées, je ne stockais pas de notes de terrain en ligne et j'utilisais un code connu de moi seul pour désigner les personnes dans mes écrits.

⁷ Voir par exemple <https://journals.openedition.org/rechercheformation/5142>

Mi-septembre - octobre 2022 : présence et prise de notes systématique

J'ai passé mes 2 premiers mois d'observation à assister à quasiment toutes les réunions et événements organisés par Saccage. J'avais élaboré une grille d'observation pour mes premières séances, mais elle s'est vite avérée peu utile : les situations auxquelles j'assistais pouvaient difficilement rentrer dedans. J'ai donc commencé à prendre en note à peu près tout ce qu'il se disait et que je voyais, ce qui m'a permis de ne pas trop me préoccuper de mon objet de recherche dans un premier temps — les pratiques d'enquête — pour mieux rentrer dans le quotidien du collectif. Je passais toutefois plus de temps à retranscrire des paroles et à décrire des interactions qui touchaient à mes questions de recherche.

À chaque session, je dessinais un plan de la salle et prenais parfois quelques photos, ce qui m'aidait surtout à me souvenir des interactions lors de la retranscription. Je collectais également tous les documents que je pouvais : brochures, tracts, documents officiels, programmes d'événements, etc.

Une fois chez moi je :

- ☐ retranscrivais toutes les notes sur mon ordinateur
- ☐ les enrichissais avec mes souvenirs
- ☐ reformulais les phrases pour qu'elles soient lisibles
- ☐ les mettais en forme pour distinguer les locuteurs, les observations, les paroles et les impressions personnelles
- ☐ insérais le plan, les photos et parfois les documents collectés dans mon document de retranscription
- ☐ classais les documents collectés dans une pochette par session d'observation

Puis, je rédigeais une courte synthèse des points qui m'avaient intéressé, et de ce à quoi je devrais être attentif par la suite, dans une section "Commentaire" en haut de chaque document. J'utilisais parfois un codage simple lorsque le document était particulièrement long ou qu'il contenait beaucoup d'éléments utiles pour ma recherche : je relevais tous les passages importants puis les classais en catégories avant de rédiger un paragraphe pour chaque catégorie.

J'ai eu besoin de ce temps où je me faisais discret pour me sentir bien au sein de Saccage et comprendre comment faire en sorte que mes activités ne soient pas un poids pour ses membres. Cette première phase m'a également servi à mieux les connaître, ce qui m'a aidé à les suivre dans d'autres espaces sociaux et à sélectionner des entretiens pertinents.

Novembre - décembre 2022 : observations choisies et extension du terrain

Début novembre, j'ai commencé à en savoir suffisamment sur Saccage et les différents collectifs avec lesquels nous étions en lien pour identifier où aller pour avancer sur la question de l'enquête militante sur des aménagements. J'ai pensé qu'il serait intéressant de suivre des militant·es :

- ☐ dans des réunions publiques, là où ils étaient eux-mêmes en enquête
- ☐ dans d'autres collectifs, parce que Saccage s'appuie sur leur travail d'information

J'ai donc suivi Nuage et Torrent dans plusieurs réunions dans d'autres espaces sociaux. Nuage, notamment parce qu'il est impliqué·e dans la Vigie citoyenne de l'Île-Saint-Denis, et Torrent, parce qu'il connaît bien les luttes locales d'Île-de-France et fait partie de la coordination. J'ai recommencé à concevoir des grilles d'observation, plus précises, et j'ai changé de technique de prise de notes. Je notais uniquement ce qui :

- ☐ touchait directement ou indirectement à mes questions de recherche, en me basant notamment sur ma grille
- ☐ m'aidait à comprendre la situation dans laquelle je me trouvais, sachant qu'elles m'étaient moins familières que les réunions de Saccage

Pour plus de clarté, je signalais les trous dans mes notes par des lignes horizontales. J'ai continué à assister aux réunions hebdomadaires de Saccage, mais je n'y prenais des notes que plus rarement. Je profitais également de cette liberté pour plus participer aux décisions et au travail collectif, en utilisant mon carnet comme un outil d'organisation plus que d'observation.

Début décembre, j'ai ouvert un document de "notes d'observation supplémentaires", pour retranscrire des observations que je n'avais pas eu le temps de prendre en note, ou qui étaient écrites au sein de notes d'organisation.

Janvier - mars 2023 : participation et notes occasionnelles

J'avais prévu de terminer ma phase d'observation fin décembre pour me consacrer totalement aux entretiens et aux analyses à partir de janvier. Je me suis donc demandé s'il était toujours nécessaire que j'assiste aux réunions et aux événements de Saccage. Je me suis aperçu que j'étais attaché aux personnes et à la lutte, j'ai donc décidé de continuer à y aller en tant que membre, sans prendre de notes d'observation.

J'ai commencé à être plus actif sur les conversations numériques, et à prendre des mandats. J'ai par exemple préparé une intervention lors d'une rencontre avec la Quadrature du Net, co-organisé un weekend pour créer une carte de l'impact des JOP 2024 et créé des affiches et des tracts.

En terme de recherche, cela m'a permis de continuer à confronter de manière consciente et moins consciente des interprétations à la réalité du collectif. La carte des JOP étant un moment d'investigation collectif, elle m'a aussi aidé à mieux comprendre les enquêtes des militant·es autour de Saccage. J'ai également continué à retranscrire quelques observations occasionnelles.

LOI OLYMPIQUE 2 : MOBILISONS-NOUS POUR LUTTER CONTRE L'EXTENSION DE LA VIDEOSURVEILLANCE



LE 31 JANVIER, LE DEUXIEME PROJET DE LOI OLYMPIQUE SERA VOTE AU SENAT. SOUS COUVERT D'UN EVENEMENT EXCEPTIONNEL, IL PERMETTRA A L'ETAT D'EXPERIMENTER PUIS DE PERENNISER DES TECHNOLOGIES DE SURVEILLANCE ET DE REPRESSION A UNE ECHELLE JAMAIS VUE.

PLUS D'INFORMATIONS SUR LA MOBILISATION A VENIR SUR
<https://www.laquadrature.net/>
<https://saccage2024.noblogs.org/>

LES ENTREPRISES ET L'ÉTAT POURRONT UTILISER DES ALGORITHMES POUR NOUS SURVEILLER

Le point central de cette loi, c'est qu'elle autorise l'usage de l'intelligence artificielle pour détecter des mouvements de foules ou des comportements "suspects" (articles 6 et 7). Il suffit de regarder les sites des entreprises qui vendent ces solutions pour comprendre leur fonction : nettoyer les villes des pauvres et des indésirables, et criminaliser les manifestants. Mais l'État n'aura pas l'exclusivité de ce privilège, les entreprises et les copropriétés pourront également en profiter (articles 7-5 et 6-10), ainsi que les agents de sécurité de la SNCF et de la RATP (article 8).

Pour accélérer la répression de tout comportement déviant, la loi autorise les drones avec des caméras à intelligence artificielle dans les grands événements et à leurs alentours (article 7-1). Les organisateurs d'événements sportifs pourront également utiliser des scanners corporels à l'entrée (article 10-2a et 11).

LA CNIL N'AURA PLUS LES MOYENS DE NOUS PROTÉGER DE LA SURVEILLANCE GÉNÉRALISÉE

La CNIL est une des rares institutions qui nous défend contre l'abus de technologies de répression. Elle n'a déjà pas beaucoup de pouvoir, mais cette loi l'écarte complètement de l'expérimentation. Et on comprend bien pourquoi ! La CNIL dénonce dans son rapport un "tournant" en matière de surveillance numérique, et soutient que les caméras intelligentes pourraient facilement être programmées pour la reconnaissance faciale. Ainsi, elle ne participera pas à l'évaluation de ces nouveaux systèmes de surveillance, qui seront généralisés courant 2025.

De plus, la CNIL n'aura plus le droit d'accéder aux systèmes de vidéosurveillance (article 6-9). Elle ne pourra plus imposer au préfet de sanctionner les établissements qui ne respectent pas la loi (article 6-14 et 6-15), ou fermer les établissements utilisant un système de vidéosurveillance sans autorisation (article 6-10). Tous ces pouvoirs reviendront

au préfet, et la CNIL sera éventuellement informée de ces décisions (articles 6-10 et 7-7). D'ailleurs, les organisations qui mettent en place de manière illégale un système de vidéosurveillance ne seront même plus sanctionnées (article 6-10).

Enfin, on ne pourra plus demander la destruction des enregistrements nous concernant. On ne pourra pas non plus saisir la CNIL pour contester un système de vidéosurveillance. Il faudra s'adresser aux commissions départementales de vidéoprotection, qui ne sont pas indépendantes, et qui n'auront plus de comptes à rendre à la CNIL (article 6-12).

LES GARANTIES CONTRE LES DISCRIMINATIONS SONT FLOUES

On sait à quel point les IA sont sensibles aux biais, et on pourrait craindre que celles-ci apprennent le contrôle au faciès. Malheureusement, les garanties contre les biais algorithmiques sont floues. Ainsi, les données utilisées pour l'entraînement des IA devront être "pertinentes, adéquates et représentatives, leur traitement loyal, objectif et de nature à identifier et prévenir l'occurrence de biais et d'erreurs" (article 7-5). Or quasiment aucun de ces termes n'a de définition juridique, ces "garanties" sont ouvertes à la libre interprétation des entreprises et de l'État.

LES ENTREPRISES POURRONT ENVAHIR TOUJOURS PLUS L'ESPACE PUBLIC

Pendant que les militants sont de plus en plus criminalisés avec le renforcement des peines pour irruption dans un stade (articles 12 et 13), on déroule le tapis rouge devant les grandes entreprises qui sponsorisent les JO. Ainsi, les logos des sponsors pourront être affichés 100 mètres autour du passage de la flamme olympique, et 200 mètres autour du point de départ et d'arrivée (article 14-1). De plus, la publicité sur voitures sera autorisée sans restrictions. Mais pour les travailleur·ses, pas de repos ! Pendant tout l'été 2024, les commerces devront être ouverts en permanence dans les villes qui accueillent des sites olympiques (article 17).

☒ Chaque commentaire commençait par un titre en gras : ****Titre du commentaire :****

J'ai ainsi pu écrire un script python qui exporte les commentaires des observations à Saccage dans un fichier .csv, avec comme colonnes :

DATE DE L'OBSERVATION	TITRE DE L'OBSERVATION	TITRE DU COMMENTAIRE	COMMENTAIRE
-----------------------	------------------------	----------------------	-------------

J'ai ensuite importé le .csv sous forme de tableur sur le logiciel Notion, pour pouvoir catégoriser les commentaires.

Catégorisation

L'intérêt de cette phase était de relire mes commentaires avec ma grille de catégories raffinée au cours de l'enquête, afin d'explicitier quels aspects des enquêtes militantes chaque commentaire concernait. J'ai donc :

- ☒ Ajouté au tableur Notion :
 - ☐ une colonne pour noter les catégories de la grille
 - ☐ une colonne pour noter les collectifs concernés par cette observation
- ☒ Catégorisé les commentaires.
- ☒ Créé des vues pour pouvoir afficher uniquement les commentaires associés à un groupe de catégories. Ces groupes ont été constitués après la catégorisation, en constatant que dans mes observations certaines catégories étaient souvent associées dans un commentaire, ou que j'avais parfois trop peu de données pour en faire une catégorie unique. J'ai obtenu :
 1. Objets et types de savoirs
 2. Usages et modalités de partage des savoirs
 3. Démarches d'investigation
 4. Pratiques d'inscription, de classement, de remobilisation et d'analyse
 5. Sources et croyances épistémiques
 6. Technologies intellectuelles
- ☒ Créé une colonne contenant une formule, de manière à pouvoir grouper automatiquement dans le tableur les commentaires associés à 3 ensembles de collectifs : Saccage, les autres collectifs anti-JO et les luttes locales d'Île-de-France.

Relecture équipée

À ce stade de mon enquête, je savais que certains passages de mes notes d'observation pourraient prendre un autre sens. J'ai donc relu chaque retranscription avec la grille de catégories, et j'ai :

- ☒ Copié-collé dans le tableur des vignettes qui pourront servir d'illustrations pour des commentaires.

Un tract que j'ai conçu à l'occasion de la mobilisation contre la seconde loi JOP — Images personnelles

Méthode d'analyse des observations

Lorsque j'ai commencé à analyser systématiquement mes observations, j'avais déjà accumulé un certain nombre d'hypothèses dans les sections "Commentaire" de mes retranscriptions. Il m'aurait été difficile de repartir de zéro en codant de fragments de retranscriptions, puisque la part d'interprétation pour leur attribuer une catégorie est beaucoup plus grande que dans un entretien : ce ne sont pas des réponses à des questions. Je risquerais donc de passer à côté de vignettes importantes simplement parce que j'y cherche mes catégories, alors qu'elles pourraient s'y intégrer selon une interprétation déjà faite. Ainsi, j'ai choisi de repartir de mes commentaires, qui constituent une première couche d'analyse.

Extraction

Pour faciliter leur manipulation informatique, mes retranscriptions d'observations étaient construites selon des critères stricts :

- ☒ Ce sont des fichiers au format markdown, qui sont facilement manipulables par des programmes.
- ☒ Le nom du fichier était formaté comme suit : Observation — Date - Titre de l'observation
- ☒ Les sections de commentaires étaient signalées par un titre markdown : **## Commentaire**

- ☒ Copié-collé des vignettes qui permettent des interprétations supplémentaires, que je n'aurais pas encore relevées.
- ☒ Écrit des commentaires supplémentaires.
- ☒ Catégorisé chaque nouvelle ligne du tableur.

Analyse et rédaction

À ce stade, je considérais que mes données étaient suffisamment exhaustives et catégorisées pour commencer l'analyse. J'ai donc :

- ☒ Ouvert 2 documents :
 1. Le premier pour organiser mes observations sur les pratiques d'enquête à Saccage 2024.
 2. Le second pour analyser celles d'autres collectifs que j'ai rencontrés grâce à Saccage, qui incluaient :
 - Autres luttes liées aux JO, que j'ai connues notamment par l'intermédiaire de mon engagement à Saccage.
 - Luttes locales, qui a priori n'ont pas de lien avec les JO, ou qui ne l'ont pas évoqué lors de mon observation.

L'analyse et la rédaction a été faite dans cet ordre, l'enjeu étant de mettre en contraste les pratiques de Saccage avec celles de terrains secondaires.

- ☒ Dans chaque document, j'ai créé une section par groupe de catégories.
- ☒ Dans chaque section de chaque document, j'ai commencé par écrire les hypothèses que j'avais en tête mais qui ne seraient pas ressorties de mon travail de catégorisation.
- ☒ J'ai relu les commentaires du tableur concernant chaque section, et les ai synthétisés en sous-sections. Chaque résultat exprimée devait avoir à peu près la même structure :
 1. Observations, idéalement avec des indicateurs de fréquence voire des chiffres : "au cours de 5 réunions...", "souvent, lorsque je..."
 2. Interprétation, idéalement avec des modalisations indiquant leur fiabilité : "cela suggère...", "ainsi, ... est ...", "cette interprétation est à prendre avec précautions, parce que..."

L'enjeu n'était pas de décrire ce que je crois avoir compris de mon immersion, mais de constamment repartir des données pour produire des preuves. Dans les faits, l'ordre des 2 a souvent été changé pour plus de lisibilité.

- ☒ J'ai illustré les résultats avec des vignettes.

Entretiens d'explicitation semi-directifs

Mes observations m'ont permis de remarquer que l'enquête à Saccage, ainsi que dans les collectifs périphériques, se faisait principalement au niveau individuel, et était peu discutée en réunions. Il m'a donc semblé important de compléter mes

observations par des entretiens. J'ai réalisé 4 *entretiens d'explicitation semi-directifs* auprès de 5 personnes, ce qui signifie que :

- ☒ Les entretiens prenaient en partie pour objet des documents ou technologies que les enquêté·es utilisent dans leur travail d'enquête. Iels pouvaient par exemple apporter leur smartphone, leurs carnets, un document qu'ils ont écrit, etc.
- ☒ Ils s'appuyaient sur un guide d'entretien, mais les questions pouvaient être reformulées, posées dans le désordre ou à plusieurs reprises, afin de s'adapter aux spécificités de chaque enquêté·e.

Sélection

N'ayant pas suffisamment de temps pour réaliser beaucoup d'entretiens, je les ai avant tout sélectionnés pour qu'ils combler les creux laissés par mes observations. J'ai par exemple réalisé un entretien avec 2 personnes en même temps, parce qu'elles étaient à Saccage 2024 depuis longtemps et pouvaient me renseigner sur les outils numériques et les pratiques éditoriales du collectif. J'ai également réalisé 2 entretiens avec des personnes impliquées dans le Comité de vigilance JO 2024, de manière à contraster avec Saccage.

PERSONNES	COLLECTIFS CONCERNÉS	DOCUMENTS ET TECHNOLOGIES COMMENTÉES
Nuage	Vigie citoyenne de l'Île-Saint-Denis, Saccage 2024	Brochure et tract écrits par la Vigie, carnets, ordinateur, smartphone, forum.
Brise	Comité de vigilance JO 2024	Smartphone, mails, conversations numériques du Comité.
Galet et Lac	Saccage 2024, Jardins à défendre d'Aubervilliers	Conversations numériques et site de Saccage.
Bosquet	Comité de vigilance JO 2024, Saccage 2024	Revue sur les JOP 2024 éditée dans le cadre de sa thèse.

Déroulement d'un entretien

Pour que je puisse comprendre comment chaque personne collecte et manipule de l'information, je lui proposais d'apporter son ordinateur, son téléphone, des carnets et des documents qui pourraient être utiles, notamment certains qu'elle aurait écrit. En amont, j'imprimais et je relisais les documents que je souhaitais commenter s'il y en avait, et j'annotais des questions à poser dessus.

Le guide d'entretien était adapté de la grille de catégories, avec quelques modifications, liées au fait que ce type d'entretien permet d'être beaucoup plus précis dans la description des pratiques. Par exemple, j'avais ajouté une catégorie "Pratiques de relecture", distincte du classement, pour évoquer les moments où une information se révélait nécessaire. Pour chaque catégorie, le guide présentait une question principale et des questions supplémentaires. Dans les faits, ces questions étaient très rarement posées telles qu'elles sont écrites.

CATÉGORIE	QUESTION	DÉTAIL
Démarches d'investigation, sources	Comment acquièrez-vous des informations sur des aménagements ?	Où allez-vous ? Que lisez-vous ? À quelles sources d'information êtes-vous abonné·es ? Avec qui parlez-vous ?
Objets et types de savoirs	Quelles informations vous intéressent et pourquoi ?	Quand vous lisez un document, que cherchez-vous ? Quelles questions posez-vous ?
Pratiques d'inscription	Comment gardez-vous trace des informations qui vous semblent importantes ?	Est-ce que vous écrivez ? Prenez des photos ? Sur quels supports ?
Pratiques de classement	Comment organisez-vous ces traces ?	Est-ce que vous les rassemblez quelque part ? Est-ce que vous les classez ?
Pratiques de relecture	Comment retrouvez-vous une information dont vous avez besoin ?	Où cherchez-vous ? Comment savez-vous où chercher ? Comment vous y retrouvez-vous dans vos dossiers, carnets, messages ?
Technologies intellectuelles	Quels outils utilisez-vous pour garder et organiser des informations ?	À quoi vous servent-ils ? Pourquoi ceux-ci et pas d'autres ? Quels sont leurs avantages et désavantages ?
Croyances épistémiques	Comment savez-vous qu'une information est fiable ?	Qui croyez-vous ? De qui doutez-vous ? Comment vérifiez-vous une information ?
Usages des savoirs	À quoi vous servent ces informations ?	À quelles occasions les réutilisez-vous ? Comment ?
Modalités de partage des savoirs, pratiques éditoriales	Comment ce document a-t-il été écrit ?	Qu'est-ce que vous avez relu ? Avez-vous rediscuté avec d'autres personnes ?

Je préparais également quelques questions spécifiques liées à la personne et les collectifs dans lesquelles elle est, qui touchaient à une catégorie du guide d'entretien. Chaque entretien durait entre 1h et 2h, et a été enregistré et retranscrit intégralement.

Des entretiens peu nombreux et difficilement comparables

L'enjeu d'une analyse d'entretiens est souvent de les confronter pour trouver des constantes et des variables entre les récits individuels. Or je n'ai réalisé que 4 entretiens à propos des pratiques de 3 collectifs différents. Un codage précis, qui permet d'établir des liens de manière rigoureuse, aurait de donc peu de sens puisque portant sur des pratiques individuelles et collectives, issues de plusieurs collectifs à la fois.

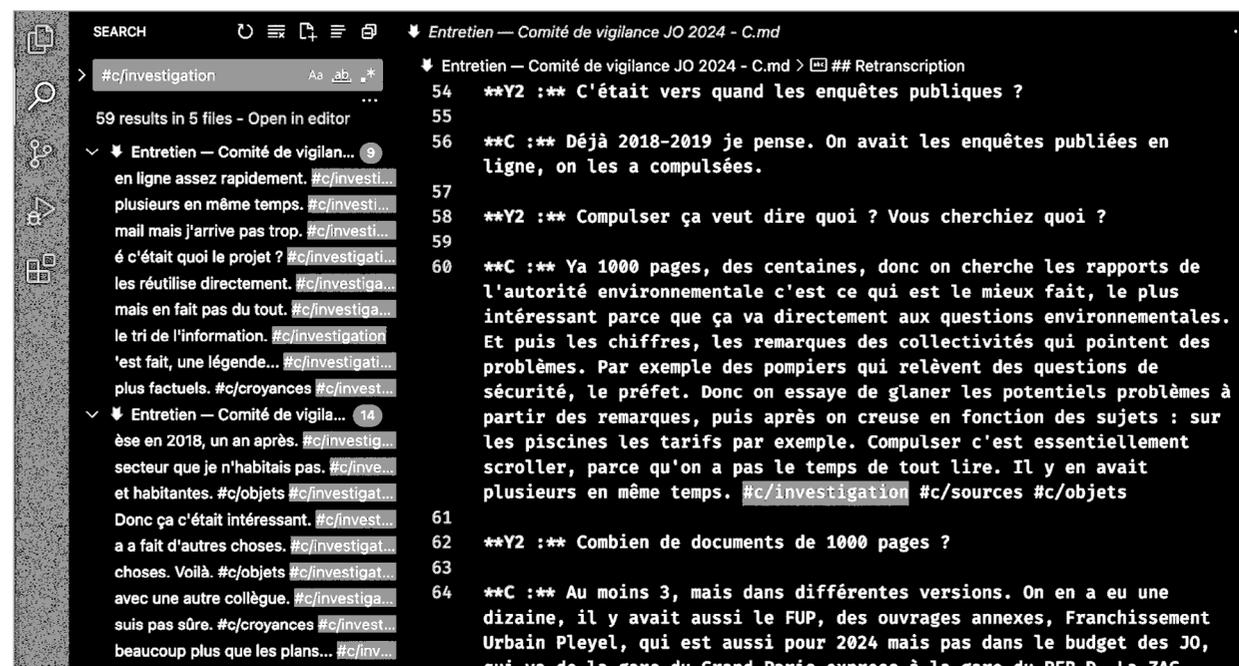
De plus, ces entretiens s'inscrivaient dans une bonne interconnaissance préalable avec mes enquêtés et une expérience de terrain de plusieurs mois. Elleux comme moi faisons donc appel à des savoirs partagés et à des expériences communes, ce qui rend les entretiens difficilement séparables des analyses des observations.

Méthode de codage et d'analyse

Toutes ces caractéristiques m'ont incité à établir des liens entre les entretiens de manière intuitive. Je ne souhaitais pas trop fragmenter mon codage, ni trop généraliser mes analyses. Toutefois, certains éléments sont communs à tous mes entretiens et il était important de le relever. J'ai donc choisi mettre en place deux niveaux d'analyse dans mon document : par entretien et en par catégories.

Pour le codage de ces entretiens, j'ai donc réutilisé ma grille de catégories sans définir de sous-catégories. Je les ajoutais dans mes documents markdown à la fin d'un paragraphe lié à une catégorie, en séparant les réponses en plus petits paragraphes si elles étaient trop longues. J'utilisais des tags de l'extension Foam de Visual Studio Code — mon logiciel d'écriture — pour bénéficier des fonctions de recherche et d'autocomplétion de tags. Ils étaient donc écrits sous la forme : #c/objets, #c/investigation, #c/inscription, #c/classement, #c/analyse, #c/sources, #c/croyances, #c/usages, #c/partage, #c/technologies.

J'ai d'abord écrit l'analyse par entretiens. Avec la fonction de recherche de Visual Studio Code, je surlignais tous les paragraphes taggés. Je notais sous forme de liste dans le document d'analyse les principaux éléments qui touchaient à ma question de recherche. Puis je les organisais en sous-sections et je rédigeais.⁸



L'interface de recherche de Visual Studio Code. À gauche, toutes les occurrences du tag #c/investigation dans ma base documentaire. À droite, un tag dans un document d'entretien.

8. J'ai exposé en détail ces méthodes à l'occasion d'une séance du séminaire doctoral du CERES. Voir *Écritures calculées et catégorisation inductive : L'intérêt de la structuration informatique des écrits intermédiaires de recherche en sciences sociales*, https://ceres.sorbonne-universite.fr/%C3%A9v%C3%A8nements/2023-04-25_seminaire_itineraire_methodologique/

Pour l'analyse par catégories, j'utilisais la fonction de recherche dans tous mes documents de Visual Studio Code, pour voir chaque occurrence d'un tag spécifique. Cela me permettait de rédiger des sections par catégorie de ma grille générale, et intégrant également ce que je venais d'écrire pour chaque entretien. Malgré la montée en généralité, j'essayais de mettre en avant les spécificités des collectifs.

Analyse de documents

Les membres de Saccage 2024 ont produit beaucoup de brochures pour diffuser leur critique, qui sont mises à disposition gratuitement ou à prix libre à chaque événement. Il m'a donc paru pertinent d'analyser leurs productions éditoriales pour identifier quel genre de savoirs ils construisaient et comment.

Constitution

Ce corpus est constitué de toutes les publications de Saccage présentées dans l'infokioske physique et en ligne, jusqu'en novembre 2022. J'y inclus des documents qui ont minimalement été modifiés par les militant·es de Saccage, si par exemple ils ont été réécrits ou remis en page. Cela inclut les documents concernant d'autres sujets que les JOP 2024, comme le Grand Paris. Certains documents sont mis à disposition en ligne et en physique, mais n'incluent pas de logo ni de mention de Saccage 2024. Ils sont donc exclus de mon corpus.

Méthode de catégorisation

L'objectif de cette analyse était d'avoir une idée générale du genre de savoirs qui sont méritent d'être diffusés selon les membres de Saccage, et de me donner des pistes pour mes observations et entretiens. Voici le processus de catégorisation que j'ai suivi. J'ai :

1. Téléchargé avec Zotero toutes les publications répondant à mes critères, ce qui m'en a donné 18 dont 12 écrites par Saccage.
2. Créé une base de données Notion comprenant les références de chaque publication et des colonnes correspondant à des catégories listées ci-dessous.
3. Lu les publications, en prenant des notes sur Zotero et en remplissant au fur et à mesure la base de données Notion.
4. Exploré la base de données à partir de filtres, de groupes, de tris. Noté des remarques au fil de l'exploration.
5. Rédigé les principaux résultats.

Voici les champs que j'ai remplis pour chaque publication :

- Type de publication : Article de presse, brochure, article scientifique, etc.
- Date de publication
- Auteur·rices
- URL

La base de données comprenait également des catégories qui ont nourri ma grille de catégories finale :

CATÉGORIE	DESCRIPTION	INTÉRÊT POUR MA RECHERCHE
Démarches d'investigation	Les actions ou séquences d'actions entreprises pour acquérir des informations, lorsqu'elles sont apparentes dans le document.	Mieux comprendre les savoirs et les pratiques mobilisées, pouvoir poser des questions dessus.
Sources	Provenance des informations récoltées : témoignages, documents, audiovisuel, expériences, expertises, etc.	Comprendre les pratiques documentaires.
Objets des savoirs	Ce à propos de quoi sont les informations récoltées : bâtiments, routes, équipements sportifs, chantiers, espaces verts, etc.	Comprendre la part des aménagements dans les savoirs construits à Saccage.
Types de savoirs	Ce que les savoirs disent à propos des objets : savoirs économiques, juridiques, techniques, climatiques, institutionnels, urbanistiques, etc.	Identifier les champs de savoir pertinents du point de vue des militant·es.
Pratiques éditoriales	Ce qu'ont fait les militant·es pour mettre à disposition ces informations : écriture, assemblage, mise en page, etc.	Départir les savoirs qui ont été élaborés par les militant·es de ceux qu'ils ont simplement mis à disposition.

L'enjeu de cette analyse n'étant pas d'être exhaustif mais de me faire une idée globale du contenu des documents, je n'ai recensé que les objets ou types de savoirs principaux. Je ne notais pas ceux qui n'apparaissent qu'une fois.

Méthode d'analyse

J'ai mis en place plusieurs manières de requêter la base de données ainsi créé :

- Faire des comptages pour chaque objet
 - Déterminer les objets ou groupes d'objets sur lesquels portent le plus de publications
 - Identifier les modes d'investigation et les sources les plus mobilisées pour les objets les plus récurrents
- Identifier les démarches d'enquête les plus récurrentes.
- Comparer les démarches d'enquête de Saccage à celles des textes qu'ils n'ont fait qu'éditer.
- Identifier les types de sources les plus récurrentes.
- Comparer les types de sources de Saccage à celles des textes qu'ils n'ont fait qu'éditer.
- Comparer les publications qui n'ont pas de sources ou démarches d'investigation mentionnées aux autres.

- ☐ Distinguer le rôle de certain·es acteur·rices nommé·es dans la production de savoirs à Saccage.

Analyse qualitative et statistique d'espaces numériques

J'ai également analysé 2 espaces numériques de Saccage, qui me semblaient importants pour la production et la circulation de savoirs :

- ☐ **LE MATTERMOST DE SACCAGE**, une plateforme gratuite et réputée sécurisée, qui permet de créer et organiser plusieurs conversations numériques pour un même collectif. Il existe également une conversation Signal, mais Mattermost est l'espace où interagissent les membres les plus impliqués et auquel on se réfère lorsque l'on souhaite conserver une information. J'ai en particulier étudié :
 - ☐ 1 canal de conversation général
 - ☐ 1 canal de réunions, qui comprend parfois des comptes-rendus de contacts avec d'autres collectifs
 - ☐ 1 canal dédié aux contacts avec d'autres collectifs
 - ☐ 1 canal dédié à la veille journalistique et sur les réseaux sociaux
 - ☐ 2 canaux thématiques, l'un pour échanger sur les chantiers liés au Parc de la Courneuve, l'autre pour discuter du développement de la surveillance en Seine-Saint-Denis
- ☐ **LE FRAMAPAD DE RÉUNIONS**, un document partagé où sont notés les ordres du jour et les décisions des réunions. Celles-ci sont parfois l'occasion de partager des informations vis-à-vis de chantiers ou de mobilisations amies.

Méthode d'extraction et d'annotation d'URL

Pour me faire une idée globale des sources mobilisées par les militant·es dans leurs communications et écritures quotidiennes, j'ai extrait tous les hyperliens envoyés dans le Mattermost et le Framapad. L'extraction a été réalisée le 16/11/22 à partir de fichiers textes téléchargés depuis les pages web, aucun hyperlien n'est pris en compte après cette date.

J'ai écrit un script python pour supprimer automatiquement les URL vers des chaînes du Mattermost, ceux qui sont des réponses à des messages et ceux qui font partie de l'interface de Mattermost. Ce script m'a également permis de classer les liens dans un .csv, avec comme autres colonnes :

- ☐ Provenances des liens : canal Mattermost ou Framapad.
- ☐ Nom de domaine.
- ☐ Position dans la conversation, sous forme d'index en ordre croissant.

J'ai ensuite importé le .csv dans Notion, et j'ai attribué à chaque URL un type de site et un sous-type, en m'aidant du nom de domaine et d'une lecture rapide des pages web. Mon tableur comprenait donc les champs :

J'ai ensuite réalisé des visualisations sur le logiciel Tableau Public, sur les différents types de sites et leurs corrélations. J'ai également suivi chaque hyperlien pour me faire une idée de leur contenu.

Méthode d'extraction et d'annotation de messages sur des aménagements

J'ai ensuite combiné 2 modes de lecture pour analyser les messages du Mattermost et le Framapad :

- ☐ **UNE LECTURE DISTANTE** : lire toutes les conversations et le framapad, noter les types de messages ou paragraphes que je rencontre le plus souvent.
- ☐ **UNE LECTURE ATTENTIVE ACCOMPAGNÉE D'UNE CATÉGORISATION** : lire tous les messages et paragraphes, copier-coller dans une base de données ceux qui donnent des informations sur un aménagement.

Pour chacun des messages de la lecture attentive, j'ai noté comme métadonnées :

- ☐ Personne
- ☐ Conversation ou document
- ☐ Date

Et j'ai catégorisé :

- ☐ Les objets de savoirs : de quels aménagements l'extrait parle
- ☐ Les intertextualités : manière de se référer à d'autres documents ou sources d'information
- ☐ La visée : objectifs de l'extrait, comme partager, informer, rendre compte d'une réunion, tenir au courant, etc.

J'ai ensuite rédigé quelques résultats d'analyse, notamment en comptant les formes d'intertextualité, les visées, en recensant les objets de savoirs et en notant ceux qui reviennent le plus.

Cartographie collective

Au cours de mon engagement à Saccage, un groupe de cartographes et d'éditeur·rices nous a proposé de réaliser une carte des impacts des JO 2024, ce qui a beaucoup parlé à certain·es membres. Voyant que personne ne se sentait de porter le projet au long terme, et sachant que j'avais déjà contribué à une carte subjective par le passé, j'ai pris en charge cette initiative. Nous avons donc organisé un weekend de cartographie avec plusieurs balades urbaines : près de Vaires-Torcy où des roselières sont détruites pour les JOP, et dans le quartier Pleyel à Saint-

Denis, dont l'échangeur autoroutier va être étendu. Nous avons ensuite continué à concevoir la carte au cours de réunions.

Ce travail n'est pas une démarche d'enquête à proprement parler, parce que je n'y ai pas produit de données. Il m'a néanmoins fourni une compréhension plus globale des impacts des JOP 2024, et m'a permis de confirmer les savoirs qui sont pertinents aux yeux des militant·es.



Deuxième séance de travail sur la carte des JOP — Photographie personnelle

Notre maison brûle

L'initiative n'ayant duré qu'un an, il ne m'était pas possible de l'étudier avec des observations. Beaucoup de conversations Telegram locales s'étaient de fait arrêtées après que les militant·es aient cessé de les gérer. J'ai donc réalisé 3 entretiens et lu les documents produits lorsque Notre maison brûle était active.

Entretiens semi-directifs

Sélection et déroulé

PERSONNE	ÉLÉMENTS BIOGRAPHIQUES	INTÉRÊT, ANGLE SPÉCIFIQUE
Épi	Militant·e éco-anarchiste, a beaucoup travaillé avec des réseaux de conversations Telegram dans d'autres collectifs.	Compréhension générale de l'initiative, de ses objectifs, outils et méthodes.
Rhizome	Attaché·e parlementaire à la France Insoumise.	Connaissance des bases de données et des logiciels utilisables pour la carte des risques industriels.
Bourrasque	Consultant·e en risques industriels, a élaboré des programmes de partis de gauche sur le sujet.	Savoirs spécialisés sur les risques industriels. Méthodes d'investigation.

Le déroulé était à peu près le même que pour les entretiens sur mon terrain principal, à la différence qu'il n'y avait pas de documents ou de technologies à commenter. Chaque catégorie du guide d'entretien pouvait être déclinée en 2 questions : une sur les pratiques de la personnes interrogée, et une sur celles des personnes ayant contribué aux ateliers ou aux conversations.

Méthode de catégorisation et d'analyse

L'enjeu était d'avoir une vue globale de Notre maison brûle en tant que processus d'enquête, de ses moyens, de ses échecs et de ses réussites. Le nombre de mes entretiens ne m'aurait de toute façon pas de comprendre en finesse les pratiques et les points de vue des acteur·rices, en particulier parce que je ne parlais qu'aux organisateur·rices. Il m'a tout de même semblé pertinent de réinvestir les catégories d'analyse de la grille générale. Je n'ai pas nécessairement codé les entretiens, qui me semblaient facilement synthétisables. J'ai suivi le même processus d'analyse que pour les entretiens de mon terrain principal, avec une analyse par personne et une par catégories.

Documentation

Notre maison brûle a produit une petite dizaine de documents au cours de son existence. Je les ai donc lus pour compléter ma compréhension de l'initiative, et le genre de savoirs qui étaient produits au cours des ateliers.

Ateliers du démantèlement

Je connaissais déjà un peu Éclair, Mousse et Épi, les initiateur·rices des Ateliers du démantèlement, j'ai donc proposé mon aide pour les organiser. J'ai participé aux discussions préliminaires, conçu des documents à remplir au cours de l'enquête et participé aux 5 jours.

Conception d'outils d'enquête

J'ai passé 5 jours avec Mousse, Épi et Éclair avant les ateliers, ce qui m'a permis de travailler avec Mousse, qui est paysagiste, pour concevoir des outils d'enquête à imprimer. L'enjeu était de mettre à contribution mes savoirs-faire de design pour cadrer et faciliter la documentation de ces 5 jours, tout en gardant un regard critique sur l'adéquation de chaque proposition. Nous avons donc conçu :

- ☑ Des carnets d'arpentage, qui contenaient des cartes de chaque balade, des éléments jugés intéressants à observer et de l'espace pour écrire
- ☑ Divers fonds de cartes et de frises chronologiques, pour situer nos observations et lectures à différents échelles.
- ☑ Des fiches idées. À partir de nos lectures, elles devaient servir à noter un rapport aux énergies, à l'eau, un mode de déplacement ou encore d'organisation politique qui nous semblait intéressant pour l'écriture des fictions.
- ☑ Des fiches objet, personnage et organisation, qui devaient accompagner l'écriture des fictions.
- ☑ Des cartes du pays lyonnais à 5 époques différentes, qui comprenaient des informations hydrologiques, géomorphologiques et urbanistiques, que l'on pouvait compléter au fil de l'enquête.

Observation participante à découvert

Au cours de l'enquête collective, je conservais toujours mon carnet à portée de main lorsque je repérais des pratiques qui m'intéressaient. J'observais par exemple la manière dont les participant·es s'approprièrent les supports que nous avions créé, ce qui était écrit et dessiné et ce qui ne l'était pas, mais aussi les raisons de la venue de chacun·e, la manière dont iel se projetait dans cette enquête, etc. J'ai également pris une centaine de photos pendant ces 5 jours, elles me permettaient à la fois de documenter les lieux où nous allions, de conserver des copies des écrits des participant·es et plus rarement de photographier des pratiques qui m'intéressaient.

Fiche analytique

Toutes ces notes ont été retranscrites selon le même procédé que celles sur mon terrain principal, et illustrées par des photos. Ce gros document m'a ensuite servi à rédiger une fiche, dont chaque section était une catégorie de ma grille générale.

Reprises de savoirs

Observation participante à découvert

Au cours des ateliers du démantèlement, j'ai croisé une personne qui faisait partie de la coordination Reprise de savoirs. Comme j'avais participé à la randonnée sur les centrales énergétiques, elle m'a invité à un weekend interchantiers à Dijon en novembre. L'idée était d'avoir un maximum de chantiers représentés pour faire un retour d'expérience collectif, proposer des pistes d'améliorations, esquisser ensemble des directions futures pour la coordination et proposer à ceux qui le voudraient de la rejoindre. J'ai pensé qu'il serait pertinent d'y aller pour voir comment différentes luttes locales et lieux autonomes abordent la production de savoirs.

Je suis donc allé à Dijon pendant deux jours, et j'ai d'emblée exposé le sujet de mon mémoire, et proposé de prendre et partager des notes au cours des discussions. Plusieurs autres personnes étaient intéressées, et nous avons mis en place un réseau de Framapads qui ont permis de documenter chaque discussion, notamment celles en petits groupes. Ces notes m'ont fourni une bonne matière première pour produire un compte-rendu d'observation, qui ne reprenait pas ma grille de catégories. En effet, comme je l'expliquais plus haut, les chantiers et la coordination sont jusqu'ici surtout centrés sur la transmission de savoirs, ce qui correspond moins à ma recherche.

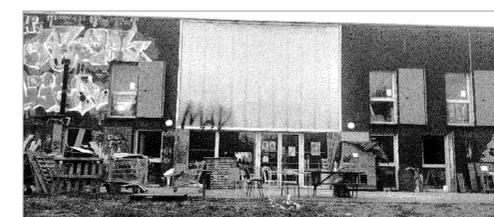
Rencontres inter-chantiers

Reprise de savoirs

Vendredi 18 nov.
 18h . Accueil
 19h . Visite des lieux
 20h . Cantine (prix libre)

Samedi 19 nov.
 8h . Petit déjeuner
 9h . Ancrage collectif
 9h45 Plénière d'introduction
 Présentation de la dynamique "Reprise de savoirs" et proposition d'un déroulé pour le week-end. Présentation brève des différents chantiers en présence par les organisatrices et participantes des chantiers.
 10h30 Groupes de discussions
 Bilan et récits des chantiers en petits groupes de travail.
 12h30 Cantine (prix libre)
 14h . Groupes de discussions
 Travail par groupes thématiques (articulation des savoirs / micropolitique des groupes / relations aux territoires / diversité des participant·es / sens politique.) Propositions de pistes d'amélioration des dynamiques des chantiers à partir des éventuels retours évoqués le matin.
 16h30 Ateliers d'auto-déformation
 Propositions d'ateliers autour des transmissions de savoirs et de l'éducation populaire, et témoignages d'expériences pédagogiques.
 Temps d'échanges et de discussions.
 19h30 Cantine (prix libre)
 21h . Soirée papotage et musique
 Jam, chants militants, Dj set, bal trad, selon les envies de chacun·e.

Dimanche 20 nov.
 8h30 Petit déjeuner
 9h30 Plénière
 Restitution des groupes de travail de la veille. Formulation d'hypothèses pour les suites de la dynamique Reprise de savoirs.
 11h Ateliers : quelles suites ?
 Groupes de travail sur les hypothèses de suites de la dynamique Reprise de savoirs :
 - Université reliée en soutien aux luttes locales
 - L'autre rentrée 2023
 - V2 des appels à chantiers
 - Traiter autres propositions
 12h30 Cantine (prix libre)
 14h Plénière de fin
 Restitution des ateliers du matin et conclusion du week-end.
 17h30 Groupes de discussions libres
 Possibilité de proposer des groupes de travail pour continuer les discussions abordées lors du week-end.
 Espace de partage sur le fonctionnement et les outils de la coordination pour celles et ceux qui souhaitent rejoindre le groupe coordo.
 Proposition de questionnaire pour guider le bilan des chantiers
 1) Quelles étaient les différentes formes de savoir en présence ? (Sémiotiques, épistémologiques, épistémologiques, relationnelles...)
 Comment faire des ateliers ?
 2) Quelles conditions au lieu et au territoire les chantiers a-t-il permis de connaître ou de connaître ? (Le chantier a-t-il ouvert de nouvelles possibilités pour le collectif ?) (Le collectif ?)
 3) Qui a participé au chantier ? Quelle diversité ? (Sexe, âge, origine, etc.)
 4) Quelles dynamiques de groupe ont été mises en place au cours du chantier ? (De manière intentionnelle ou non intentionnelle ?) (Éventuellement éclairées par les relations, régimes sur les supports de travail, tensions ou conflits, temporalité...)
 5) Quelles pratiques ont été mises en œuvre lors des Reprises de Savoirs ? Comment envisager les relations entre les différentes initiatives de chantiers ?



Reprise de savoirs — Compte-rendu de la rencontre interchantiers

19 et 20 novembre 2022

Ce document synthétise ce qui s'est dit lors de la rencontre interchantiers Reprise de savoirs du 19 et 20 novembre 2022. Il tente de lister les envies, réussites, liertes, pistes d'amélioration qui y ont été exprimées par la soixantaine de personnes présentes, mais n'est certainement pas exhaustif.

Vous pouvez accéder à toutes les prises de notes du weekend depuis ce pad d'annuaire : <https://annuaire.framapad.org/p/RepriseDesSavoirsWeekendInterchantiers-7929>

Objectifs politiques de Reprises de savoirs

Plusieurs discussions ont eu lieu sur les objectifs que pouvait se fixer la coordination, mais les participant·es ont exprimé une difficulté à "parler de politique". Les personnes présentes ont donc appuyé sur l'importance de continuer cette discussion itérative. Le point de consensus est que nous ne voulons pas devenir un label qui organise des chantiers, même si l'appel est un succès et qu'il sera a priori reconstruit.

- Soutenir le lien entre les chantiers et les territoires.
- Continuer à aller vers des collectifs et des lieux déjà existants.
- Mieux définir le rôle, les modes de production et de collecte de la documentation produite par les chantiers.
- Réfléchir aux liens que l'on désire avec les institutions, et si certains peuvent être souhaitables. Révisiter de la possibilité de financements par des fondations.
- Inviter des personnes plus diverses à rejoindre la coordination : les personnes présentes lors du weekend étaient principalement des chercheur·ses et étudiant·es.

Grands enjeux

- S'assurer que le réseau puisse durer dans le temps, notamment à travers des modes de gouvernance, de gestion des tensions, des outils numériques.
- Approfondir ce que le rôle de "passerelle" peut apporter aux lieux, aux personnes et aux listes.

À gauche, le programme du weekend interchantiers, à droite, le compte-rendu que j'ai écrit — Reprises de savoirs et image personnelle

Cette prise de notes très systématique m'a également mis en position d'écrire un compte-rendu à destination de la coordination. J'ai aussi participé à un weekend interne de la coordination en janvier, plutôt par curiosité pour l'initiative que comme démarche de recherche.

Les centrales sont-elles centrales ?

Observation participante à découvert et fiche analytique

Cette observation a eu lieu avant que mon enquête commence, aussi je n'ai pas pris des notes systématiquement. J'ai néanmoins pu reconstituer une fiche analytique sur le même modèle que les Ateliers du démantèlement, à partir de notes, de souvenirs et de photographies que j'avais prises ou récupérées. Elle n'est pas aussi précise, mais la quantité de travail qu'elle a requis me semble proportionnée au vue de son importance minime dans mon mémoire.

Diagrammes d'écologies informationnelles

Vers la fin de mon enquête, il me manquait un travail comparatif pour pouvoir tirer des enseignements généraux de ces terrains hétérogènes. Comme je l'ai expliqué dans la partie précédente, je me suis efforcé d'étudier les enquêtes militantes comme faisant partie d'une écologie informationnelle, et il m'a semblé que j'avais suffisamment de données pour représenter la circulation des savoirs dans ces écologies.

J'ai commencé à dessiner des diagrammes à la main pour pouvoir comparer chaque terrain, mais ils se sont vite avérés trop complexes. J'ai donc formalisé les règles de représentation que j'utilisais, listé les types d'objets et de relations, puis j'ai reproduit ces schémas dans un logiciel de visualisation de réseaux : Gephi (Bastian, Heymann, et Jacomy 2009). Il m'a permis de trouver la spatialisation optimale pour chaque réseau, de manière à ce qu'ils soient facilement lisibles. Je restitue ci-dessous les règles que j'ai utilisées pour créer ces graphes.

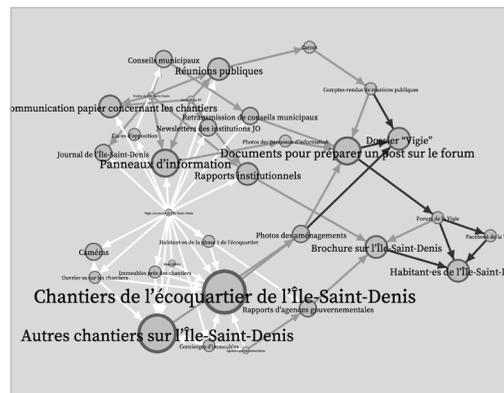
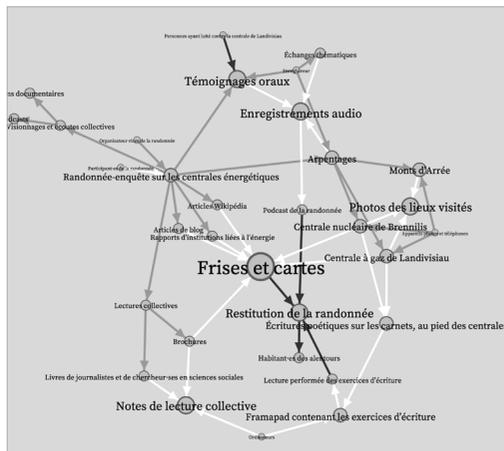
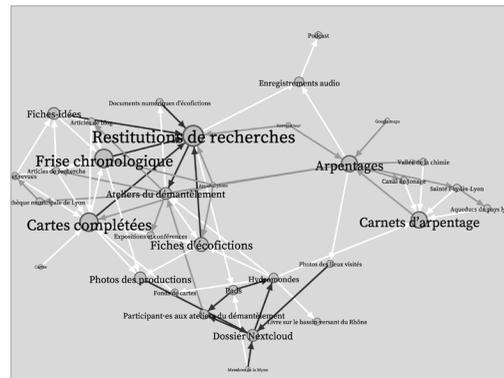
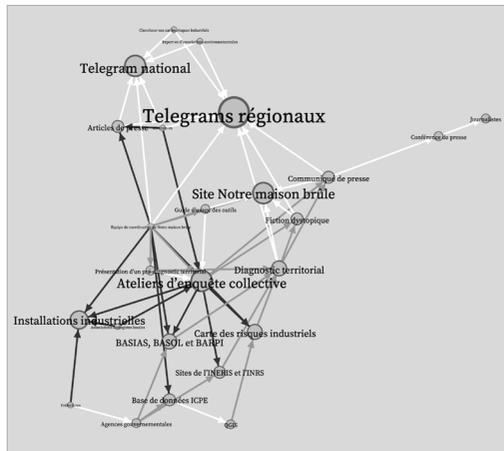
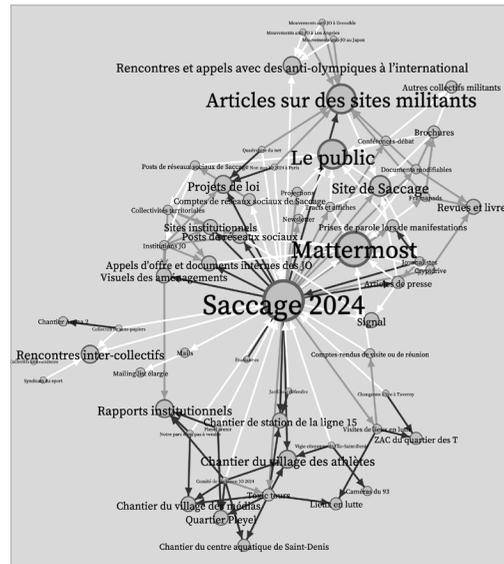
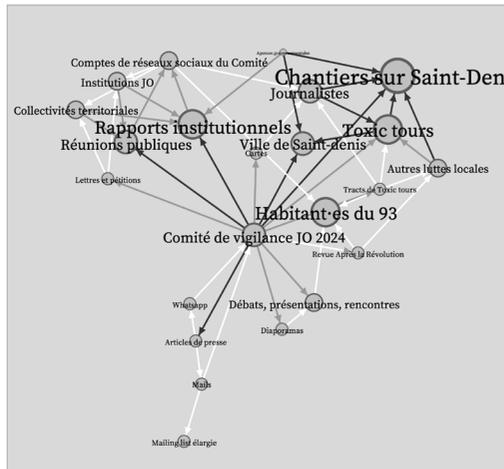
Types d'objets

Les objets sont des entités qui jouent un rôle dans la circulation de l'information, du point de vue du collectif étudié :

- ▣ Groupes de personnes
- ▣ Documents
- ▣ Objets techniques
- ▣ Lieux
- ▣ Évènements



Diagrammes faits à la main avant de les transcrire sur Gephi — Photographie personnelle



Types de liens

Les liens représentent des actions entreprises par le collectif étudié ou d'autres groupes pour créer ou faire circuler de l'information.

ACTION	DESCRIPTION	COULEUR ASSOCIÉE
Investigation	Collecte d'informations, de documents, de données, d'observations, etc.	Noir
Édition	Inscription d'informations dans un support : écrits, photographies, cartes, enregistrements audio, événements.	Gris
Partage	Partage de documents ou d'informations, à l'oral ou par message. Interpeller un·e élu·e constitue une forme de "partage".	Blanc

Processus de construction

1. En relisant les documents d'analyse sur le collectif, ou des données si besoin, lister tous les objets pertinents dans une base de données Notion.
2. Dessiner ces objets sur une feuille, avec un code pour signifier leur type. Les disposer en essayant d'anticiper leurs liens. Ajouter des objets si j'en ai oublié, et les reporter sur la base de données.
3. Dessiner les liens à la main, avec une couleur par type de lien.
4. Reporter tous les liens dans une seconde base de données Notion liée à la première. Ajouter des liens si j'en ai oubliés.
5. Exporter en .csv les 2 bases de données.
6. Les importer sur Gephi et construire des graphes avec. Éventuellement rajouter des liens aux bases de données s'il semble en manquer.
7. Colorer les liens par types, laisser les noeuds gris pour ne pas avoir trop de couleurs.
8. Indexer la taille des noeuds sur le nombre de liens entrants, de manière à visualiser ceux qui reçoivent le plus de démarches d'investigation, d'édition et de partage.

Règles de représentation

Général

- ☐ Pour simplifier les représentations, il ne peut y avoir qu'un seul lien entre 2 objets.
- ☐ Même si certaines personnes jouent des rôles particuliers, je ne représente que des groupes pour simplifier et de ne pas exposer les personnes.

Les graphes créés avec Gephi — Images personnelles

- ☐ Le découpage des éléments représentés dépend du collectif étudié. D'un collectif à l'autre, un élément peut en devenir plusieurs et leurs regroupements peuvent varier.
- ☐ Lorsque l'action d'un groupe est médiée par un objet, un document ou un événement, elle est représentée sous la forme d'une séquence linéaire, plutôt que de re-signifier l'action du groupe pour chaque élément de la chaîne. Par exemple :

{ Comité de vigilance -investigation→ Rapport d'enquête publique -édition→
 Twitter

La séquence ci-dessus représente un tweet écrit à partir d'une lecture critique d'un rapport d'enquête publique.

- ☐ Cette logique permet de représenter des chaînes d'inscriptions et d'actions, qui peuvent être circulaires. Le concept de *cascades d'inscriptions* de Latour (2013) me paraît particulièrement intéressant pour les désigner, parce qu'il manifeste que les documents sont produits les uns à partir des autres. Par exemple :

{ Hydromondes -édition→ Ateliers du démantèlement -investigation→
 Bibliothèque municipale de Lyon -investigation→ Livres et revues -édition→
 Fiches-idées -édition→ Frise chronologique -édition→ Photos de produc-
 tions -partage→ Dossier Nextcloud -partage→ Hydromondes

- ☐ Lorsqu'une même action est représentée par 2 chemins différents, les liens ont des significations différentes. Par exemple :

{ Notre maison brûle -investigation→ Articles de presse -partage→ Telegram
 régionaux
 { Notre maison brûle -partage→ Telegram régionaux

Les séquences ci-dessus signifient que l'équipe de coordination de Notre maison brûle partage des articles de presse sur les Telegram régionaux, mais qu'ils partagent aussi d'autres informations, issus par exemple de l'expertise de Bourrasque.

Éléments à représenter

La construction de ces diagrammes a nécessité des choix quant aux objets à montrer et à ne pas montrer, qui sont toujours discutables. Je liste ici les principes que j'ai suivis.

NOM	RÈGLE	EXEMPLE D'ÉLÉMENT REPRÉSENTÉ	EXEMPLE D'ÉLÉMENT NON REPRÉSENTÉ
Centrage sur l'enquête	Les liens ne représentent que les activités qui contribuent à l'enquête du collectif étudié et à sa publicisation. Je ne représente pas les enquêtes concurrentes ou les autres activités.	Les diagnostics écologiques de la MRAE. Les activités éditoriales des journalistes.	L'investigation des renseignements généraux sur Saccage.

NOM	RÈGLE	EXEMPLE D'ÉLÉMENT REPRÉSENTÉ	EXEMPLE D'ÉLÉMENT NON REPRÉSENTÉ
Importance	Je ne représente que les objets et les liens les plus importants pour l'enquête du collectif étudié.	Les sources documentaires les plus sollicitées.	Un type de documents peu sollicité.
Signifiante	Je ne représente pas les éléments trop évidents, sauf s'ils jouent un rôle ou ont un statut particulier.	Les ordinateurs lors de la randonnée, qui étaient peu nombreux et étaient utilisés ponctuellement pour des tâches précises.	Les téléphones mobiles utilisés pour communiquer entre collectifs à Saccage.
Stabilité	Les diagrammes montrent un état stable de l'enquête militante. Je ne représente pas des éléments qui auraient joué un rôle ponctuel.	Une messagerie numérique utilisée depuis plusieurs années.	Une réunion publique à laquelle les militant·es auraient assisté une fois.
Médiation	Je peux représenter tous les collectifs qui sont en contact avec le collectif étudié, même si ce lien est médié par des objets techniques.	Les abonné·es au compte Twitter du Comité de vigilance.	Des informateur·rices de la Quadrature du Net que Saccage n'aurait pas rencontré.
Prudence épistémique	Toutes mes démarches d'enquête peuvent être utilisées pour créer ces diagrammes, mais je me limite à ce que j'ai vu et entendu. Je ne fais pas d'hypothèses vraisemblables.	La présence de journalistes lors de Toxic tours organisés par le Comité de vigilance.	L'investigation des journalistes sur les documents institutionnels des JO.

Éléments d'interprétation

Quelques principes que j'ai suivis pour lire mes graphes correctement :

- ☐ Ces graphes rendent compte de la construction et la circulation des savoirs d'un collectif, cela implique que la densité de liens et la proximité dans un graphe ne représentent pas la proximité "absolue" des éléments.
- ☐ Plus un noeud est gros, plus il est décisif pour la circulation de l'information au sein de l'écologie informationnelle.
- ☐ Une densité de types de liens au sein d'un sous-graphe peut aider à qualifier la fonction de ce secteur de l'écologie informationnelle du collectif étudié.

5. PROJETS, CONSTRUCTIONS, INFRASTRUCTURES : INFLUENCES DES OBJETS D'ENQUÊTE SUR LA DURÉE DE VIE DE L'INFORMATION ET LES PRATIQUES DOCUMENTAIRES

Au cours de mes observations, il m'est apparu que le temps dont disposent les militant·es pour agir détermine en grande partie la nature de leur enquête. Dans cette partie, je mettrai d'abord en contraste les pratiques d'enquête liées à l'opposition à un projet d'aménagement, et celles liées à la contestation de constructions ou d'infrastructures existantes. Puis je décrirai le rôle spécifique joué par les messageries électroniques dans ces pratiques, avant de présenter les rapports au classement des militant·es rencontré·es.

La temporalité des projets d'aménagement rend rapidement obsolète les informations collectées par les militant·es

Le fait que des collectifs comme Saccage 2024 luttent contre des *projets* d'aménagement influence beaucoup sur leurs pratiques d'investigation. Les savoirs qu'ils construisent concernent en partie le futur et héritent ainsi d'une incertitude irréductible : sur la nature du projet, les dates de concertation, le début et la fin de chantier, etc. De fait, l'opposition oblige les aménageur·ses à être prudent·es sur les documents qu'ils publient, à réviser le projet pour qu'il soit "acceptable", à

retarder des travaux voire à les arrêter pour faire face à un recours. Cette dimension est parfois explicitée par les militant·es de Saccage lorsqu'ils présentent leur mobilisation, par exemple lors de conférences-débats organisées dans des bars ou des squats. Lors de l'une d'elles, une personne a demandé si le collectif avait prévu des dates :

Est-ce que vous avez des échéances liées au calendrier des JO ? Vous avez prévu des rassemblements ? Des manifestations ?

TORRENT : L'agenda est hyper flou, les dates sont différentes selon les articles. Certaines infrastructures sont censées être finies si on en croit certains journaux, mais elles ne le sont pas.

ÉCORCE : Malheureusement on est tributaires des annonces du COJO [Comité d'Organisation des Jeux Olympiques], de la communication institutionnelle.

De fait, les militant·es sont confronté·es à plus que de l'incertitude : les projets et l'état de la lutte peuvent changer, ce qui rend obsolètes certains savoirs produits par le passé. Comme je l'ai déjà évoqué, Saccage diffuse sa critique en grande partie par des "brochures", documents au format A5 imprimés et agrafés par les militant·es, et certaines sont parfois jugées dépassées. Ainsi, Torrent a un jour demandé à Galet et Nuage de réécrire des brochures à propos de projets sur l'Île-Saint-Denis et le parc George Valbon, parce qu'ils étaient au fait des dernières évolutions. Iel voulait créer un livre rassemblant toutes les brochures, et souhaitait qu'il soit à jour.

Le parc George Valbon, situé sur les communes de la Courneuve, Dugny et le Bourget, devait accueillir un terrain de tir finalement déplacé à Châteauroux, et le "village des médias". Ce dernier est un ensemble de logements dédiés aux journalistes venus couvrir l'évènement des JOP 2024, dont la construction a commencé en juillet 2022. Le collectif mobilisé sur place est Notre parc n'est pas à vendre, dont Cratère est un·e membre très actif·ve. Iel est en lien régulier avec certain·es membres de Saccage, et vient parfois à des réunions. Au cours de l'une d'elles, iel proposait d'organiser une table ronde publique à propos de documents techniques sur le village des médias, qu'un·e employé·e d'un prestataire avait fait fuiter :

Pour le site des Essences [le terrain de tir], on avait un dossier génial. Iels prévoyaient de dépolluer des nappes phréatiques. 2-3 mois après, iels voulaient mettre en place des infrastructures temporaires, avec 140 plots en béton. Mais on a mis le dossier dans l'espace public et ça a été abandonné. Pour le village des médias, les documents qu'on a eus peuvent avoir le même effet. Il faut mettre toutes les informations sur la table, en faire un dossier public. Les visuels des promoteurs sont très loin de ce qu'on avait en 2019. Je ne sais pas comment iels vont réaliser les espaces verts qu'ils voulaient mettre en place.

Cratère illustre ici comment le travail militant peut transformer les projets d'aménagement, mais aussi la manière dont les promesses des institutions — ici sur les espaces verts — peuvent être tenues ou non.

Cette obsolescence rapide des savoirs sur les projets d'aménagement peut également être constatée en se penchant sur les outils numériques utilisés par les collectifs. Ainsi, Saccage ne disposait pas d'un espace de stockage de fichiers en ligne avant fin 2022, c'est à dire 2 ans après la première action. L'essentiel des

informations sont partagées dans des conversations numériques, sous forme d'URL, de petits comptes-rendus et parfois de fichiers. Pour les usages qu'en font les militant·es, les savoirs sur les aménagements n'ont souvent pas besoin d'un stockage pérenne et d'une indexation rigoureuse. À Saccage, la valeur accordée à l'information coïncide ainsi avec des événements : pour écrire un tract en vue d'une manifestation, pour préparer une conférence-débat, lorsqu'un chantier va débiter, etc. Cette conception se retrouve aussi dans leurs pratiques d'écriture collective, qui ont lieu uniquement sur des documents partagés qui sont automatiquement supprimés au bout d'un mois d'inactivité. Ceux-cis servent pour organiser et planifier des événements, ainsi que pour préparer des communiqués et des articles.

Le rythme des projets et des mobilisations ont également une influence sur les sources d'information qu'utilisent les militant·es. Ainsi, les 5 militant·es des luttes anti-JOP avec qui j'ai réalisé des entretiens mentionnent que la presse leur permet de se tenir au courant au quotidien. Ces lectures sont néanmoins plus régulières à Saccage qu'au Comité de vigilance JO 2024. En effet, le Comité s'est constitué suite à l'annonce de la sélection de Paris pour les JOP et à cette époque les informations les plus complètes et à jour sur les aménagements n'étaient accessibles que par des enquêtes publiques et d'autres rapports officiels. Le Comité a donc été amené à favoriser ces sources. De plus, les membres de Saccage s'intéressent moins en profondeur aux aménagements et n'ont donc pas besoin de se plonger dans les documents d'urbanisme. Iels lisent donc principalement des articles de presse en ligne sur l'actualité des JOP. Cet intérêt pour l'information d'actualité se retrouve chez Nuage, membre de Saccage et de la Vigie citoyenne de l'Île-Saint-Denis, même si du fait de sa génération iel préfère les journaux imprimés.

Lac et Galet, deux jeunes militant·es impliqué·es dans la fondation de Saccage, expliquent néanmoins que peu de lectures ont joué un rôle décisif dans leur engagement. Iels appuient plutôt sur l'importance de la transmission orale, "une constante dans le militantisme", qui leur a par exemple permis de comprendre rapidement les enjeux de la mobilisation pour la préservation des jardins ouvriers d'Aubervilliers. Galet réalise néanmoins une veille journalistique d'une systématité surprenante. Iel explique que ses espaces numériques quotidiens sont constamment alimentés par des informations concernant les JOP :

- ☐ Iel gère les comptes de réseaux sociaux de Saccage qui sont abonnés à des comptes et médias qui écrivent sur les JOP.
- ☐ D'autres militant·es lui envoient des mails ou des messages pour partager des ressources.
- ☐ Son téléphone lui envoie des notifications Google Actu, selon Galet parce qu'il a identifié qu'iel s'intéresse aux JOP.

Iel prétend ainsi lire quasiment tous les articles français publiés sur le sujet : iel tape occasionnellement des mots-clés dans un navigateur pour voir s'iel en a raté certains. L'analyse des conversations électroniques de Saccage révèle une autre source d'information d'actualité : les plateformes comme les réseaux sociaux ou les plateformes vidéos. Cette catégorie regroupe le plus grand nombre d'URL extraits des conversations (23 contre 20 pour les médias), et ceux-cis renvoient

principalement vers des posts d'institutions : Société de Livraison des Ouvrages Olympiques (SOLIDEO), département de Seine-Saint-Denis, mairie de Saint-Denis.

Ainsi, l'information d'actualité permet aux militant·es de réduire l'incertitude et l'instabilité liées aux projets d'aménagement. Mais dans certains cas, iels peuvent aussi le faire en enquêtant sur des constructions existantes. Ainsi, lors d'une réunion d'information sur les transformations urbaines à Taverny, Vague, un·e militant·e de Changeons d'Ère à Taverny, expliquait :

On a eu l'info par la mairie que le parking sera privé. Au début iels voulaient mettre une demie-heure de stationnement gratuit, on s'est battu·es pour avoir une heure gratuite. Mais ça va pas durer. J'ai regardé les autres mairies en Île-de-France, la gratuité est supprimée après quelques années, souvent après des élections. C'est comme ça que ça se passe, vous verrez les prochaines élections c'est en 2026, après on va probablement revenir à une demie-heure, puis ça sera supprimé.

Face à l'imprévisibilité du comportement de l'équipe municipale, Vague a enquêté sur la gestion des autres parkings privés d'Île-de-France. Cela lui permet d'être plus sûr de la nocivité de cette construction, et d'inciter les participant·es à la réunion à se mobiliser contre. Similairement, dans une réunion d'un collectif d'associations contre le projet d'entrepôt Green Dock sur les bords de Seine, un·e militant·e expliquait avoir recensé les entrepôts vides des quartiers environnants pour démontrer l'inutilité de Green Dock. Les personnes présentes s'interrogeaient également sur la sécurité d'un méthaniseur qui serait bientôt implanté à proximité. 2 membres avaient donc été visiter un méthaniseur similaire en Autriche, et étaient revenu·es convaincu·es qu'il ne poserait pas de problème. Ainsi, en généralisant des observations, l'enquête sur des constructions existantes peut compléter l'information d'actualité en soutenant plusieurs dimensions d'une mobilisation : réduire l'incertitude, évaluer l'intérêt d'une revendication, mobiliser.

Les enquêtes militantes sur des constructions existantes ou démantelées nécessitent souvent de se documenter sur leur passé

Les enquêtes de militant·es qui mettent en cause des constructions existantes ou démantelées ont un rapport au temps très différent de celui généré par l'opposition à un projet. Dans mes terrains, les participant·es produisaient souvent des savoirs sur le passé des constructions, qui ont des fonctions et des modalités d'acquisition différentes selon au moins 2 critères :

- ☐ LES OBJECTIFS DU COLLECTIF, les perspectives d'action de l'enquête.

☐ LA NATURE DES CONSTRUCTIONS : s'il s'agit d'infrastructures ou non.

Prenons d'abord le cas de Notre maison brûle. L'initiative visait à créer un réseau national de vigilance à propos des risques industriels, qui puisse porter des revendications à différentes échelles territoriales. Pour cela, les militant·es comptaient mener des ateliers de diagnostic départemental avec des habitant·es et associations. Dans les faits, il n'y en a eu que 2 avant que l'initiative ne prenne fin : en Loire-Atlantique du côté de Saint-Nazaire, et en Gironde non loin de Bordeaux. Ils se déroulaient à peu près comme suit :

1. Exposé général des enjeux de risques industriels en France et dans le département, fait par Bourrasque durant 1 heure.
2. Présentation de la carte des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement (ICPE) conçue par les militant·es, des bases de données, des sites institutionnels et de leur usage.
3. Recherches en autonomie sur des ordinateurs mis à disposition, avec l'accompagnement des militant·es et d'un guide d'usage des outils. Iels commentaient souvent par explorer la carte pour ensuite accéder aux documents liés aux installations à proximité.
4. Rédaction collective d'un diagnostic ou d'un communiqué, et d'une fiction anticipant un accident.
5. Toxic tour près d'installations industrielles.
6. Conférence de presse où le diagnostic ou le communiqué est lu.

D'après les descriptions de Rhizome, Bourrasque et Épi, les participant·es de ces ateliers produisaient souvent 3 types de savoirs sur les sites industriels :

- ☐ SAVOIRS SUR LE PASSÉ : l'histoire des sites, de ceux qui ont disparu, les sols pollués qu'ils ont laissés, les accidents passés, les mises en demeure et leur respect ou non.
- ☐ SAVOIRS SUR LE PRÉSENT : les sites industriels actuels, leurs rejets, leur localisation, les contrôles effectués, les impacts sur l'environnement.
- ☐ SAVOIRS SUR LES FUTURS : les risques industriels, les changements à exiger pour réduire l'exposition des gens et de l'environnement, les potentielles réactions en chaîne, par exemple l'impact de l'explosion de nitrates agricoles sur une centrale nucléaire.

Ici, la production de savoirs sur le passé est directement liée à l'objet de la mobilisation : se prémunir contre les risques industriels, notamment les pollutions passées. Accessibles depuis des bases de données nationales comme BASIAS (Base de données des Anciens Sites Industriels et Activités de Services), BASOL (Base des Sols pollués), et celle du BARPI (Bureau d'Analyse des Risques et Pollutions Industriels), les documents d'archive sont précieux. Contrairement aux mobilisations contre des projets d'aménagement, Rhizome précise que ces archives peuvent être d'autant plus utiles que le paysage a évolué depuis leur publication :

☐ VICTOR : À Saint-Nazaire vous avez écrit un communiqué de presse à la fin, c'était quoi ?

☐ RHIZOME : Il doit être trouvable. Je crois qu'on disait qu'on s'est réuni·es pour parler des sites industriels, des sols pollués sous les écoles et les jardins. C'est pas inintéressant, les gens ont des potagers et mangent des produits toxiques, iels ont des cancers 10 ans après à cause de ça quoi. Alors il y a aussi l'air... bon l'eau est un peu filtrée j'imagine. Il y a des gens qui vont peut-être crever parce qu'on a pas dépollué le sol sur lequel iels plantent leurs tomates, c'est dommage. *Rires*. Donc on avait interpellé la préfecture pour qu'elle informe la population, qu'elle fasse plus de surveillance dessus.

Ainsi, l'enjeu central des enquêtes de Notre maison brûle n'est pas tant de disposer au quotidien d'une information à jour que de pouvoir facilement accéder à une grande quantité d'archives. Cela nécessite que ces documents soient accessibles (j'y reviendrai), mais aussi qu'ils soient produits en nombre et en qualité.

Bien sûr, les savoirs sur le passé de lieux peuvent également importer pour des luttes locales, par exemple le terrain de tir de la Courneuve devait faire l'objet d'une dépollution. Toutefois, de ce que j'ai observé, ces savoirs sont souvent moins centraux pour la mobilisation que ceux sur le projet lui-même ou l'actualité du territoire et des usages. À l'inverse, au cours des Ateliers du démantèlement et de la randonnée sur les centrales énergétiques, l'histoire des constructions était au cœur de l'enquête :

- ☐ Lors des ATELIERS DU DÉMANTÈLEMENT, nous avons étudié la manière dont la circulation de l'eau a été contrainte au fil des siècles dans le pays lyonnais, à l'aide de barrages, de canaux, d'aqueducs et de bassins de rétention. Nous nous sommes aussi penché·es sur l'histoire industrielle de la vallée de la chimie et le processus d'urbanisation de la région.
- ☐ Au cours de la RANDONNÉE SUR LES CENTRALES DANS LE FINISTÈRE, nos discussions et nos lectures ont souvent pris une tournure historique, pour mieux comprendre la constitution et les spécificités du modèle énergétique français. De plus, comme les centrales de Brennilis et Landivisiau ne font plus l'objet d'oppositions locales, les témoignages de militant·es étaient souvent exprimés au passé.

Ces points ne permettent toutefois pas de conclure sur la nécessité d'enquêter sur le passé des infrastructures lorsqu'on souhaite les problématiser. En effet, il est difficile de juger ces 2 séjours de 5 jours qui regroupent des personnes d'horizons divers selon les mêmes critères qu'une organisation militante comme Notre maison brûle, dont les objectifs sont déjà négociés. La motivation pour participer à ces courtes enquêtes pourrait être qualifiée de "curiosité militante", de la même manière que l'on peut se rendre à un séminaire par curiosité professionnelle. C'est pour les participant·es l'occasion d'en apprendre plus sur un sujet qui les concerne, de mieux connaître leur territoire ou encore de rencontrer des personnes avec qui partager des expériences de luttes. En l'absence d'un contexte de mobilisation, il est donc difficile de dire que pour remplir leurs "objectifs" ces enquêtes requièrent d'en apprendre plus sur le passé des infrastructures.

Toutefois si l'on souhaite transformer ou remettre en question l'existence de certaines infrastructures, il paraît a priori important de comprendre leur histoire, parce que ce sont des objets pérennes, *encastrés* et modifiés incrémentalement. En effet, Star (2018) rappelle que les infrastructures sont des investissements au

très long terme, sont construites sur d'autres infrastructures ou à partir d'autres infrastructures, et suivent des standards techniques imposés. Par exemple :

- ▣ L'étude de l'histoire du Rhône nous a appris que l'urbanisation du pays lyonnais n'a été possible que parce que les barrages, bassins de rétention et digues permettent de juguler les crues.
- ▣ Éclair, qui est ingénieur·e énergéticien·ne, m'a expliqué que les centrales nucléaires requièrent de grandes quantités d'eau pour être refroidies, ce qui peut être garanti par la construction d'un barrage.
- ▣ Le réseau électrique national est conçu pour une certaine tension, ce qui nécessite de créer des transformateurs pour convertir l'électricité produite par une centrale.

En adoptant un angle historique, ces séjours permettent ainsi de mettre au jour ces liens de dépendance pour mieux comprendre l'origine d'infrastructures posées comme problématiques, là où le rythme d'une lutte locale n'y est pas toujours propice. C'est également l'angle utilisé pour une autre enquête d'Hydromondes à propos de laquelle j'ai produit quelques données : leur projet de livre sur le bassin-versant du Rhône, déjà évoqué plus haut. Pour montrer comment le bassin-versant pourrait devenir une biorégion anarchiste, iels recensent les flux et réseaux qui le traversent et s'appuient sur l'histoire de plusieurs infrastructures : centrale nucléaire du Bugey, barrage du Vouglan, moulins du Jura, etc.

Cet aspect ne doit pas occulter que les objets de ces 2 enquêtes peuvent paraître des prétextes en comparaison avec les relations qui s'y nouent. Par exemple, la restitution finale des ateliers du démantèlement ont donné lieu à plusieurs envies de coopérations entre les personnes présentes : cartographie collaborative du petit patrimoine technique, reprises de moulins, ateliers de fiction avec l'ADEME. J'ai moi-même continué à discuter et travailler avec les membres d'Hydromondes par la suite. Dans le Finistère, ceux qui habitaient sur place ont pu nouer des liens avec des personnes ayant contribué à la lutte contre la centrale de Landivisiau. Iels pourront utiliser ces relations dans la lutte contre un parc éolien, dont la construction a été annoncée à la fin du séjour.

Enfin, la relative indétermination des objectifs et la diversité des personnes présentes font que plusieurs modes de valuation de l'information peuvent s'y rencontrer, et ainsi différentes manières de la faire durer. Ainsi, les Ateliers du démantèlement se déroulaient en partie à la Myne, un tiers-lieu lyonnais dont beaucoup de membres considèrent l'information comme un patrimoine, presque douée d'une valeur inconditionnelle (point développé dans Ecrement 2022). Les membres de la Myne prenaient donc en note systématiquement les échanges dans des documents partagés, indexés dans une base de données de plusieurs milliers de documents pour pouvoir les retrouver de n'importe où, à tout moment. Mousse et moi, qui venons respectivement d'écoles de paysagisme et de design, avons conçu des supports en papier pour mettre en commun des écrits et dessins, afin de construire plus facilement des savoirs collectivement. D'autres personnes comme Épi, qui a de nombreuses expériences dans les luttes locales, préféraient l'oralité et n'écrivaient quasiment jamais.

Les messageries électroniques peuvent soutenir une veille intra ou inter-collectifs

Pour faire face à l'instabilité des projets d'aménagement et maintenir un savoir partagé à propos du territoire, les collectifs mobilisés localement peuvent organiser une veille, c'est à dire une attention collective à un sujet — les JOP, les risques industriels — à partir de différentes sources d'actualité. Pour cela, les messageries électroniques sont souvent une bonne manière de partager au quotidien des articles, des posts de réseaux sociaux, des documents ou des comptes-rendus. Je présente dans cette section la manière dont 2 collectifs que j'ai étudiés en tirent parti : Notre maison brûle et Saccage 2024.

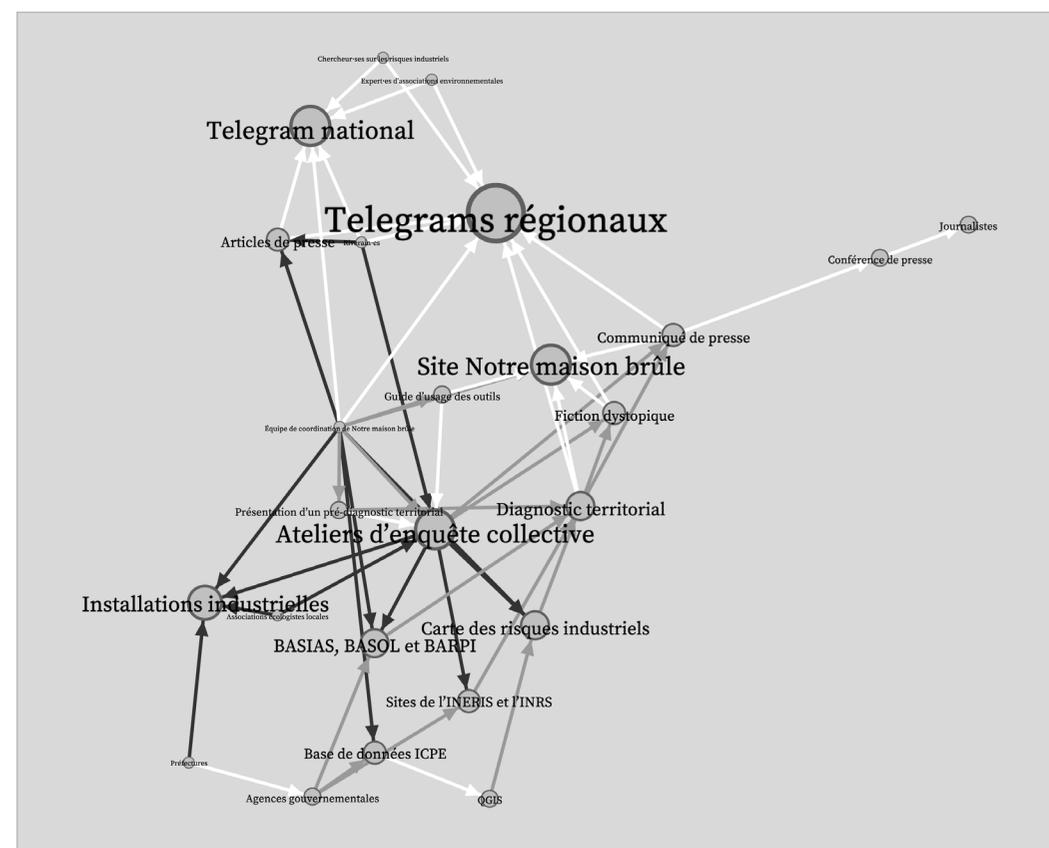
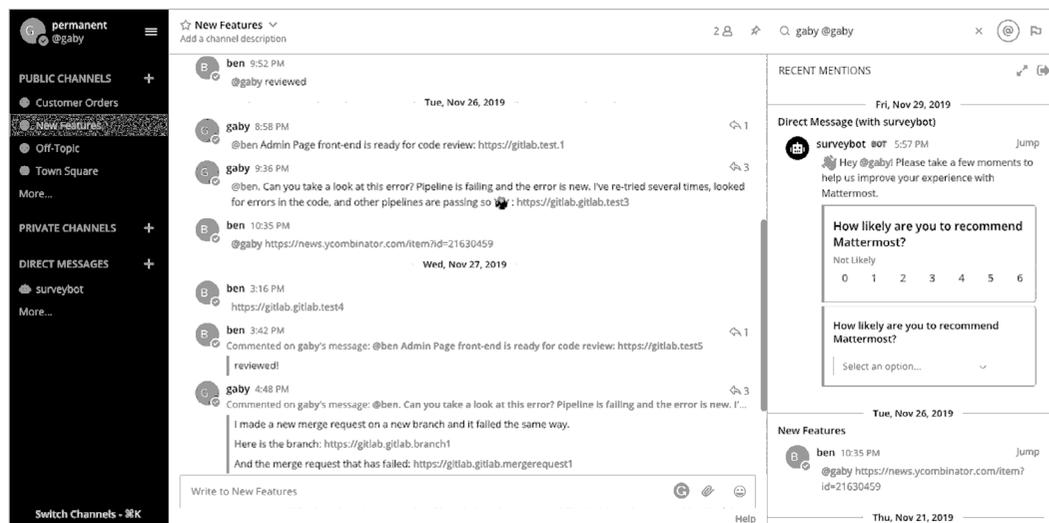


Diagramme d'écologie informationnelle de Notre maison brûle

Dans la partie basse du graphe de Notre maison brûle, on distingue les ateliers de diagnostic départemental : cette zone comprend beaucoup de liens d'investigation (noirs) et d'édition (gris). La partie haute montre les interactions qui ont lieu sur les conversations Telegram : il n'y a quasiment que des liens de partage (blancs). Ces 2 zones sont les 2 composantes principales de l'enquête à Notre

sur le Mattermost". La possibilité de créer plusieurs canaux aux noms différents permet de s'en servir comme outil de stockage.



L'interface de Mattermost. À gauche, les différentes chaînes — Source : Wikimedia commons

De fait, les messages sur des aménagements postés sur le Mattermost de Saccage ont rarement d'autre fonction que de s'informer collectivement. Ainsi, parmi les 55 messages sur des aménagements que j'ai recensés, 35 servent uniquement à la veille plutôt que par exemple à rendre compte de réunions ou discuter d'une action. La grande majorité de ces messages proviennent du canal intitulé Veille (médiat et réseaux sociaux), et le fichier téléchargé à partir de ce canal contient plus de caractères que ceux des autres canaux. Les échanges sur des aménagements sont donc principalement un travail de veille.

De plus, une bonne partie des activités d'écriture décrites par les militant·es interrogé·es sont liées à l'appropriation personnelle ou collective d'informations au quotidien, à travers des messages. Galet et Lac expliquent écrire surtout pour accompagner l'archivage de documents : copier-coller un URL dans le Mattermost, recevoir et envoyer des articles par mail avec un court commentaire, écrire de petites introductions aux articles recensés sur le site internet. Brise, un·e des membres les plus actives du Comité de vigilance Jo 2024, utilise d'une manière similaire le groupe Whatsapp du Comité et des boucles mails.

Cette veille à propos des JOP est alimentée notamment par les autres espaces numériques des militant·es. Ainsi, lors d'une projection-débat sur les chantiers de la coupe du monde de football au Qatar, Nuage et Torrent introduisaient certaines de leurs interventions par des formules comme "j'ai vu passer". Ces formules renvoient à des contenus présentés en mode flux : mails, messages, posts de réseaux sociaux. De fait, Saccage a une mailing list dans laquelle sont régulièrement partagés des articles, et j'ai déjà mentionné que le compte Twitter de Saccage est abonné à un grand nombre de sources d'information sur les JOP. La veille des militant·es de Saccage s'insère ainsi dans leur quotidien : elles sont issues de leurs espaces sociaux, géographiques et numériques usuels. Ainsi,

Nuage, qui est facteur·rice, peut conserver des exemplaires de la communication institutionnelle qu'il distribue, et profite de ses tournées à vélo pour prendre en photo des panneaux d'information dans l'espace public et suivre les chantiers. Bosquet, Nuage, Lac et Galet ont également mentionné au cours de nos entretiens que beaucoup d'articles leur étaient envoyés individuellement par des proches ou d'autres militant·es.

De manière plus large, le maintien de contacts est une activité très importante à Saccage : un des types de messages que l'on retrouve le plus sur les 5 canaux que j'ai étudiés concernent les relations avec d'autres collectifs. On trouve par exemple :

- ▣ Des échanges de contacts.
- ▣ Des retranscriptions de premiers contacts.
- ▣ Des comptes-rendus de réunions de collectifs amis.
- ▣ Des communiqués.

Cela met en lumière une autre fonction du Mattermost, complémentaire à la veille, qu'on pourrait qualifier de "transmission". Les canaux permettent de centraliser des comptes-rendus d'expériences vécues ou de documents que seuls certain·es militant·es détiennent, en raison de leurs réseaux sociaux. Très distribuée, l'action à Saccage est répartie par mandats partiellement explicites et les individu·es rendent d'eux-mêmes des comptes lorsqu'ils le pensent pertinent.

Cette fonction de transmission se retrouve également au niveau des savoirs sur les aménagements. L'écriture de ces messages peut ainsi plus rarement prendre la forme de compte-rendus de lectures ou d'investigations. Comme précisé auparavant, les membres de Saccage font rarement un travail d'enquête proactif sur les aménagements. Celui-ci advient surtout lorsqu'il y a une mobilisation en cours ou une possibilité de mobilisation. L'enquête se fait alors conjointement à la prise de contact : iels se renseignent sur les projets en même temps que sur la lutte et ses besoins. Par exemple :

- ▣ Nuage a suivi les réunions du collectif contre Green Dock, et bien que ce projet d'entrepôt ne soit pas directement relié aux JOP, iel a proposé un compte-rendu détaillé de la situation dans le Mattermost.
- ▣ Lac est allé·e rendre visite à des personnes mobilisées à Élanecourt, où un parcours de VTT va être tracé pour les JOP.

En tout, 12 messages sur des aménagements font référence à des réunions ou événements militants, à travers une retranscription ou un compte-rendu de réunion, la transmission d'un communiqué d'un collectif allié, ou la réponse à une personne absente à une réunion. Contrairement aux messages de veille, ceux-ci suggèrent souvent des actions : tâches définies suites à une réunion, personnes à contacter, réunion publique à organiser, squat à défendre.

Les militant·es contre des aménagements ou infrastructures mettent en place des classements légers et limitent l'usage d'outils numériques spécialisés

L'obsolescence rapide des informations acquises sur les projets d'aménagement rend peu utile aux yeux des militant·es la création de classements complexes. Plus généralement, Notre maison brûle est le seul collectif que j'ai étudié qui fasse appel à des outils numériques avancés, comme des logiciels de cartographie ou des bases de données en ligne.

De fait, les militant·es de luttes anti-JOP avec qui j'ai réalisé des entretiens n'accordent pas beaucoup d'importance voire rejettent explicitement le classement. Pour être plus précis, Brise du Comité de vigilance, et Nuage de la Vigie citoyenne de l'Île-Saint-Denis, exprimaient une aversion envers une conception qu'on pourrait appeler "contemplative" du classement, qu'ils nomment l'"archivage" :

VICTOR : Moi j'ai le sentiment que dans les enquêtes militantes sur les aménagements, l'information a une durée de vie...

BRISE : Hyper limitée ouais.

VICTOR : ... donc c'est tout à fait normal d'avoir des pratiques documentaires moins orientées vers l'archive comme tu dis.

BRISE : Oui c'est ça, les chercheur·ses s'intéressent aux archives, moi ponctuellement. Je m'intéresse à décoder les infos *right now*. C'est plus intéressant de fouiller sur ce qu'il se passe actuellement qu'il y a 5 ans.

Pour elleux, classer des documents suppose qu'ils seront utiles dans l'avenir, alors que les informations qui les intéressent ne sont vraies et utiles que pendant une courte période. De même, Lac et Galet expliquent ne pas avoir de dossier personnel lié aux JO, en partie pour des raisons de sécurité numérique, mais aussi parce que des écrits comme des tracts ne sont plus utiles une fois la manifestation ou l'évènement passé.

Brise semblait tout de même insatisfait·e de l'organisation de ses dossiers, et même avec les fonctions recherche de son système de gestion de fichiers et de sa boîte mail, ne parvenait pas à retrouver ce qu'il souhaitait me montrer. De plus, malgré certains discours un peu extrêmes — "l'archive c'est un truc de chercheur" — les militant·es rencontré·es s'engagent dans des formes de classement au sein d'espaces numériques :

- ▣ **GALET ET LAC** sélectionnent les chaînes du Mattermost dans lesquelles envoyer des URL d'articles plutôt que de "flooder" le Signal, iels les copient-collent sur le site, et leur attribuent des thèmes. Ainsi, 24 des 55 messages sur des aménagements que j'ai recensés sont des partages d'URL seuls ou succinctement

commentés. Plus rarement, pour 7 messages, les URL sont insérés dans un texte pour illustrer un propos ou en forme de bibliographie proposée à la fin d'un long message. Beaucoup d'articles sont également partagés sous forme de .pdf pour les militant·es qui n'ont pas accès à des abonnements. Ainsi, Mattermost ne sert pas qu'à partager des URL mais aussi à les conserver. C'est également un usage que j'ai observé dans le Mattermost de Reprises de savoirs, où un canal intitulé "Où sont les pads" permet de retrouver toutes les prises de notes.

- ▣ **NUAGE** a un dossier "Vigie" sur son ordinateur, dans lequel iel stocke temporairement les photos et écrits qu'il veut poster sur un forum, partagé avec d'autres militant·es de la Vigie citoyenne de l'Île-Saint-Denis. Iel renomme les photos et les documents pour que ceux qui sont thématiquement liés soient proches grâce au tri alphabétique. Les membres de la Vigie ont également créé 12 thèmes sur le forum pour classer leurs 1502 posts.
- ▣ **BOSQUET**, qui est doctorant·e en urbanisme, contribue à créer une archive des documents du Comité de vigilance avec d'autres chercheur·ses. Iel explique qu'il serait utile d'avoir une "archive vivante", dans laquelle les militant·es pourraient piocher, par exemple lors de recours juridiques.

Le point commun de ces pratiques est de lutter contre l'accumulation de documents, ce qu'ils peuvent également résoudre en jetant, comme expliquent le faire Nuage et Galet. Toutefois, Lac et Galet expliquent que leur objectif est aussi de rendre accessibles les informations qu'ils estiment pertinentes concernant les JO, ce qui est notamment permis par les thèmes et les sections du site, comme "Amputation du Parc de la Courneuve" ou "Travail et bénévolat"⁹. C'est aussi une valeur qui a été exprimée par Brise. Iel tient le compte Twitter du Comité de vigilance depuis longtemps, et a pour habitude de publier immédiatement les nouvelles informations sur les aménagements qu'il collecte. Galet explique que la transparence est aussi un enjeu d'efficacité interne :

Je pense que j'ai un peu laissé tomber l'idée que tout le monde lise Mattermost. [...] Tout le monde ne peut pas avoir le même niveau d'info, je vais pas le demander à tout le monde. Mais si quelqu'un·e veut l'info, qu'elle soit accessible. Que Racine, Lac et moi on soit réactif·ves s'il y a une question. Mais aussi qu'on mette des trucs sur le site, ou sur le canal veille. Si tu cherches l'info tu peux la retrouver. C'est aussi important au moment des réunions, on va réintroduire, rappeler les enjeux. [...] Toujours ce truc des infos accessibles. On peut pas exiger que tout le monde ait le même niveau d'info, mais on peut faire en sorte que les infos soient accessibles et disponibles au moment de prendre des décisions.

Ce point vient nuancer l'idée d'une obsolescence uniforme des informations liées aux aménagements : sauf s'il n'y a plus de projet, une évolution d'un aménagement a des points communs avec la version précédente. Par exemple, Torrent m'expliquait au début d'une réunion que même si le solarium qui devait être construit sur les jardins ouvriers d'Aubervilliers a été abandonné, la gare de la ligne 15 qui le remplace aura des effets similaires : elle détruira une partie des jardins et gaspillera inutilement des ressources à cause des logements et du centre commercial construits.

⁹ Voir : <https://saccage2024.noblogs.org/>

Au-delà de la sobriété des systèmes de classement utilisés par les militant·es de Saccage 2024 et du Comité de vigilance, iels ont en général peu recours à des logiciels spécialisés. Même Brise, qui est docteur·e en géographie et maîtrise probablement des SIG, explique avoir fait des croquis sur Powerpoint pour analyser des aménagements, et me montrait des dessins à main levée qu'iels utilisaient dans les présentations réalisées pour les habitant·es de Saint-Denis. Lac et Bosquet, tous·tes deux doctorant·es en sciences sociales, n'ont pas évoqué utiliser de logiciel spécifique pour conserver les sources qu'iels mobilisent dans leurs écritures militantes. Bosquet a de plus appuyé sur le fait que le Comité n'utilisait que des outils simples, comme Word et des mails, pour écrire des textes. Iel relève une différence avec les outils utilisés par les membres de Saccage : qui sont plus souvent des documents collaboratifs en ligne.

Dans un autre registre, Mousse, Éclair et Épi utilisent des logiciels peu spécialisés pour rédiger collectivement leur livre sur le bassin-versant du Rhône. Pourtant, iels font appel à un grand nombre de savoirs spécialisés en urbanisme, ingénierie, écologie, hydrologie, etc. Le diagramme d'écologie informationnelle de cette enquête met surtout en avant l'importance de leurs carnets, de notes sur des documents numériques et de leur conversation Telegram.

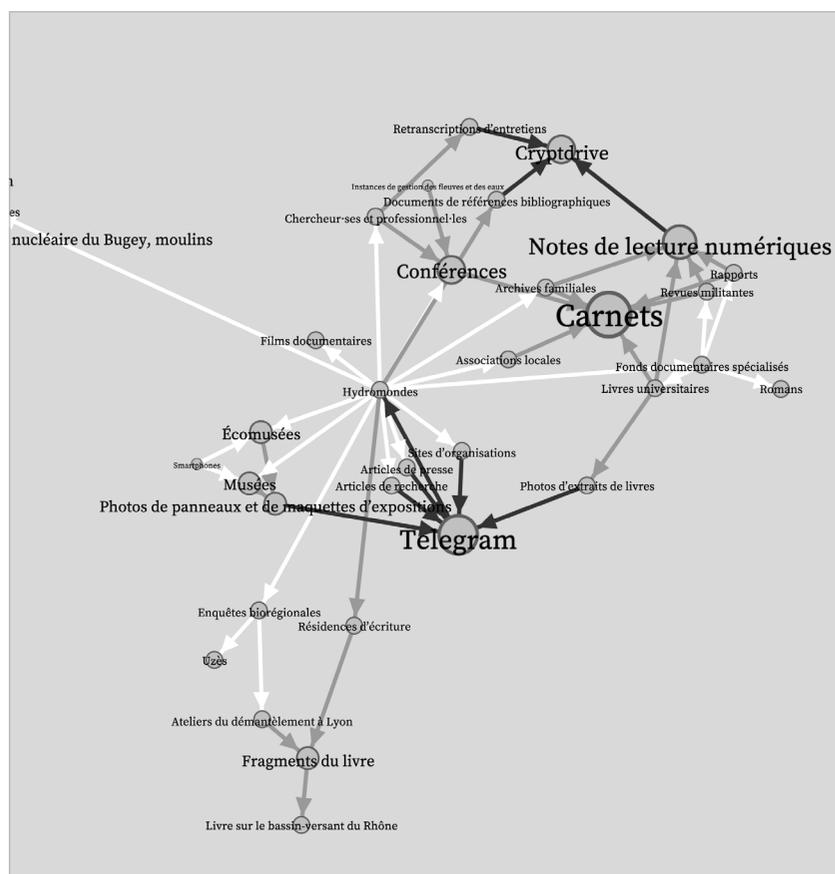


Diagramme de l'enquête sur le bassin-versant du Rhône

Je n'ai pas demandé explicitement aux militant·es de Saccage, du Comité ou aux membres d'Hydrômondes pourquoi iels n'utilisaient pas dans leurs enquêtes militantes certains outils qu'iels maîtrisent par ailleurs. J'ai néanmoins plusieurs hypothèses et observations à ce propos, qui laissent penser qu'on retrouverait des situations similaires dans beaucoup de luttes locales et collectifs écologistes :

- ▣ L'URGENCE DANS LES LUTTES LOCALES, qui peut amener les militant·es à aller au plus simple.
- ▣ LE BESOIN D'APPROPRIABILITÉ DES DOCUMENTS ET DES OUTILS : si Brise avait conçu une carte des aménagements sur QGIS, il aurait été plus difficile à d'autres personnes de la modifier. Cela pourrait être renforcé par les écarts d'âge : beaucoup de membres du Comité ont plus de 40 ans selon Bosquet, et Nuage explique se sentir en retard sur d'autres militant·es concernant les outils numériques :

Moi je m'y suis mis·e à reculons [...] je suis pas né·e avec ces machins. Je m'y suis mis·e tard, je me rends compte que dans tous les collectifs où je suis je patine. Quand je vous vois faire des trucs en 2 clics, j'y pige rien. Je me suis mis·e sur le forum de la Vigie, mais j'ai eu du mal à arrêter de faire des erreurs.

Ce n'est toutefois pas un arbitrage anodin, car comme le précise Nez (2011), les *savoirs professionnels diffus* en urbanisme permet souvent de rendre crédible une critique ou un contre-projet. Brise confirme ce point :

BRISE : Les médias aiment beaucoup les cartes, ça donne une crédibilité, ils aiment bien ça.

VICTOR : Yavait quoi dessus ?

BRISE : C'était des cartes d'analyse, ou des captures d'écran de cartes dans les dossiers, celles qui nous paraissaient intéressantes. Oui ça rend le truc sérieux... c'est sérieux, d'analyser, avoir une vision globale d'un projet et pouvoir dire ce qui va pas.

- ▣ DES CONVICTIONS TECHNOCRITIQUES, qui peuvent amener à vouloir limiter l'usage d'outils numériques dans des espaces militants. Ça m'a semblé être une des motivations sous-jacentes à l'intérêt de Mousse pour la conception d'outils en papier lors des ateliers du démantèlement, mais je n'ai pas posé la question. Épi m'a par contre clairement expliqué être contre le développement de l'informatique, mais reconnaît son efficacité et l'utilise beaucoup dans son travail militant.
- ▣ UNE LASSITUDE DU NUMÉRIQUE ET DE LA RECHERCHE : Éclair, qui a quitté l'ingénierie pour une vie de militant·e nomade, a envie de détourner ses savoir-faire de modélisation et de programmation, mais n'y est pas revenu·e pour le moment. Iel m'a expliqué avoir du mal à rester longtemps devant un écran après toutes ces années d'études et son rejet de la culture ingénierie. Lac exprimait une lassitude similaire au cours de notre entretien :

Enfin c'est pour ça que faisant de la recherche à côté, j'ai pas du tout le même rapport à ce que je fais dans le militantisme. Déjà que je lis toute la journée, j'ai pas envie de le faire pour le monde militant.

- ☐ L'INEFFICACITÉ DE L'EXACTITUDE POUR CONVAINCRE face à des institutions ou entreprises qui ne s'encombrent pas de rigueur, ce qui minimise l'intérêt d'utiliser des outils spécialisés :

LAC : Et puis je sais très bien que mes adversaires ne vont pas être dans la nuance, chercher le bon fait scientifique. J'en ai rien à faire d'aller au bulldozer sur des tracts ou des interviews. Pour avoir un autre discours.

GALET : Dans nos écritures militantes, que ce soit un tract ou un tweet, comme on fait pas des livres, si tu tweetes "les JO détruisent des jardins", "7 hectares du parc de la Courneuve", c'est pas exactement vrai. Mais elleux disent "le Parc de la Courneuve s'est agrandi de 13 hectares grâce aux Jeux", on joue dans la même cour en fait.

En résumé

- ☐ La temporalité des projets d'aménagement rend rapidement obsolète les informations collectées par les militant·es.
 - ☐ À cause du flou entretenu par les entreprises et institutions.
 - ☐ À cause de la manière dont les oppositions peuvent transformer les projets.
 - ☐ Cette obsolescence se traduit par l'usage de formats numériques peu durables : messages, documents éphémères.
 - ☐ Elle oblige également les militant·es à avoir recours à des sources d'actualité : presse, réseaux sociaux.
 - ☐ L'incertitude peut également être réduite en enquêtant sur d'autres constructions similaires
- ☐ Les enquêtes militantes sur des constructions existantes ou démantelées nécessitent souvent de se documenter sur leur passé
 - ☐ Pour des collectifs qui s'intéressent aux pollutions, les savoirs sur le passé accessible depuis des archives peuvent être très importants.
 - ☐ Il est possible que des collectifs qui remettent en question des infrastructures puissent plus facilement obtenir gain de cause s'ils s'intéressent à leur passé.
 - ☐ Les courtes enquêtes militantes sont surtout l'occasion d'en apprendre plus sur un sujet qui les concerne et de rencontrer des personnes avec qui partager des expériences de luttes.
 - ☐ Les courtes enquêtes militantes peuvent faire se rencontrer des modes de valuation de l'information très différents.
- ☐ Les messageries électroniques peuvent soutenir une veille intra ou inter-collectifs
 - ☐ Elles peuvent mettre en lien et coordonner des collectifs de différents territoires.

- ☐ Elles permettent d'organiser une veille collective sur des aménagements ou constructions.
- ☐ Elles permettent de stocker et classer des documents.
- ☐ Elles permettent de rendre compte d'investigations individuelles.
- ☐ Les militant·es contre des aménagements ou infrastructures mettent en place des classements légers et limitent l'usage d'outils numériques spécialisés
 - ☐ Les militant·es en lutte contre des aménagements n'ont pas d'usage pour des systèmes de classement complexes.
 - ☐ Les informations concernant un aménagement qui ne sont plus d'actualité sont moins utiles, mais ne perdent pas toute leur valeur
 - ☐ Certaines mobilisations pourraient parfois bénéficier de l'usage d'outils numériques spécialisés, mais n'y ont pas recours.

6. AUTOUR DES AMÉNAGEMENTS : FORMES D'EXTENSION DE L'ENQUÊTE

Jusqu'ici, j'ai présupposé que les enquêtes des collectifs que j'ai étudiés concernaient uniquement des projets d'aménagement ou des infrastructures. Mais la tâche de délimiter les savoirs sur les aménagements s'est avéré très compliqué au cours de ce mémoire. Est-ce que connaître les usages préexistants du lieu d'implantation d'un équipement est un savoir sur un aménagement ? Et anticiper de une hausse des loyers due à une meilleure accessibilité depuis de le centre-ville, grâce à la construction d'une ligne de métro ? Que faire des savoirs qui concernent le milieu biophysique dans lequel l'aménagement s'implantera, comme les essences des arbres coupés ou l'imperméabilité des sols ?

Dans cette partie, je commencerai par donner un aperçu de la diversité des savoirs mobilisés par les militant·es rencontré·es. Je suggérerai ensuite que la nature de ces savoirs est en partie liée à des différences de rapports aux institutions. Puis je montrerai la manière dont l'opposition à un aménagement amène souvent à enquêter sur les organisations et les acteur·rices qui les soutiennent, et j'expliquerai ce qu'apporte ce travail aux différentes mobilisations que j'ai étudié en Île-de-France.

Diversité des savoirs dans les contestations des JOP 2024

Il serait trop long et peu intéressant de classer en catégories tous les savoirs acquis et mobilisés par tous les collectifs que j'ai rencontrés. Je donne donc ici un aperçu des connaissances utilisées dans plusieurs collectifs opposés à des aménagements des JOP 2024, à propos desquels j'ai les données les plus précises.

L'enquête du Comité de vigilance a commencé en 2017, avant la création de la SOLIDEO et du COJO, après s'être rendu·es compte que les aménagements allaient

être très conséquents. Ainsi, leurs principaux objets d'enquête sont les projets urbains liés aux JO, également souvent mentionnés par Nuage à propos de la Vigie citoyenne. Cela peut engager des savoirs sur les projets eux-mêmes, mais aussi sur :

- ▣ LA CHANGEMENTS EN QUALITÉ DE VIE que l'on peut attendre une fois les projets terminés. Brise raconte qu'ils s'appuyaient notamment sur les remarques des pompiers ou des préfectures dans les rapports d'enquête publique, pour anticiper la sécurité des constructions.
- ▣ LA POPULATION DE LA VILLE D'ACCUEIL. Bosquet mentionne le fait que le 93 est un des départements les plus pauvres de France, dont les habitant·es auront peut-être du mal à assumer les tarifs de la nouvelle piscine olympique.
- ▣ LA VILLE QUI REÇOIT LES PROJETS. Nuage m'a par exemple parlé de la capacité des bassins de la Seine à amortir une crue centennale pour éviter que la dalle du village des médias soit endommagée. Bosquet a évoqué manque de voies cyclables à Saint-Denis, qui devraient selon elle être une priorité pour l'aménagement.
- ▣ LES TECHNIQUES CONSTRUCTIVES EMPLOYÉES, en particulier mentionnées par Nuage : fondations béton, structure en bois, compostage de béton, etc.
- ▣ LES POLLUTIONS générées localement par les projets : Brise expliquait prêter attention aux tableaux de polluants dans les enquêtes publiques.
- ▣ LES DISPOSITIFS D'URBANISME ET LES DYNAMIQUES URBAINES dans lesquels ils s'inscrivent : JOP, ANRU, *ville néolibérale*, etc.

Ainsi, même dans le Comité de vigilance et la Vigie citoyenne, des collectifs très centrés sur les questions urbaines, les savoirs acquis pour leur mobilisation débordent très largement les aménagements au sens strict. Cette diversité est encore plus marquée pour un collectif comme Saccage, qui lutte surtout contre les JOP.

Le coeur du travail de Saccage ne tient pas à l'enquête sur des aménagements, même si ses membres y contribuent dans d'autres espaces sociaux. Comme expliqué par Galet lors de deux rencontres intercollectifs, Saccage est né notamment pour soutenir les luttes déjà existantes et en initier de nouvelles là où il y en a besoin. Écorce et Torrent ont de fait rappelé au cours des 2 conférences-débats auxquelles j'ai assisté qu'ils pouvaient se tromper sur certains aménagements, et de fait 2 habitant·es ont complété leurs propos sur le quartier Pleyel de Saint-Denis. De plus, au cours d'une réunion interne, c'est un·e membre du collectif Notre parc n'est pas à vendre qui a exposé de manière détaillée les enjeux techniques de la cité-jardin qui devrait s'implanter sur le Parc George Valbon.

En outre, les membres de Saccage évitent de s'identifier comme collectif écologiste. Au cours de mes observations, à chaque fois qu'un·e membre devait présenter Saccage, iel rappelait que si le collectif s'est constitué autour d'"enjeux écologiques", son champ de mobilisation s'est beaucoup ouvert depuis. Les 2 présentations-débats auxquelles j'ai assisté étaient structurées en 4 parties : saccages économiques, sociaux, démocratiques et écologiques. La partie "saccages écologiques" est toujours à la dernière place, et comme l'expliquait Torrent :

⎵ L'angle écolo est souvent avancé, mais les JO c'est très complexe. Il y a notamment des questions féministes et antiracistes.

De la même manière, lors d'une rencontre publique sur les luttes contre les JOP 2024, Galet a commencé par essayer de sortir de l'étiquette écologiste que les organisateur·rices lui avaient assigné :

⎵ Saccage intervient pour représenter le point de vue écolo, mais c'est pas si simple que ça. Saccage s'est créé en 2020, suite à un appel contre la réintoxication du monde. L'idée c'était de faire une mobilisation contre les JO 2024 à Paris, pas encore contre les JO en général. [...] Après la victoire [aux jardins d'Auber-villiers] on s'est éloigné·es et on a commencé à élargir la lutte. Au début on était contre les aménagements, mais on a commencé à s'intéresser à la surveillance, aux budgets. Puis on a organisé les rencontres internationales anti-JO, les 21-22 mai à Paris 8. Il y avait des camarades du Japon, de Sotchi, de Hambourg, de la Catalogne [...]. Ce weekend a vraiment élargi nos lignes

Pour sortir de cette assignation et se repérer dans leurs différents engagements, les membres de Saccage créent des classements des luttes, dont chacune a des corpus de savoirs associés. Ainsi, lors d'au moins 3 de mes observations, les militant·es de Saccage ont discuté et classé les savoirs que l'on peut produire sur les conséquences des JOP 2024 :

- ▣ Lors d'une rencontre avec des collectifs antivalidistes et des syndicats du sport, qui était très attendue de certain·es militant·es parce qu'elle devait les aider à construire un positionnement sur les JOP depuis d'autres types de mobilisations, et éventuellement à mener des actions ensemble.
- ▣ Lors d'un appel avec Grenouille, un·e cartographe qui accompagne la réalisation de cartes de lieux en lutte. Nous discutons avec Écorce de la possibilité de faire une carte des JO 2024.
- ▣ Lors d'une réunion de préparation d'une manifestation devant le COJO, où nous prévoyions quelles discussions allaient avoir lieu, en déterminant des thèmes et des collectifs à inviter.

J'ai reclassé ces catégories en fonction de leur fréquence d'association dans les prises de parole des militant·es, en particulier dans ces 3 observations :

- ▣ **“ÉCOLOGIQUE”, “POLLUTIONS”, “LUTTES LOCALES”** : les enjeux environnementaux sont souvent associés à la formule “luttes locales”, probablement par opposition aux causes qui ont une inscription géographique moins évidente, comme le féminisme. Galet les associait par exemple dans sa présentation de Saccage :

⎵ C'est vrai qu'à la base c'était plutôt centré sur les luttes locales écolos franciliennes.

- ▣ **“SOCIAL”, “GENTRIFICATION”, “EXPULSIONS”, “HÉRITAGE”** : les catégories renvoyant à l'expérience habitante, en particulier des classes populaires, et parfois des personnes migrantes. L'“héritage” est un terme utilisé par les organisateur·rices de JOP pour désigner les constructions qui resteront après 2024.

- ▣ **“SURVEILLANCE”, “MILITARISATION”, “SÉCURITAIRE”, “DÉMOCRATIQUE”** : qui font également référence à l'expérience habitante dans les quartiers populaires.

- ▣ **“FÉMINISME”, “ANTIRACISME”, “ANTIVALIDISME”** : 3 catégories renvoyant à des causes assez différentes, qui sont pour le moment moins représentées dans les conférences-débats organisées par Saccage. Elles sont probablement associées parce qu'il est plus difficile de voir le lien avec les JOP : Nuage expliquait lors d'une réunion qu'il aimerait bien avoir quelque chose à répondre aux journalistes sur le racisme. J'ai également souvent eu le sentiment qu'elles forment un groupe à part parce que ces causes sont, de mon expérience, souvent présentées comme des angles morts des luttes écologistes. C'est certainement pour cette raison que la rencontre intercollectifs a été organisée, comme l'exprimait Racine à la fin :

⎵ je suis content·e des échanges, j'ai appris des trucs. Ça m'ouvre le cerveau. Dernièrement j'étais déprimé·e par les luttes anti-JO, j'ai l'impression qu'on est toujours dans le même trio : social, écologique, sécuritaire. Je me dis que le CIO doit avoir une cellule sur ces enjeux, parce qu'à chaque édition c'est les mêmes contestations. On peut peut-être renouveler le game avec l'international et l'intersectionnalité.

Les militant·es utilisent encore d'autres mots pour classer les “enjeux”, les “axes” selon lesquels on peut critiquer les JO, par exemple : “économique”, “budgets” ou encore “juridique”. Cette diversité montrent l'étendue de la critique formulée par Saccage et des alliances qu'ils tentent de nouer, qu'il est impossible de réduire aux aménagements.

Les rapports aux institutions des collectifs influencent les savoirs produits et leurs modalités de diffusion

Les différences de savoirs mobilisés par le Comité de vigilance et Saccage 2024 s'expliquent en partie par leurs objets de mobilisation, mais la concentration sur certains objets peut elle-même trouver son origine dans des rapports aux institutions. Les collectifs dans lesquels j'ai enquêté avaient différentes attentes envers les collectivités territoriales et les agences de l'État. Par exemple :

- ▣ Les militant·es de changeons d'Ère à Taverny ont monté une liste municipale, et certain·es d'entre elleux sont élu·es. Iels disaient utiliser leur position pour interpellier directement la majorité.
- ▣ Le collectif contre Green Dock est principalement composé d'associations environnementales locales, dont certaines sont très liées à la mairie de l'Île-Saint-Denis, selon les dires de Nuage. Iels ont mentionné avoir lancé des pétitions, écrit des mails à la mairie et aux entreprises, envoyé à la mairie de Gennevilliers leurs propres retranscriptions des réunions publiques et travailler sur un contre-projet.

- ☐ Le Comité de vigilance a tenté de coopérer à plusieurs reprises avec le COJO, la SOLIDEO ou la mairie de Saint-Denis. Lors d'une rencontre-débat sur les oppositions aux JO, Brise a expliqué avoir envoyé régulièrement des demandes aux institutions pour améliorer les projets. Bosquet a par ailleurs mentionné avoir contribué à un contre-projet pour l'aménagement de Saint-Denis.
- ☐ À l'inverse, un dialogue avec les institutions, même conflictuel, n'a jamais eu lieu à Saccage. Les contacts avec des élu-es sont vus par certain-es d'un mauvais oeil : la possibilité d'une audition auprès de la France Insoumise à propos de la loi JOP 2 a provoqué quelques tensions.

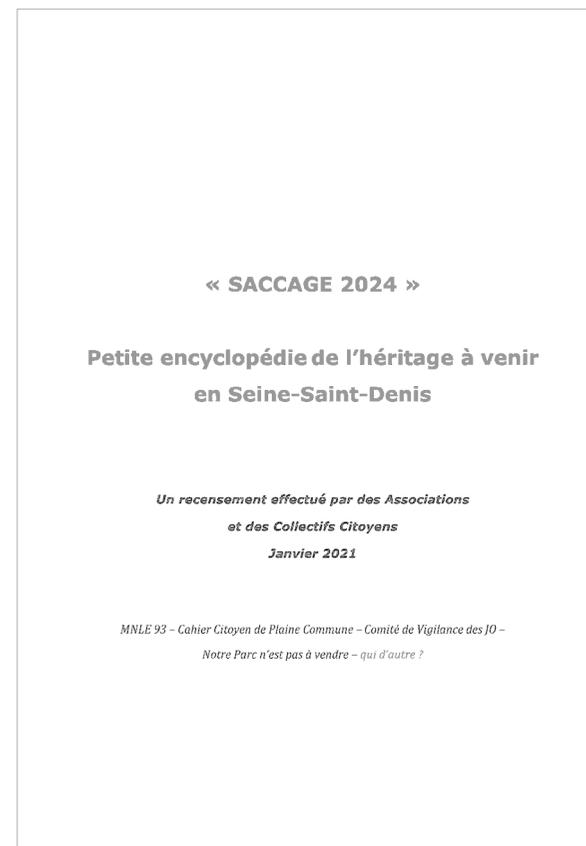
Si certains savoirs peuvent circuler entre collectifs mobilisés sur des objets similaires, d'autres n'intéressent que ceux qui ont un rapport aux institutions spécifique. Ainsi, beaucoup de militant-es m'ont expliqué que le Comité de vigilance a toujours refusé de se dire anti-JO, notamment pour être audibles auprès des institutions. De ce fait, l'analyse des JOP en tant qu'institution internationale intéresse peu Brise :

VICTOR : Et en même temps ce qui me surprend à Saccage c'est qu'il y a un gros travail d'historique des précédentes éditions des JO, qui je trouve permet une critique assez efficace.

BRISE : Ouais ouais, c'est sûr... C'est intéressant, mais nous on est partis sur un truc très local... Le côté... comparaison avec les autres JO c'est intéressant mais c'est pas trop notre perspective non plus.

De plus, contrairement à ce que j'ai pu observer à Green Dock, les militant-es de Taverny semblent considérer que les documents publiés par les institutions sont fiables, voire que leur publicité est la garantie de leur fiabilité. J'ai également déjà mentionné que les actions directes comme celles du collectif Bassine Non Merci engagent des pratiques d'enquête et des savoirs spécifiques. Or, ces actions sont organisées parce que les militant-es ne croient pas que l'État écouterait leurs revendications en l'absence d'un rapport de force sur le terrain.

On retrouve également des divergences dans les modalités de diffusion des savoirs construits par les militant-es. Par exemple, le Comité n'a jamais créé de brochure à ma connaissance, alors que Saccage en a publié des dizaines et les apporte à chaque événement. La brochure écrite par des membres de la Vigie citoyenne de l'Île-Saint-Denis a également été éditée par Saccage. Cela témoigne de différences de cultures militantes, pointées par Galet, Lac, Bosquet et Brise. En effet, les brochures sont très courantes dans les milieux autonomes et anarchistes, là où des membres d'associations environnementales éditent plus souvent des documents qui reprennent les codes de l'administration, à l'instar de l'*Avis critique sur le projet "Green Dock"* (Collectif contre Green Dock 2022). De manière intéressante, la *Petite encyclopédie des saccages* (MNLE 93 et al. 2021), premier document publié par "Saccage", auquel Bosquet a contribué, est au format A4 et ne semble pas fait pour être imprimé en tant que brochure. Ce n'est pas étonnant, à cette époque, selon les dires de Galet, beaucoup de membres de Saccage provenaient de collectifs "citoyens".



À gauche, la "petite encyclopédie des saccages". À droite, 2 brochures éditées par Saccage — Captures d'écran personnelles



Enquêter sur des projets d'aménagement amène souvent à enquêter sur les organisations et les cadres juridiques qui les soutiennent

Les institutions ne sont pas qu'un déterminant du genre de savoirs produits, elles sont également des objets d'enquête particulièrement courants dans les oppositions à des aménagements. De fait, la totalité des luttes locales d'Île-de-France que j'ai étudié étaient amenées, à divers degrés, à enquêter sur les organisations qui soutiennent les projets d'aménagement.

Même les mobilisations peu généralistes, comme celle des associations qui s'opposent à Green Dock ou de Changeons d'ère à Taverny, discutent des cadres institutionnels qui permettent les projets urbains. Ainsi, lors de mon observation à une réunion du collectif contre Green Dock, les militant·es discutaient des rivalités entre partis, des évolutions électorales dans les mairies de banlieue, de l'ingénierie territoriale, etc.

De la même manière, lors d'une réunion d'information à Taverny, les élu·es d'opposition ont par exemple expliqué que la maire s'est prononcée contre les quotas de logements sociaux, ce qui explique que la ville ne les respecte pas. Iels ont également souligné l'importance de la loi olympique, qui selon elleux a empêché un recours sur la ZAC alors que l'autorité environnementale a jugé le projet de piscine dangereux sanitaire et écologiquement. Vague, un·e membre de Changeons d'ère à Taverny explique :

On vous a distribué des documents en arrivant, c'est l'avis de la MRAE [Mission Régionale d'Autorité Environnementale] sur le projet ZAC. Il est très négatif sur la piscine olympique et évoque des risques à propos de la santé. On a organisé un recours sur la piscine, avec Changeons d'ère mais aussi FNE et d'autres associations. Mais on l'a perdu à cause de la loi d'exception olympique. On ne peut pas faire appel. C'est un peu le même esprit que la loi Grand Paris, une loi qui est faite pour outrepasser les processus démocratiques et construire le plus vite possible. [...] Dans le procès, le juge a utilisé le concept d'"espace semi-naturel" pour justifier l'urbanisation, qui n'existe pas dans notre droit. En temps normal on aurait pu faire appel et attaquer sur ce point, mais à cause de la loi olympique c'est impossible.

Après que Souche — un·e économiste impliqué·e dans plusieurs luttes locales — ait exposé l'histoire du Grand Paris les militant·es de Taverny ont pointé la responsabilité de Grand Paris Aménagement dans les transformations urbaines d'Île-de-France :

VAGUE : Des structures comme Grand Paris Aménagement, leur modèle économique repose sur le développement, alors qu'en Île-de-France on perd des habitant·es. Elles sont obligées de construire sinon elles s'effondrent.

SOUCHE : Il y a un mot qu'on a pas dit jusqu'ici c'est "spéculation", GPA ne peut pas fonctionner sans faire de la spéculation. *Iel développe sur la spéculation.*

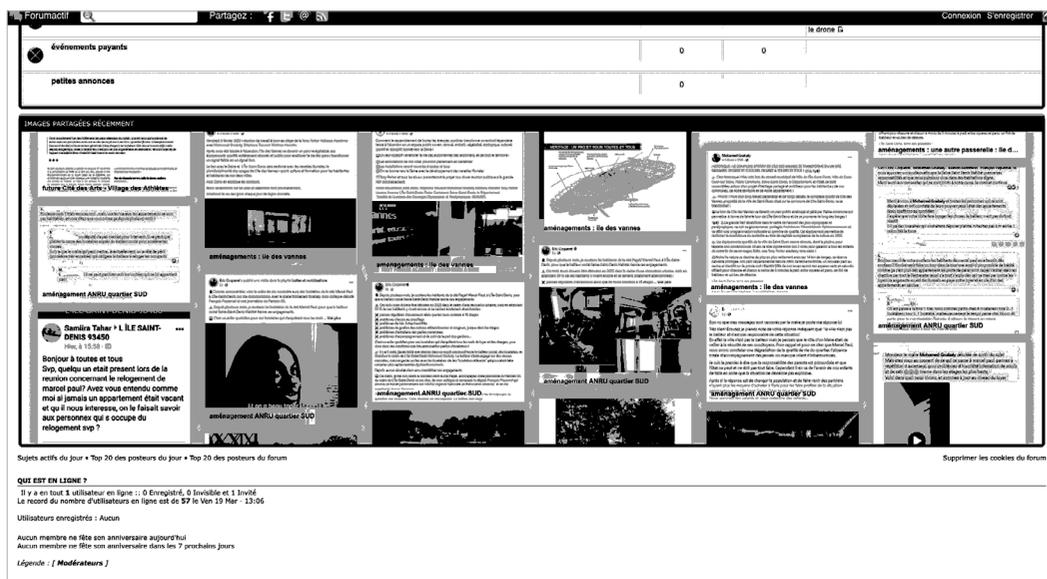
De même, à la réunion de la coordination des luttes locales d'Île-de-France à laquelle j'ai assisté, la conscience de lutter contre des gares du Grand Paris a permis à 3 des collectifs représentés d'imaginer des actions communes. Torrent a ainsi proposé que les Jardins d'Aubervilliers, le Collectif pour le triangle de Gonesse et la ZAD de Saclay manifestent devant le siège de la Société du Grand Paris.

De la même manière, Épi, Mousse et Éclair du collectif Hydromondes se renseignent sur les organisations qui construisent et gèrent les grands barrages, auxquels iels s'opposent. Ainsi, nous sommes allé·es "en ethnographie" (selon Épi) à une conférence organisée par la Conseil National du Rhône. Épi y faisait des recherches web sur son téléphone pour identifier les activités et les financements de chaque intervenant·e.

Enfin, d'autres organisations que les institutions peuvent également être l'objet d'investigations, de manière à déterminer si l'on peut s'y fier. Par exemple, le travail d'enquête de la Vigie citoyenne de l'Île-Saint-Denis porte indissociablement sur les aménagements et les jeux d'acteurs qui les soutiennent. Le discours de Nuage est très riche en référence aux acteur·rices politiques et associatif·ves de l'Île, souvent nommé·es individuellement, qu'iel semble tous·tes avoir rencontré·es au moins une fois. Même si je ne lui posais pas de questions dessus et souhaitais parfois réorienter l'entretien, iel détaillait les conflits d'intérêt, les relations de solidarité, les personnes alliées, les raisons pour lesquelles certain·es ne lui parlent plus ou ne lui donnent pas la parole en réunion. Iel qualifie ellui-même ces savoirs de "problèmes micropolitiques sur la sphère associative".

Ainsi, lorsque je l'ai accompagné·e à une réunion du collectif contre Green Dock, iel ne faisait pas que se renseigner sur les projets, iel me faisait également part de qui était là et des intérêts qu'iels défendent. Selon ellui, certaines associations de l'Île-Saint-Denis ont un intérêt implicite à ce que l'entrepôt ne s'implante pas : le projet de base nautique du maire de l'Île pourrait être remis en question. Plus tard, alors que je l'accompagnais à une réunion de bilan de l'accueil des Jeux sur l'Île, la majeure partie de nos discussions avant la réunion portaient sur les intérêts et les engagements des personnes, autant celles qui nous entouraient que celles qu'on avait croisées à Green Dock. Nuage semble consacrer beaucoup d'énergie à comprendre les liens qui unissent les personnes liées aux aménagements sur l'Île-Saint-Denis, ce dont témoigne l'extraordinaire profusion de captures d'écran de réseaux sociaux publiées sur le forum de la Vigie.

D'autres luttes locales que je n'ai pas étudiées n'échappent pas à cette règle, comme les Jardins d'Aubervilliers ou Notre parc n'est pas à vendre. Galet et Lac expliquent avoir beaucoup appris auprès de certain·es de leurs militant·es, qui ont une "connaissance de politiques locales très poussée".



Captures d'écran de réseaux sociaux sur le forum de la Vigie — Capture d'écran personnelle

- ▣ Vague, de Taverny, peut anticiper les risques liés aux parkings en délégation de service public, en généralisant ce qu'il observe de la gestion d'autres mairies d'Île-de-France.
- ▣ Ayant identifié le rôle des “cadres intermédiaires” dans les grands projets, certain·es militant·es contre Green Dock décident de ne pas s'adresser uniquement aux élu·es :
 - ⎓ Il ne faut aussi pas oublier que les maires ne font que signer. Ce sont les services qui instruisent les dossiers, il ne faut pas se tromper d'ennemi·es. Ce sont les cadres intermédiaires qui ont décidé entre elleux que ce projet allait se faire.
- ▣ Même si le méthaneiseur qui devrait s'implanter à Épinay est sécurisé “sur le papier”, certain·es militant·es contre Green Dock doutent de la sincérité de l'entreprise Paprec et restent vigilant·es.

Il est ainsi possible que la focalisation du Comité de vigilance sur les projets eux-mêmes et pas le cadre institutionnel ait joué un rôle dans l'échec de leurs revendications. Quasiment toutes leurs demandes ont été rejetées, et iels ne parviennent pas à convaincre les associations de Saint-Denis, dont beaucoup reçoivent des financements de la mairie ou des JOP. Lors de la rencontre-débat sur les luttes contre les JOP, Brise expliquait par exemple avoir compris trop tard le montage financier qui sous-tendait le projet d'échangeur autoroutier, qui doit être construit dans le quartier Pleyel pour fluidifier le trafic pendant les jeux :

⎓ On a proposé un projet alternatif quand même. Un système de circulation simple, où l'idée c'était de l'éloigner le plus possible des habitations. Mais ce qu'on ne savait pas à l'époque, c'était que l'échangeur était lié à des projets d'urbanisation, et que donc jamais iels n'accepteraient un contre-projet. [...] On n'a pas obtenu grand-chose à Saint-Denis. Il y a toujours le greenwashing sur les bâtiments bas carbone, l'urbanisation, la gentrification

Saccage 2024 : enquêter sur les institutions et les cadres juridiques pour relier les luttes locales

Les membres de Saccage enquêtent également sur des organisations, en particulier pour définir de quelle manière un projet urbain est lié aux JOP. Lac mentionnait avoir passé du temps à identifier les rapports entre les institutions et personnes impliquées dans les chantiers des JOP. Une bonne connaissance de ces intérêts leur permet de mieux cibler leurs actions et leurs discours :

⎓ LAC : Par contre j'ai vérifié des infos, demandé à des personnes, sur ce qui est attribuable aux JO [...] c'est hyper difficile de savoir quel acteur pousse le plus dans un sens. C'est pas si simple que ce que je pensais, c'est pas que le COJO qui veut gratter sur tous les territoires. Chaque construction a son écosystème de rapports d'intérêt. Là j'essaye de plus comprendre, dans une perspective d'être

L'investigation sur les organisations aide les militant·es à mieux cibler leurs actions

Comme me l'expliquait Lac lors de notre entretien, ces petites enquêtes sur les organisations et les acteur·rices permettent d'identifier ses allié·es et ses ennemi·es pour “être juste dans l'action” : savoir auprès de qui porter des revendications, comment orienter la pression médiatique, à qui demander de l'aide. Voici plusieurs exemples dans les collectifs que j'ai étudiés :

- ▣ La connaissance fine des jeux d'acteur·rices de l'Île-Saint-Denis de Nuage lui permet de tenir des postures intermédiaires :
 - ▣ Obtenir des informations de la part des personnes qu'il croise tout en conservant un regard critique sur elleux.
 - ▣ Venir en aide à l'opposition en train de se constituer contre le projet Green Dock, tout en les informant de leurs failles et des conflits d'intérêt de certaines associations.
- ▣ La connaissance de Torrent des activités du Grand Paris lui a permis de proposer une action coordonnée devant le siège de Grand Paris Aménagement.
- ▣ Les élu·es de Changeons d'Ère à Taverny ne mettent pas d'espoirs dans le fait que la maire respecte la loi sur les logements sociaux, puisqu'elle y est opposée.

le-a plus juste dans l'action [pour savoir] quel acteur viser : pas que le COJO qui s'en fout, c'est plutôt le-a maire de droite qui veut absolument cette construction. Donc chercher les points faibles, pas pour que ce soit le plus vrai.

VICTOR : T'as un exemple ?

LAC : Sur la piscine d'entraînement des JO [d'Aubervilliers] [...] On a compris que le COJO était gêné par cette construction, même Anne Hidalgo [...]. La SOLIDEO a dit rapidement "nous c'est pas notre affaire", publiquement, Anne Hidalgo a fait un tweet. On sentait que le rôle joué par la mairie était plus fort que sur d'autres constructions, c'était pas le COJO qui arrive et oblige la mairie. Ça ça nous a permis de pas lâcher la mairie. C'est ce que Pluie disait : "je veux pas me dire anti-JO parce que c'est déresponsabiliser les élu-es, qui ont aussi une responsabilité très forte". Donc à Aubervilliers on a pas lâché la mairie. C'est pas parce qu'ils organisent pas les JO qu'ils ont pas un énorme rôle dans l'accompagnement de tout ça.

Ce travail de reconstitution des liens peut passer par des savoirs sur les acteur·rices, les institutions, mais aussi le droit ou les finances. Limon et Crique, respectivement docteur·es en droit et en sociologie économique, ont étudié de près la loi olympique et la loi ELAN de 2018. Elles stipulent que les aménagements proches des chantiers des Jeux Olympiques pourront bénéficier des mêmes dérogations au droit de l'urbanisme, et ainsi réduire le temps et la qualité de la concertation ou encore empêcher les recours. Ainsi, Crique m'a appris que la Tour triangle, qui doit être construite dans le 15ème arrondissement de Paris, bénéficiait de ce dispositif alors qu'elle n'avait rien à voir avec les Jeux Olympiques.

Ces raisonnements peuvent s'appuyer sur des preuves minces et discrètes qui laissent soupçonner des montages financiers en coulisses. Par exemple, lors d'une conférence-débat, Crique a expliqué que le remplacement du marché de Saint-Denis par un miroir d'eau était lié aux JOP. En effet, iel a montré que sur le visuel du projet, un bâtiment en haut à droite portait le logo des Jeux Olympiques 2024. De même, Nuage m'a expliqué avoir découvert tardivement que le projet d'éco-quartier préparé depuis longtemps par la mairie a pu être financé en accueillant le village des athlètes.

Ces raisonnements peuvent atteindre une extrême généralité, amenant à relier presque tout ce qu'il se passe en Île-de-France aux JOP. Ainsi, Torrent défendait lors d'une réunion de la coordination des luttes locales d'Île-de-France que les JOP viennent soutenir les dynamiques urbaines amorcées par le Grand Paris. Iel m'en a donné des exemples avant une manifestation devant le COJO :

Avant l'arrivée des barnums, nous discutons avec Torrent. Iel m'apprend que les chantiers de la cathédrale Notre-Dame de Paris ainsi que les lignes de métro sont également "pour les JO". Selon ellui, ils auraient été conçus pour, et de la communication a été faite disant qu'ils seraient prêts pour 2024.

Saccage 2024 : définir un ennemi commun à l'échelle mondiale

Saccage n'a pas été anti-JOP dès le début : c'est le résultat d'une enquête collective sur les JOP en tant qu'assemblage institutionnel. De la même manière qu'une enquête autour d'un aménagement amène à identifier des allié·es, des ennemi·es, des acteur·rices neutres, ce travail de long terme permet d'identifier des responsabilités communes dans les multiples luttes qu'ils accompagnent. Au-delà de la formulation d'objectifs — abolir les JOP et le Comité International Olympique (CIO) — ces raisonnements peuvent être utilisés pour construire des alliances avec d'autres luttes.

Pour les construire, les militant·es de Saccage ont beaucoup écrit sur l'histoire des JOP. Ainsi, une partie des brochures et articles mis à disposition sur le site et dans l'infokioske retracent le déroulement de précédentes éditions des JOP et en évaluent l'héritage. C'est le cas de 6 brochures, dont 3 ont été publiées au cours de mon ethnographie :

- ▣ *Fini de jouer – L'essentiel est de ne pas participer*, qui résume les "saccages" des 10 dernières éditions des Jeux Olympiques.
- ▣ *Albertville 1992. Quel héritage ont laissé les derniers jeux Français ?*
- ▣ *Rio 2016 : Derrière la vitrine, le drame*
- ▣ *Contre les Jeux Olympiques de 2010 à Vancouver*
- ▣ *Les Jeux Olympiques de Séoul 1988 et ses camps de concentration pour "vagabonds"*
- ▣ *Grenoble 1968*

Ces publications détaillent les impacts des JOP sur le logement, les finances publiques et l'environnement, et décrivent le délabrement dans lequel les équipements publics sont laissés. La brochure sur Albertville se concentre sur les aménagements, et montre bien comment ils se sont révélés la plupart du temps néfastes pour les communes d'accueil : dettes voire faillite de communes, réaménagements coûteux, énormes frais d'entretien pour des équipements inadaptés, etc. Les brochures sur Rio et Séoul relatent des violences sociales particulièrement extrêmes, comme des destructions de favelas et la création de camps de concentration géants pour enfermer, torturer et tuer des personnes sans-abri.

L'accumulation de ces preuves empiriques renforce l'idée d'un invariant dans les JOP : tout porte à croire que les villes organisatrices seront déficitaires sur le long terme, que les infrastructures seront abandonnées, que la surveillance et la répression seront renforcées, que le bilan environnemental sera désastreux, etc. Bien que Saccage s'appuie peu sur des travaux scientifiques dans ses argumentaires, ces analyses rejoignent celles de chercheur·ses en géographie, tourisme et urbanisme sur les méga-événements (Müller 2015 ; Lauermaun 2019).

Ce travail de montée en généralité à partir d'éditions précédentes nourrit également les rencontres organisées par Saccage. Lors de la première conférence-débat à laquelle j'ai assisté, Torrent expliquait :

Le budget [des JOP 2024] était initialement estimé à 6.2 milliards d'euros. Mais il y a 2 semaines, il était révisé à 8 milliards. Jusqu'ici, aucune édition n'est rentrée dans ses frais. À Londres, l'estimation était de 5 milliards et ça a coûté 18 milliards. À Tokyo, on est passé·es de 7 milliards à 30 milliards. La moitié des JO est payée par le COJO, et la moitié par le SOLIDEO, qui est présidée par Anne Hidalgo.

Sur la slide, un graphique avec une mise en forme qualitative mais pixellisé, représentant l'évolution du coût des JO dans le temps.

Les Jeux Olympiques d'Alberville ont vu leur budget multiplié par 3. La ville a dû faire face à de l'austérité pour rembourser sa dette. Des services publics ont souffert, la taxe d'habitation a augmenté de 40%.

À qui ça rapporte ? Les JO c'est une marque, possédée par une entreprise privée. Mais les jeux sont financés par l'argent public, et beaucoup de multinationales en bénéficient, des entreprises de construction aux sponsors divers.

Ce que Torrent fait deviner à l'assemblée, c'est que si l'on prolonge la tendance historique, il y a toutes les chances pour que les recettes des JOP ne permettent pas de compenser les investissements, et que ce soit donc aux collectivités de payer. C'est d'autant plus probable que le CIO est une entreprise privée, et que les prestataires sur les ouvrages le sont également.

Ces preuves historiques sont complétées par une analyse des institutions, en particulier le CIO. Iels listent ainsi sur leur site d'autres publications qui proposent une critique plus large des JOP et de leur idéologie, comme des livres universitaires (Viale 2018), des revues militantes (Ukai 2019) ou l'interview d'une militante internationale (CP Robertson 2022). Il ne s'agit pas seulement de montrer que les JOP "accélèrent les saccages", mais aussi pourquoi ils le font : l'olympisme est une idéologie raciste et eugéniste (Ukai 2019), le CIO a connu une transition vers le capitalisme (Boykoff 2019), les conflits d'intérêt sont nombreux et récurrents, le CIO ne paye pas d'impôts et n'a aucun devoir de transparence vis-à-vis de l'usage de son argent (Viale 2018). Le CIO est ainsi présenté comme "une institution capitaliste irréformable dont nous souhaitons la dissolution" (note finale de la traduction française de Boykoff 2019 réalisée par Saccage). Tous ces constats sont bien résumés par une intervention de Torrent lors d'une conférence-débat :

À Saccage notre objectif c'est de remettre en question les JO eux-mêmes. Certains des aspects qu'on traite sont difficiles à traiter localement.

C'est pour ces raisons que les membres de Saccage ont organisé des journées internationales anti-olympiques et ont intégré une coalition internationale. Toutefois, la fonction de la coalition est pour le moment assez indéfinie, comme l'exprime Futaie lorsque je l'évoque à la fin d'une projection :

On a des appels avec des camarades de LA à peu près tous les 3 mois, on devrait en avoir un très bientôt. On est en lien avec des militant·es de Tokyo aussi. C'est aussi pour ça qu'on a organisé les rencontres internationales anti-JO. C'est bien

mais on a du mal à voir ce qu'on peut ou doit faire ensemble. On peut écrire des textes bien sûr mais bon.

Saccage 2024 : créativité conceptuelle et convergence des luttes

Pour élargir le cercle des personnes concernées par les JOP, les membres de Saccage peuvent également étendre ou transformer la signification de certains mots utilisés par des institutions ou d'autres militant·es. Pas toujours couronnées de succès, ces entreprises ont souvent lieu au cours de rencontres où des personnes de différents horizons cherchent à trouver des raisons de lutter ensemble.

Dans cette optique, une rencontre avec des syndicats du sport, des militant·es antivalidistes et antipsychiatrie a été organisée. Un échange en particulier a retenu mon attention, qui a suivi l'usage par 2 militant·es antivalidistes du concept de *motivation porn*. Celui-ci est utilisé pour désigner les discours qui avancent que, si elles le veulent vraiment, les personnes handicapées sont capables des mêmes choses que les personnes valides.

GALET : Ce que vous disiez sur le *motivation porn*, est-ce que c'est le même ressort que pour le racisme et le sexisme, où on montre une femme avec des enfants, ou des personnes de milieux populaires qui réussissent quand même. Iels ont ces difficultés, mais iels s'en sortent grâce au sport. Est-ce que c'est le même ressort ?

MARE : Ouais on peut voir des points communs de ce point de vue-là, c'est sûr. Si tu viens d'un milieu favorisé, c'est plus facile d'avoir les bons contacts pour rentrer dans des compétitions sportives.

FALAISE : Je pense que c'est des ressorts similaires oui : venir effacer les oppressions systémiques pour montrer qu'il y a rien à changer. Après il y a des spécificités, il faut faire attention.

L'idée était d'étendre le *motivation porn* au-delà du champ de validisme, pour décrire la manière dont certaines institutions créent des récits individualisants sur la pauvreté et la réussite individuelle. Si cette opération n'a pas entièrement réussi, elle a permis d'entrevoir des logiques d'oppression communes entre différents groupes. De la même manière, Crique et Torrent ont étendu la signification du mot *sportswashing*, d'abord appliqué au champ du validisme, pour désigner la manière dont le sport est utilisé par des institutions pour "faire passer des lois sécuritaires, des dictatures, des corps normés, etc." Ainsi, cette rencontre a été l'occasion de partager des savoirs sur les liens entre JOP et validisme, de rapidement les raccrocher à une critique générale des JO, et de se projeter dans des actions communes : prises de parole dans des manifestations, écritures collectives, etc.

Ce travail conceptuel amorcé lors de cette rencontre n'est pas exceptionnel à Saccage. J'ai par exemple été surpris de la régularité avec laquelle les membres utilisent le mot "saccage". Il ne s'agit pas que d'un mot d'ordre dédié à la communi-

cation : même au cours de réunions internes ou dans des messages électroniques, il est utilisé pour désigner les effets néfastes des JOP. Au cours d'une réunion interne, Neige l'a présenté comme une arme de contre-propagande :

} Elleux ils ont leur concept d'“héritage”, nous on a le concept de “saccage”

Les militant·es se réapproprient également les mots des promoteur·rices des JOP. Par exemple, lors de la seconde conférence-débat à laquelle j'ai assisté, j'ai remarqué que le champ lexical de l'accélération était souvent utilisé et que Crique, arrivée à Saccage peu avant moi, avait eu le temps de se l'approprier. Or, le mot “accélérateur” est souvent employé par des collectivités territoriales dans des formules comme “accélérateur de croissance”, “accélérateur de transformation”, “accélérateur de changement” ou encore “accélérateur d'innovations durables”. À l'inverse, il sert aux militant·es à parler de l'accélération de l'urbanisation ou de la gentrification. Au cours d'une rencontre avec des syndicats et le Comité de vigilance, le·a médiateur·rice a tenté d'utiliser ce mot pour trouver des traits communs aux problèmes contre lesquels se battent les personnes réunies :

} Moi j'ai une question. Comment on peut faire le lien entre les conditions de travail, les besoins des habitant·es et l'environnement ? Par exemple l'accélération des chantiers est visible sur l'augmentation des morts et les besoins des habitant·es, mais est-ce que par exemple la question du temps parle aux syndicalistes ?

Le mot “héritage”, également très utilisé par les promoteur·rices des JO, est aussi détourné pour devenir un synonyme de “saccage”, comme c'est le cas dans le document “Saccage 2024” *Petite encyclopédie de l'héritage à venir en Seine-Saint-Denis* (MNLE 93 et al. 2021). Mais ce mot peut également être utilisé dans son sens original, lorsqu'au cours de la rencontre Limon et Brise proposaient d'écrire un bilan comparatif entre les promesses de l'héritage et sa réalité.

Ainsi, le travail conceptuel dont j'ai été témoin à Saccage semble avoir recours à 2 opérations :

- ☐ Le *retournement* : s'approprier un mot des organisations ennemies pour dénoncer à la fois les JOP et leur propagande.
- ☐ L'*extension explicative* : élargir l'usage d'un mot pour solidariser les personnes affectées par les JOP.

En résumé

- ☐ Les collectifs mobilisés contre les JOP et leurs aménagements acquièrent et produisent une grande diversité de savoirs.
 - ☐ Même dans des collectifs très centrés sur les questions urbaines, les savoirs acquis pour leur mobilisation débordent largement les aménagements.
 - ☐ Les membres de Saccage 2024 créent des classements de luttes et de savoirs associés pour :
 - ☐ Sortir d'une assignation de collectif écologiste

- ☐ Cerner la complexité des problèmes posés par les JOP.
- ☐ Les rapports aux institutions des collectifs influencent les savoirs produits et leurs modalités de diffusion.
 - ☐ Certains savoirs — comme l'histoire des JOP — n'intéressent que les collectifs qui ont un rapport aux institutions spécifique.
 - ☐ Les formats documentaires utilisés pour diffuser des savoirs diffèrent selon les tendances militantes.
- ☐ Enquêter sur des projets d'aménagement amène souvent à enquêter sur les organisations et les cadres juridiques qui les soutiennent.
 - ☐ Même les mobilisations peu généralistes discutent des cadres institutionnels qui permettent les projets urbains.
- ☐ L'investigation sur les organisations peut aider les militant·es à savoir :
 - ☐ Quelles transformations urbaines risquent d'advenir.
 - ☐ Quels espoirs de transformation sont possible.
 - ☐ Auprès de qui porter des revendications.
 - ☐ À qui demander de l'aide.
 - ☐ Comment orienter la pression médiatique.
- ☐ Les membres de Saccage 2024 enquêtent sur les institutions et les cadres juridiques pour relier les luttes locales.
 - ☐ Iels essayent de comprendre comment un projet urbain est lié aux JOP.
 - ☐ Ces raisonnements peuvent s'appuyer sur des preuves très minces, et atteindre une grande généralité.
- ☐ L'enquête des membres de Saccage 2024 les amène à définir un ennemi commun à l'échelle mondiale, ce qui leur permet de :
 - ☐ Identifier des responsabilités communes dans les multiples luttes qu'iels accompagnent.
 - ☐ Construire des alliances avec d'autres collectifs.
- ☐ Les membres de Saccage 2024 transforment le sens des mots pour dénoncer les JOP et faire converger les luttes.
 - ☐ Les rencontres inter-collectifs sont souvent des moments de créativité conceptuelle, qui permettent de solidariser les personnes affectées par les JOP.
 - ☐ Les militant·es détournent les mots des promoteur·rices des JOP, pour dénoncer leur propagande.

7. CONFIANCE ET DÉFIANCE DANS LES DOCUMENTS URBANISTIQUES ET TECHNIQUES : LES SAVOIRS-LIÉS MILITANTS

Dans cette partie, je commencerai par montrer dans quelle mesure l'enquête militante sur des projets d'aménagement ainsi que sur des constructions existantes repose en grande partie sur la lecture de documents produits par des institutions ou des entreprises. Puis je développerai comment sur mes terrains, celles-ci limitent la diffusion et l'appropriabilité de leurs documents et données. Enfin, j'exposerai la manière dont les militant·es rencontré·es répondent à cette opacité, notamment en développant des savoirs de lecture et de manipulation de documents.

Les enquêtes militantes sur des aménagements ou constructions existantes reposent sur des données et documents publiés par des organisations ennemies

Comme l'explique Vacher (2021), les luttes locales sont souvent initiées grâce à l'affichage administratif obligatoire, elles dépendent donc de la transparence des entreprises et institutions à l'origine d'un aménagement. Cette dépendance se prolonge dans la problématisation du projet, où les militant·es doivent rapidement s'informer dessus pour qualifier sa nocivité.

Brise m'expliquait en effet que la majeure partie des informations que le Comité de vigilance collectait provenait de documents officiels, comme les dossiers d'enquête publique, et qu'ils ne manquaient aucune réunion d'information. Brise publiait directement sur le Twitter du Comité ses remarques quant aux documents qu'il lisait et aux réunions auxquelles ils assistaient, en taggant des journalistes. La construction de ce discours critique alimentait également des démarches complémentaires pour problématiser les aménagements sur Saint-Denis :

- ☐ Écrire ensemble des documents synthétisant leurs remarques, afin de les poster sur les sites des enquêtes publiques.
- ☐ Préparer une intervention et des questions lors des réunions d'information.
- ☐ Écrire des lettres aux élu·es.
- ☐ Demander à être auditionné·es à une commission d'enquête parlementaire.
- ☐ Dessiner leurs propres cartes des aménagements à fournir aux médias.
- ☐ Organiser des présentations de la situation pour des habitant·es.

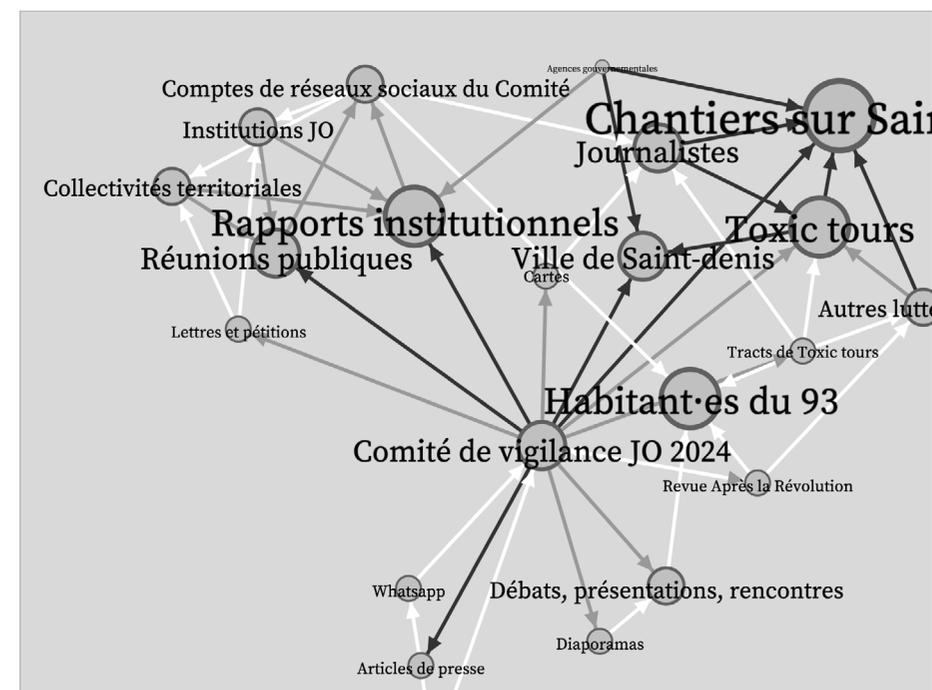


Diagramme d'écologie informationnelle du Comité de vigilance. En haut à gauche, les noeuds correspondant aux institutions liées aux JO et aux collectivités territoriales.

Cette dépendance aux institutions est clairement visible dans l'écologie informationnelle du Comité de vigilance :

- ☐ Il y a une forte densité de liens autour des institutions : JOP et collectivités territoriales. Elle illustre à la fois les investigations qui sont faites au Comité sur les rapports et les réunions publiques, et le travail d'interpellation décrit ci-dessus.

- Les chaînes d'inscription près des institutions sont courtes, car initiées directement en réaction à une réunion ou un document, ce qui est dû à l'urgence dans laquelle ils se sont trouvés face au calendrier des JOP.

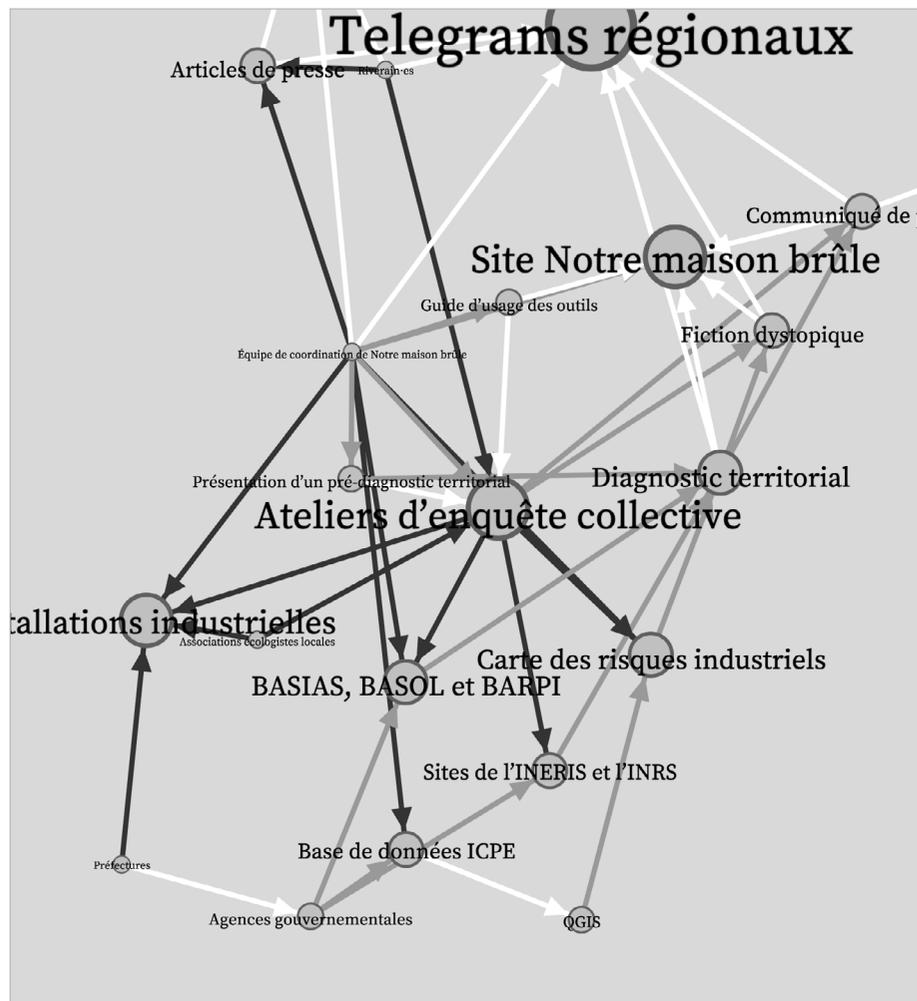


Diagramme d'écologie informationnelle de Notre maison brûle. Tout en bas à gauche, les préfectures et agences gouvernementales.

Le diagramme de Notre maison brûle montre en bas à gauche les préfectures et les agences gouvernementales, qui produisent les données et documents sur les risques industriels. Bourrasque a ainsi cité 6 bases de données et sites importants :

- BASIAS** : pollutions des sols et anciens sites industriels.
- BASOL** : sites et sols pollués.
- ICPE** : Installations Classées pour la Protection de l'Environnement, dont les sites SEVESO.
- BARPI** : anciens accidents.

- 2 sites d'institutions, qui peuvent servir d'encyclopédie pour comprendre les contenus des bases de données précédentes :
 - SITE DE L'INERIS** : Institut National de l'Environnement Industriel et des Risques.
 - SITE DE L'INRS** : Institut National de Recherche et de Sécurité.

Les noeuds des institutions sont très excentrés sur ce diagramme, parce que l'initiative n'a pas vécu suffisamment longtemps pour adresser directement des revendications aux institutions, mais aussi parce que son rôle se limitait à l'encapsulation des habitant-es.

Le diagramme de la Vigie montre la mairie de l'Île-Saint-Denis et les institutions liées aux JOP au centre d'un cluster en haut à gauche qui concentre la plupart des liens gris, c'est à dire d'édition. Les démarches de documentation de la Vigie dépendent donc également fortement de ces institutions.

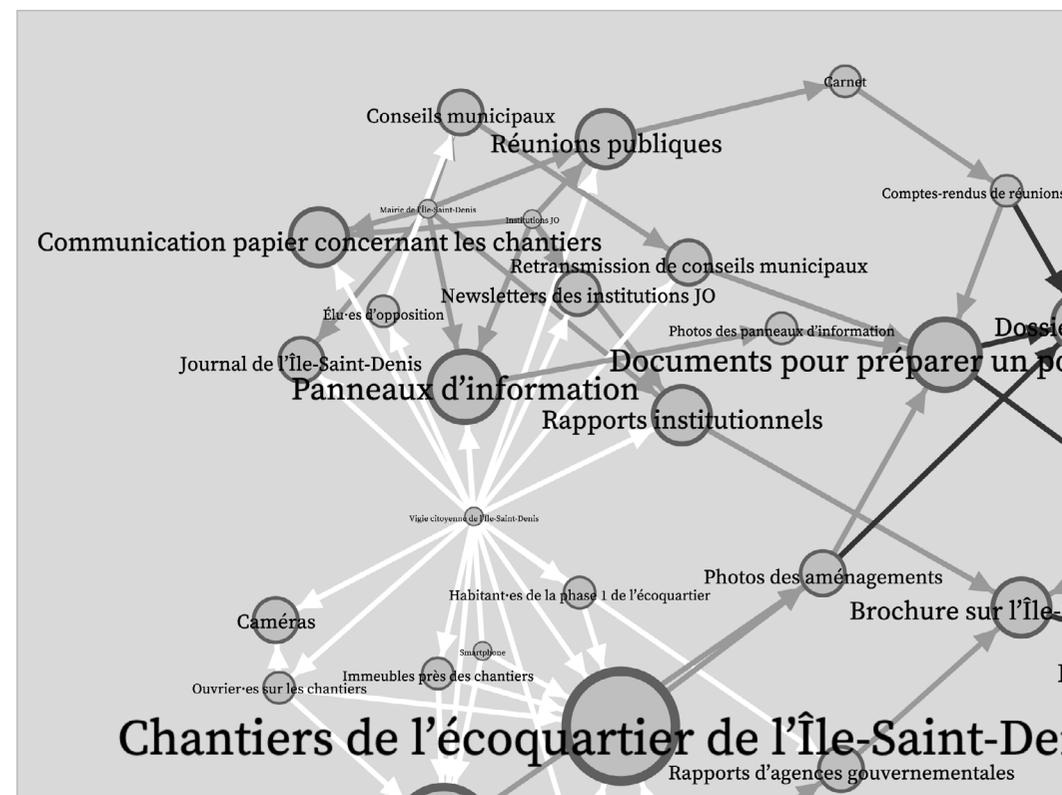


Diagramme d'écologie informationnelle de la Vigie. En haut à gauche, le cluster autour de la mairie de l'Île-Saint-Denis et les institutions liées aux JOP

Par ailleurs, dans les diagrammes de la Vigie, Notre maison brûle et Saccage, les noeuds des institutions sont de très petite taille, signifiant qu'ils ne reçoivent pas d'informations (de revendications par exemple). Contrairement au Comité de vigilance, les institutions n'y sont que "publiantes".



Partie haute du diagramme d'écologie informationnelle de Saccage. Tout à gauche, les institutions et collectivités. Plus haut à droite, le "public" de Saccage.

Toutefois, des institutions ou entreprises ne sont pas représentées dans toutes les écologies informationnelles que j'ai dessinées : celles des enquêtes d'Hydromondes et de la randonnée-enquête sur les centrales n'en comprennent pas. Ayant moins de perspectives d'action immédiates, ces enquêtes ont moins recours à des documents urbanistiques et techniques. Ces constats confirment l'hypothèse posée plus haut que la lecture de ces documents ou données est essentielle dans les mobilisations visant à contester un aménagement ou une infrastructure. Les diagrammes permettent également de visualiser les différences de stratégie de communication : Saccage et Notre maison brûle s'adressant plus aux habitant·es et aux médias qu'aux institutions.

La plupart des militant·es que j'ai rencontré s'approprient des données et documents conçus par d'autres, plutôt que de produire des données. Créer ses propres données est pourtant utile pour contourner la rétention d'informations, mais peu de collectifs semblent l'avoir envisagé. Les membres du collectif contre Green

Dock planifiaient de faire des mesures de luminosité du port de Gennevilliers, sur lequel devrait s'installer l'entrepôt :

PERSONNE 1 : L'idée c'était d'attaquer le port sur les nuisances sonores et lumineuses actuelles. J'ai envoyé une lettre et j'attends la réponse. J'ai pris quelques photos du port de nuit, mais il faudrait trouver un appareil pour mesurer la luminosité. Mon téléphone n'arrive pas trop à capter la lumière d'aussi loin.

PERSONNE 2 : J'ai demandé un luxmètre à Plaine Commune.

PERSONNE 3 : Moi j'ai demandé à Plaine Commune d'aller faire des mesures. Iels disent qu'une application sur smartphone peut mesurer la luminosité. Peut-être qu'il faudrait organiser une campagne de mesures nous-mêmes ?

PERSONNE 4 : Du coup aller prendre des mesures en paddle, pour pouvoir se rapprocher ?

PERSONNE 2 : Oui, parce qu'on a pas le droit d'approcher le site.

La rareté de ces pratiques peut s'expliquer par l'asymétrie de moyens et de savoirs entre société civile et entreprises ou institutions, déjà mise en lumière par les travaux en justice environnementale (Wylie et Albright 2014 ; Allen 2022). Certaines organisations de soutien aux luttes locales ont néanmoins les moyens de produire leurs propres données. C'est en partie la mission que s'est donnée Terres de luttes, à travers son enquête sociologique sur les luttes locales ou encore le bilan carbone et artificialisation qu'iels ont réalisé à l'échelle de la France avec un cabinet d'ingénierie (observation aux assises des luttes locales).

Les institutions et entreprises limitent la diffusion et l'utilisabilité de leurs données

Contrairement à ce qu'on pourrait supposer en lisant les travaux sur les enjeux politiques de la connaissance dans les conflits socio-environnementaux, ce ne sont pas que les grandes infrastructures ou les nouvelles technologies qui sont sujettes à des *conflits de divulgation* (Kinchy et Schaffer 2018). Les militant·es de luttes locales que j'ai rencontré·es déplorent également l'opacité des organisations ennemies, du fait de leur dépendance à ces sources d'information.

Ainsi lors d'une rencontre-débat, Brise insistait sur l'importance des "données" et des "statistiques" :

J'ai l'impression que ce qui rassemble c'est la manière dont est organisée la rétention d'informations, c'est récurrent sur tous les fronts de lutte. On n'a toujours pas les données, les statistiques de base qui nous permettraient de nous prononcer.

Au cours des assises de la Coordination des luttes locales d'Île-de-France, un·e militant·e de la lutte contre le nouveau terminal de l'aéroport de Roissy manifestait un attachement similaire à l'usage de "chiffres" :

Il y a beaucoup de mauvaise foi, de travestissement des faits. J'ai participé à la lutte contre le T4, qui devait ajouter le trafic d'Orly à Roissy. On a montré que ça ne rentrait pas dans la stratégie nationale bas carbone, parce que dans les évaluations ils ne prenaient pas en compte les vols internationaux. Si on ne va pas chercher les chiffres...

Le document produit par le collectif contre Green Dock dénonce également des stratégies d'opacité et la malhonnêteté des promoteurs :

À l'heure actuelle, de nombreuses interrogations subsistent sur les résultats des études menées par les promoteurs. Malgré nos demandes officielles et répétées, nous n'avons pas eu accès aux études brutes elles-mêmes afin de pouvoir les expertiser, en vérifier la méthodologie et les conclusions. En outre, plusieurs documents produits par les porteurs du projet ont présenté des visualisations malhonnêtes, voire mensongères, comme cela a notamment été relevé dans la presse (Collectif contre Green Dock 2022)

On retrouve une dénonciation similaire dans le livre critique de Barbe (2018) sur un projet de construction d'un nouveau stade, de logements et de commerces à Nantes :

La métropole fournit en février 2018 une minuscule contribution écrite de vingt pages, puis un complément de douze pages en mars, qui n'apportent, ni l'un ni l'autre, les données probantes demandées et se met entièrement au service du projet privé.

Ces vignettes et citations mettent en lumière des usages similaires pour les mots "données", "statistiques", "informations", "chiffres" et "faits" : un savoir objectif, le plus souvent chiffré, qui permette aux personnes concernées de se faire un avis éclairé sur un projet. Ces proximités sémantiques montrent l'importance pour les luttes locales d'une expertise la plus indépendante et transparente possible, ainsi que son absence dans la plupart des cas. Toutefois, la plupart des mobilisations contre des projets d'aménagement peuvent avoir lieu et gagner malgré cette opacité, en utilisant des savoirs sur le territoire qui peuvent être obtenus sans passer par les organisations adverses. À l'inverse, la mobilisation de Notre maison brûle repose presque entièrement sur des données produites par des administrations, pour plusieurs raisons :

- ☐ Les savoirs ingénieriaux, écologiques et épidémiologiques requis pour mettre en lumière les risques et impacts des installations industrielles sont très spécialisés.
- ☐ Le grand nombre d'installations en France rend difficile pour les militant·es de produire à grande échelle leurs propres données écologiques et épidémiologiques.
- ☐ L'évaluation des risques demande de visiter les installations, ce qui est impossible pour les militant·es.

La disponibilité, la qualité et l'accessibilité des données et documents urbanistiques et techniques sont donc centraux pour les militant·es. Ainsi, Rhizome et Bourrasque expliquent que l'État a pour obligation de publier les rapports d'inspection, les mises en demeure et d'autres documents et données sur les installa-

tions, les risques, les pollutions et accidents passés. Mais ils avancent aussi que rien n'est fait pour qu'elles soient appropriables par tous·tes :

- ☐ Les sites gouvernementaux sont inconnus du public et des journalistes.
- ☐ Le lexique utilisé dans les relevés préfectoraux et les rapports est complexe.
- ☐ L'usage des bases de données n'est pas toujours intuitif.
- ☐ Les données sont présentées de manière non-géographique, ce qui empêche de voir les installations près de chez soi. Rhizome rapporte qu'avant Notre maison brûle, il existait une carte des ICPE indépendante, mais qui se concentrait sur les seuils bas, donc peu dangereux. De manière intéressante, le nouveau site Géorisques¹⁰ comprend des vues cartographiques, mais on ne peut pas trop dézoomer ni accéder directement aux documents d'inspection d'une installation. Il faut passer par "géorisques expert" pour avoir accès à ces fonctions¹¹.

De plus, les militant·es avancent que les industries organisent activement un manque de culture sur les risques : quasiment aucun·e expert·e n'ose parler de risques industriels dans les médias, parce que les réseaux professionnels de l'industrie évincent ceux qui le font. Bourrasque et Rhizome expliquent qu'il n'existe aucune association à échelle nationale et indépendante de l'État qui prendrait la parole sur les risques industriels. Bourrasque, consultant·e en risques industriels et ancien·ne membre de la commission environnement du MEDEF, rapporte ainsi avoir senti beaucoup de pression de la part du milieu industriel pour ne pas parler aux médias. Iel n'a donc pas publiquement pris la parole lors de l'incendie de Lubrizol en 2019, mais a accepté d'intervenir lors de l'explosion du port de Beyrouth en 2020. Iel m'a confié après l'entretien avoir plus tard été licencié·e, en partie pour cette raison.

Enfin, les militant·es de Notre maison brûle déplorent également que malgré leur bonne qualité, les données mises à disposition sont souvent insuffisantes. Bourrasque souligne ainsi que les inspecteur·rices connaissent leur métier, et que les entreprises n'hésiteraient pas à contester le rapport si un élément était faux. Mais d'un autre côté, il regrette que les inspections soient si rares et si courtes en France :

[L'inspecteur·rice d'un site industriel] peut manquer plein de choses, parce qu'un·e inspecteur·rice passe en moyenne 4 jours sur un dossier sur un site SEVESO, quand en Allemagne iel passe 20 jours, donc tu loupes 5 fois plus de trucs potentiellement.

Similairement, Rhizome explique qu'aucune donnée n'est disponible pour la Polynésie, et qu'elles sont très lacunaires pour les Outre-mers. Une partie de leurs revendications concerne donc l'intensification de la production de données sur les risques industriels (Observatoire des violences industrielles 2020), ce qui constitue un premier pas dans la construction d'un conflit de divulgation à l'échelle nationale. Ainsi, pour "produire un savoir ouvrier et populaire sur le

¹⁰ <https://www.georisques.gouv.fr/>

¹¹ <https://www.georisques.gouv.fr/risques/installations/donnees>

travail et les dangers technologiques”, Notre maison brûle doit lutter pour une plus grande quantité et accessibilité des savoirs produits par les administrations.

Plusieurs tactiques pour mettre les documents urbanistiques et techniques au service de la lutte

Interpréter les documents en prenant en compte les intérêts des énonciateur·rices

Les rapports des militant·es aux documents produits par les institutions et les entreprises à l'origine de l'aménagement ne sont jamais univoques. D'un côté, Brise et le Comité de vigilance ont vu dans les enquêtes publiques et les dossiers de concertation un bon levier pour se renseigner rapidement sur les constructions, et de l'autre, iel déplore leur opacité. Les militant·es qui s'opposent à Green Dock doutent de certaines déclarations de la mairie et des promoteurs, comme celles à propos de la sécurité du méthaniseur, et se méfient de la manière dont leur parole sera synthétisée par le promoteur à l'issue d'une concertation :

À propos de la concertation, j'ai envoyé à la mairie de Gennevilliers le verbatim de ce qu'on a dit, pour pas qu'ils fassent de CR à la Goodman.

Les membres de Changeons d'ère à Taverny accordent beaucoup de crédit aux documents produits par d'autres institutions que la mairie. Dans la construction de leur contre-argumentaire, les 2 présentateur·rices ont précisé à 5 reprises que tout ce qu'ils disent peut être trouvé dans des rapports ou des sites institutionnels, et qu'ils n'"inventent rien". Par exemple, à propos de la destruction de la piscine :

On s'est procuré une étude de l'agglo : c'est possible de rénover pour 5 millions d'euros la piscine. Mais au lieu de ça on préfère la détruire et en construire une autre part à 45 millions d'euros, parce que l'opération financière est essentielle. Sans les profits de la construction de nouveaux logements, on ne peut pas financer la ZAC.

Les militant·es de Saccage 2024 mettent également en doute à différents niveaux les informations qu'ils acquièrent sur les aménagements, même si cette dimension est rarement centrale dans leur enquête : la plupart ne les auraient pas évoquées si je ne leur avais pas spécifiquement posé la question. Le point commun des doutes exprimés par Nuage, Lac et Galet sont qu'ils suggèrent que l'énonciateur pourrait avoir un intérêt à ne pas être exact ou complet. C'est pour cette raison que Lac et Galet ne doutent pas de certains chiffres donnés par la SOLIDEO ou le COJO, comme le nombre de logements construits : iels savent que ces institutions en sont fières.

Ainsi, les militant·es que j'ai rencontré·es ne manifestent ni une confiance aveugle, ni un rejet en bloc des savoirs divulgués par les institutions et les entreprises, mais évaluent l'intérêt des documents à l'aune des intérêts de leurs énonciateur·rices. La question qu'ils se posent lorsqu'ils évaluent la fiabilité d'un document semble être la suivante : "Est-ce que l'énonciateur a un intérêt à dissimuler ou exagérer les faits qui m'intéressent ? Quelles autres instances produiraient des discours plus fiables sur ce sujet ?"

Identifier les fragments pertinents

Ces doutes ne concernent d'ailleurs pas toujours la véracité d'énoncés, ils peuvent plus simplement permettre aux militant·es d'évaluer quels documents ou sections de documents sont susceptibles de les intéresser, à la fois par leur précision et la dimension compromettante de leur contenu. Par exemple, Galet précise qu'il écarte les énoncés trop vagues des sites institutionnels :

Bien sûr je reprends pas "le sport c'est la santé", mais le nombre d'hectares, le nombre d'habitant·es du village des médias, oui.

Brise mentionne également que les présentations officielles en début des rapports d'enquête publique ne contiennent pas grand-chose d'intéressant parce que ce sont des "intentions". À l'inverse, les rapports de l'autorité environnementale, les relevés, les documents de la préfecture sont plus "factuels". Iel a été aidé·e par son passé de chercheur·se en géographie pour extraire les informations importantes des enquêtes publiques.

Douter pour faire tenir le collectif

Les militant·es que j'ai rencontré·es peuvent également douter d'un document lorsqu'il remet en question des raisons de se mobiliser, en particulier celles qui sont déjà négociées. Par exemple, dans une réunion du collectif contre Green Dock, le ton a un peu monté lorsqu'ayant lu des rapports et visité une usine, certaines personnes ont annoncé ne pas voir de raison de s'opposer au projet de méthaniseur. Plus tôt dans la réunion, un malentendu entre les militant·es révèle la même propension à décrédibiliser un discours institutionnel pour sauvegarder la lutte :

La discussion dérive sur les péniches et sur leurs manoeuvres dans le delta. Les personnes présentes craignent que le trafic supplémentaire entraîné par l'entrepôt et les manoeuvres de demi-tour entraînent plus de nuisances et de dommages écologiques.

PERSONNE 1 : Je suis surpris·e parce que la dernière fois iels ont fait un powerpoint, et iels disaient qu'ils ne feraient leurs manoeuvres que dans le grand bras.

PERSONNE 2 : Je comprends pas, tu les cites avec suspicion ?

PERSONNE 3 : Ça c'est pour faire passer le projet, une fois l'entrepôt construit iels prendront le petit bras s'ils veulent.

Ici, la première personne semble donner une raison de ne pas s'inquiéter à propos du trafic additionnel, alors que cette réunion vise à trouver des moyens

d'empêcher le projet d'entrepôt de se faire. Ce n'est pas un usage de l'information auquel on s'attendrait dans cette situation, et le·a deuxième militant·e demande plus de précisions. Enfin, la troisième personne décrédibilise l'information. Ainsi, pour ne pas avoir à renégocier au cours de la réunion la raison de leur présence, les militant·es contre Green Dock doivent écartier ou taire certaines informations. On peut supposer qu'une mobilisation est rarement abandonnée à la suite d'une discussion rationnelle sur les raisons de son existence, même si mes observations ne me permettent pas de conclure sur ce point. Cela ne signifie pas qu'ils sont complètement insensibles à tout ce qui pourrait remettre en question leur opposition, mais qu'ils doivent arbitrer entre leur désir de justesse et le bon fonctionnement de la situation de communication particulière qu'est la réunion militante.

Manipuler les documents et les données

Sur 2 de mes terrains, les militant·es ont mis en place des tactiques pour détourner et remettre en forme des informations fournies par des institutions. C'est ce qu'a fait Rhizome en concevant la carte des risques industriels, mise à disposition sur le site Gogocarto¹². Iel a exporté la base de données ICPE, a converti les données grâce au logiciel QGIS, puis a importé les données sur la carte interactive. Celle-ci montre tous les ICPE de France, permet d'en apprendre plus sur leurs activités et fournit des URL pour lire les documents qui y sont associés. Avec le développement du réseau, l'objectif était également de synthétiser ces informations directement dans la carte, qui avait des fonctions d'édition collaborative, mais cet aspect n'a pas été investi par les participant·es des ateliers.

D'un point de vue abstrait, cette carte donne accès aux mêmes données que le site Géorisques, mais matériellement elle le fait d'une manière qui permet de se rendre compte des zones les plus à risque, de rapidement en apprendre plus sur les installations près de chez soi, et éventuellement de vérifier si les mises en demeure de la préfecture sont suivies d'effets.

Rhizome rapporte qu'un an après la création de la carte, les coordonnées des installations avaient été retirées de la base de données exportable sur Géorisque. Iel pense qu'il pourrait s'agir d'un choix délibéré pour empêcher ce genre d'usages, notamment parce que les coordonnées sont toujours disponibles mais uniquement depuis les fiches, pas dans les tableurs exportables. Même si cette interprétation était erronée, elle met en lumière la fragilité des chaînes d'inscriptions sur lesquelles reposent certaines enquêtes militantes.

Un deuxième exemple de ces manipulations est la manière dont les militant·es de Taverny ont détourné des documents budgétaires de la Zone d'Aménagement Concerté, transmis par la mairie :

Une des personnes qui présente passe à la slide suivante, qui montre des tableurs issus des documents budgétaires. On est bien trop loin pour lire quoi que ce soit et elle-même doit s'approcher et changer de slide pour pouvoir lire.

¹² <https://dangersindustriels.gogocarto.fr/>

PRÉSENTATEUR-RICE : On a fait un travail d'analyse du tableur : chaque ligne a une couleur en fonction du secteur [de la ZAC] à laquelle elle est affectée. Pour le calcul du total, on a fait un coefficient pour les travaux globaux. C'est à dire que les travaux qui concernent toute la ZAC sont répartis également entre les 3 sites. On aurait pu faire différemment mais ça nous a paru assez correct.

Iel présente les dépenses hors taxes calculées pour chaque secteur, puis les recettes.

Voici à quoi ressemblait le tableau du diaporama :

SECTEUR	DÉPENSES	RECETTES
Coeur de ville	24M€	24M€
Verdun	3M€	7M€
Écouards	37M€	58M€

En regroupant les postes de dépense par quartier, avec un calcul un peu bricolé de leur aveu, les militant·es avancent que la zone d'aménagement la plus grande, Verdun, reçoit beaucoup moins d'argent que les autres et rapporte "4 millions de bénéfice". Iels soutiennent ainsi : "on est pas sur une ZAC équilibrée, c'est faux". Ce déséquilibre est accentué par la destruction de l'ancienne piscine municipale, dont la surface libérée permettra de construire des logements qui pourront financer le reste de la ZAC.

Ces pratiques viennent complexifier les rapports qu'entretiennent les militant·es aux documents des organisations ennemies : ceux-ci ne contiennent pas nécessairement de savoirs importants pour la mobilisation, mais on peut parfois en créer grâce à des manipulations, des remises en forme, des recoupements.

En résumé

- ▣ Les enquêtes militantes sur des aménagements ou constructions existantes reposent sur des données et documents publiés par des organisations ennemies :
 - ▣ Pour être au courant des nouveaux aménagements.
 - ▣ Pour problématiser un projet.
 - ▣ Peu de luttes locales produisent leurs propres données sur des aménagements, peut-être à cause d'un manque de moyens.
- ▣ Les institutions et entreprises limitent la diffusion et l'utilisabilité de leurs données.
 - ▣ Des conflits de divulgation ont également lieu au sein de conflits d'aménagement.
 - ▣ La plupart des collectifs que j'ai étudiés déplorent l'opacité des organisations contre lesquelles iels luttent.

- Les industries françaises organisent activement un manque de culture sur les risques industriels.
- Les collectifs d'opposition à des aménagements ou constructions existantes utilisent plusieurs tactiques pour mettre les documents urbanistiques et techniques au service de la lutte :
 - Interpréter les documents en prenant en compte leur origine et les intérêts des énonciateur·rices.
 - Identifier les fragments pertinents.
 - Douter pour faire tenir le collectif.
 - Manipuler les documents et les données.

8. DISTRIBUTION DU TRAVAIL ÉPISTÉMIQUE ENTRE COLLECTIFS MILITANTS

Les collectifs en lutte contre un projet d'aménagement ou une infrastructure ne peuvent seuls suivre toutes les actualités et détenir tous les savoirs utiles à leur mobilisation. Iels mettent en place différentes formes de coopération, qui peuvent servir à coordonner leurs actions, à porter des revendications collectives, mais aussi à échanger sur leurs situations respectives et les sujets qui les concernent : projets de lois, nouvelles infrastructures, dispositifs d'urbanisme, etc. Comme beaucoup d'activités des collectifs militants que j'ai rencontrés, la coopération épistémique n'est pas une fonction isolée mais prend place dans des dispositifs de coopération plus généraux.

Dans cette partie, je commencerai par présenter quelques formes de distribution du travail épistémique, puis je décrirai la manière dont Saccage 2024 permet la circulation de savoirs entre collectifs. J'expliquerai d'abord en quoi il était important pour les militant·es d'avoir un espace de partage autour des JO 2024. Je décrirai ensuite comment Saccage agrège les savoirs de nombreuses luttes locales, en grande partie grâce à des contacts interpersonnels. Enfin, je présenterai différents leviers qu'ils utilisent pour les diffuser.

Différentes formes de distribution du travail épistémique

Je décris ici quelques manières dont des collectifs d'opposition à des projets d'aménagement que j'ai rencontrés échangent sur leurs objets de mobilisation. Cette liste n'est ni exhaustive, ni exclusive à ce genre de mobilisations. Chaque catégorie est introduite par une suite de termes, qui sont entre guillemets s'ils sont utilisés par des militant·es.

- ▣ **"INTER-COLLECTIF", "COORDINATION", "COALITION"** : un collectif créé par plusieurs collectifs pour revenir sur l'actualité de chacun, se tenir au courant des actions et agir collectivement. Il se réunit moins souvent que les collectifs membres et ceux-ci peuvent y être représentés par une personne mandatée. C'est le cas de la coordination des luttes locales d'Île-de-France, mais aussi d'autres coalitions qui ont émergé récemment : sur les projets routiers, les fermes-usines, etc.
- ▣ **"RÉSEAU"** : un ensemble de collectifs reliés par des communications numériques et éventuellement des rencontres irrégulières. Iels reconnaissent une identité à l'espace social créé par ces communications, notamment en lui donnant un nom. Plusieurs exemples :

- ▣ **TECHNOPOLICE**¹³, un réseau que je n'ai pas étudié mais dont j'ai pu discuter avec des membres à l'occasion d'une rencontre organisée avec Saccage. Il s'agit d'une initiative décentralisée de lutte contre les technologies de surveillance, qui propose différents outils numériques communs à des groupes locaux : un forum, des documents partagés, des cartes collaboratives des caméras des villes. Iels ont également conçu plusieurs guides (voir notamment *La Quadrature du Net* 2022). À ce jour, plusieurs groupes locaux sont actifs et publient même leurs propres documents, comme Technopolice Belgique et Technopolice Marseille. Ils organisent des expéditions de cartographie de caméras, comme levier d'enquête et de mobilisation :

La cartographie des caméras peut être un moment convivial de rencontre entre des personnes qui souhaitent se mobiliser et se renseigner sur la surveillance. C'est aussi l'occasion de prendre le temps de voir concrètement ces dispositifs et de se rendre compte de leur omniprésence dans notre quotidien.

- ▣ Les conversations Telegram et les ateliers de **NOTRE MAISON BRÛLE** font partie de cette catégorie, même si le réseau n'a jamais complètement pris selon les dires des militant·es. En effet, la carte n'a pas été mise à jour par les membres et beaucoup de conversations n'étaient pas très actives.

Selon Rhizome, c'est en partie dû au fait que les ateliers auraient pu être mieux organisés pour inclure plus de gens. Iel a contribué à l'atelier à Saint-Nazaire, qui avait selon ellui plusieurs problèmes : il était trop tourné vers les associations locales qui avaient déjà une connaissance très étendue des risques industriels de la région, voire plus que ce qui pouvait être fourni par les militant·es. Iel a donc eu le sentiment que l'atelier ne leur avait pas apporté grand-chose. Iel explique aussi que des différences de culture militante ont pu rendre la communication avec Épi et Bourrasque difficile : les membres d'associations étaient plus âgé·es et se seraient senti·es brusqué·es par leurs ambitions. Peu de membres des associations sont donc venu·es.

- ▣ En un sens, on pourrait également considérer que l'**EJATLAS** est un réseau. Temper, Bene, et Martinez-Alier (2015) expliquent que des militant·es

¹³ <https://technopolice.fr/>

ont d'emblée été incluses dans la description de chaque conflit socio-environnemental sur la carte. Ils attestent également que de plus en plus d'activistes se servent de la plateforme, avec l'aide de groupes locaux de l'EJAtlas, pour publiciser des conflits environnementaux et interagir avec d'autres communautés.

- ☐ **MÉTA-COLLECTIF** : un collectif indépendant, créé pour soutenir plusieurs collectifs dont les luttes sont liées. À la différence des inter-collectifs, ils ont leurs propres membres et peuvent avoir des revendications spécifiques. On peut citer Terre des luttes, qui tente de coordonner le mouvement des luttes locales, mais aussi Saccage 2024, qui soutient les groupes en prise avec des conséquences des JOP 2024.
- ☐ **COLLECTIF D'ENQUÊTE** : certains collectifs sont entièrement dédiés à produire des savoirs au service de mobilisations. On peut citer Enquête critique¹⁴, Reprises de terres, Revue Z¹⁵, la Plateforme d'enquêtes militantes¹⁶ ou encore Échelle inconnue¹⁷.
- ☐ **"RENCONTRE", "ASSISES", "RASSEMBLEMENT", "FESTIVAL", "CAMP"** : des moments qui peuvent durer entre quelques heures et plusieurs semaines, et rassemblent exceptionnellement plusieurs collectifs pour échanger sur leurs expériences, nouer du lien et s'organiser ensemble. On peut citer dans cette catégorie :
 - ☐ Le rassemblement intergalactique sur la ZAD de Notre-dame-des-Landes, qui a rassemblé 2000 personnes en 2021.¹⁸
 - ☐ Le camp des rayonnantes, organisé dans la Meuse en 2021 pour réunir les luttes antinucléaires.¹⁹
 - ☐ Les assises des luttes locales d'Île-de-France, auxquelles j'ai assisté.
 - ☐ On pourrait également considérer que la randonnée sur les centrales électriques dans le Finistère en fait partie, en ce qu'elle a permis à des personnes de différentes luttes contre des infrastructures énergétiques de revenir sur leurs expériences.
- ☐ **DOCUMENTS**, comme des brochures, des articles de blog, des films, des livres, des revues, des podcasts, etc. Édités depuis les collectifs, ils peuvent être partagés sur des plateformes communes : Infokioskes²⁰ pour les brochures, le Réseau mutu²¹ pour les articles, etc.

14 <https://enquetecritique.org/>

15 <https://ladernierelettre.fr/revue-z/>

16 <https://www.platenqmil.com/>

17 <https://www.echelleinconnue.net/accueil/>

18 <https://zad.nadir.org/spip.php?article6836>

19 <https://meusenature.fr/sortie/les-rayonnantes-un-camp-rayonnant-et-antinucleaire-en-meuse/>

20 <https://infokiosques.net/>

21 Un rassemblement de "sites d'info alternatifs locaux", <https://reseaumutu.info/Presentation-du-reseau-Mutu-001>

Les JOP 2024 nécessitent une "contre-propagande" dédiée

Il est intéressant de noter qu'au sens de la typologie proposée ci-dessus, Saccage 2024 a d'abord été un inter-collectif. Lac me racontait sa formation au cours de notre entretien :

LAC : Je me souviens plus de l'ordre. Mais en gros je connaissais des gens au LEO, on commençait à parler des JO, mais de manière assez vague, c'était dans 4 ans. On entendait dire qu'il y avait des caméras de surveillance, un nouveau commissariat de police à Saint-Denis. On se disait qu'il fallait s'y intéresser, et à l'été 2020 j'étais au festival à Notre-dame-des-Landes. Et du coup il y a eu une réunion sur la vague d'actions contre la réintoxication du monde, j'y étais allée et il y avait des gens de l'Île-Saint-Denis. Dans les propositions on avait tous les 2 envie de faire un truc sur les JO.

VICTOR : Donc les gens de l'Île-Saint-Denis et toi qui représentais le LEO.

LAC : Non, je représentais le groupe local XR Pantin. On s'est donné rendez-vous à la rentrée. [...] très vite j'ai rencontré le collectif de défense des Jardins d'Aubervilliers, je suis allée aux événements de Notre parc n'est pas à vendre, et on s'est dit qu'on allait faire une action ensemble, pour le 17 novembre.

VICTOR : Donc avec ces collectifs là.

LAC : [Il y avait aussi] le Comité de vigilance, Pluie [de Pleyel Avenir] et d'autres personnes de Pleyel, il y avait les Brigades de solidarité populaire, le MNLE je crois.... Du coup le collectif de l'Île-Saint-Denis [...] Et après ce premier truc ensemble, on a eu envie de continuer des Toxic tours, et de là l'idée est née de faire des réunions intercollectifs... On a pas dit "on veut créer un collectif", il y a eu une action et après on s'est dit que c'était cool, puis Youth For Climate est arrivé, Non aux JO...

Ainsi, au début, il ne s'agissait que d'échanger sur les luttes de chacun·e et éventuellement d'organiser d'autres actions communes. Mais comme expliqué précédemment, les JOP ont des effets spécifiques, dont certains peuvent difficilement être traités avec une focale locale. Saccage est donc progressivement devenu un méta-collectif qui agrège et diffuse les savoirs des luttes locales et enquête sur les JOP.

Cette concentration sur ce qui se passe au-delà des aménagements — histoire des JO, droit, institutions, acteur·rices, surveillance, stratégies rhétoriques, etc. — s'explique également par le grand nombre d'aménagements accélérés par les JOP. Il serait impossible au groupe coeur de 15-20 personnes de s'informer en continu sur tous les chantiers : Bosquet en comptait 45 à l'occasion d'une rencontre-débat, et le site de la SOLIDEO²² annonce 62 "ouvrages". En analysant le Mattermost, j'ai relevé 34 aménagements mentionnés, qui pouvaient également être des ensembles d'aménagements comme "chantiers JO du 93" (9 occurrences).

22 <https://projets.ouvrages-olympiques.fr/>

Avec 55 messages les concernant, ça fait une moyenne de 1.6 message par aménagement, ce qui confirme qu’au global la quantité d’information partagée par projet est très mince.

Ainsi, Galet expliquait en introduction de 2 rencontres intercollectifs que Saccage avait 2 objectifs dès sa création :

- ☐ Créer du savoir et du contenu anti-olympique francophone, et en tirer une “contre-propagande” : stickers, affiches, brochures, réunions publiques.
- ☐ Créer et soutenir des “foyers de contestation”, à travers des liens avec les luttes locales et autres collectifs militants.

Cette importance de la diffusion d’un contre-discours surprend souvent les personnes qui viennent pour la première fois aux réunions publiques, dont certain·es probablement de culture autonome, préféreraient discuter immédiatement d’action directe. Mais les membres de Saccage avancent que la principale difficulté à laquelle iels se confrontent pour mobiliser est la “force de propagande” dont disposent les promoteur·rices des JOP. Par exemple, quand une personne demandait lors d’une conférence-débat quels espoirs peuvent avoir les anti-JOP français·es, Écorce répond que “les marges passent beaucoup par l’image des JO”, et Torrent ajoute plus tard :

On est sur une guerre culturelle, les JO ont une force de propagande démesurée. Donc vous pouvez commencer par en parler autour de vous pour faire comprendre que les JO c’est vraiment de la merde.

Saccage 2024 agrège les savoirs de luttes locales grâce à des contacts interpersonnels et la diversité de ses membres

Le fait que Saccage soit un méta-collectif donne une morphologie particulière à son diagramme d’écologie informationnelle. Il a peu près une forme de sablier, avec :

- ☐ En bas, des liens d’investigation (noirs) depuis des collectifs divers, principalement sur des chantiers JO.
- ☐ Le cône bas du sablier est créé par la grande quantité de liens de partage (blancs) qui vont des collectifs à Saccage 2024.
- ☐ Le point central du sablier est Saccage. Sa situation est exceptionnelle comparée à mes autres terrains : le noeud est clairement le plus gros du graphe, signalant qu’il reçoit une grande quantité de savoirs. On peut le comparer à

celui de la Vigie citoyenne, qui est très petit, ce qui signifie que ses membres sont très proactif·ves dans l’enquête.

- ☐ Le cône haut du sablier est créé par le repartage ou l’édition (liens blancs et gris) de ces informations à travers des newsletters, des tracts, des projections, des réseaux sociaux, un site internet, etc.

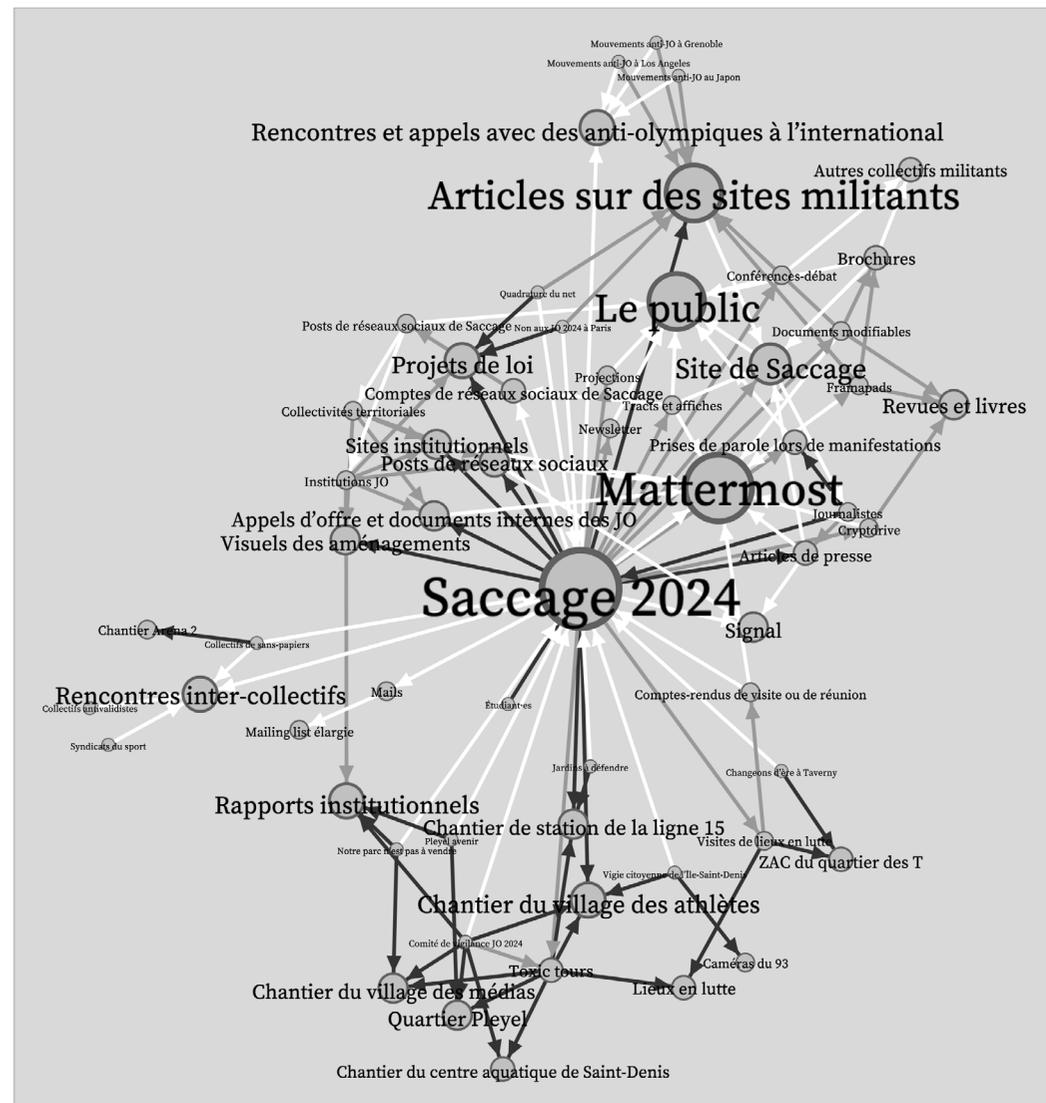


Diagramme d’écologie informationnelle de Saccage

On peut noter d’autres caractéristiques qui illustrent les points mentionnés dans la section précédente :

- ☐ Comme l’enquête de Saccage 2024 porte sur “les JO en général”, les principaux objets d’investigation du collectif sont des projets de loi, des sites institution-

nels, des posts de réseaux sociaux, des articles de presse. Ce cluster est visible en haut à gauche du graphe.

- ▣ Les chaînes d'inscription sont rarement longues, et peu d'inscriptions issues des collectifs locaux soutiennent directement une production éditoriale ou l'organisation d'un événement. Cet aspect aurait pu changer si j'avais suivi le collectif pendant plus longtemps, mais dénote tout de même le rôle éditorial de Saccage : iels produisent les supports et parfois les savoirs que les collectifs en prise avec les aménagements n'ont pas le temps de faire.

Comment se matérialise cette division du travail dans les pratiques des militant·es ?

Premièrement, CERTAINS SAVOIRS SONT TRANSMIS GRÂCE À DES DOCUMENTS. Bosquet expliquait à ce propos que Saccage s'est beaucoup appuyé sur les investigations des précédents collectifs, en partie grâce au document "Saccage 2024". *Petite encyclopédie de l'héritage à venir en Seine-Saint-Denis*, publié en 2021. Elle a été co-écrite par 4 collectifs :

- ▣ Le Comité de vigilance JO 2024
- ▣ Notre Parc n'est pas à vendre
- ▣ Le MNLE 93, pour Mouvement National de Lutte pour l'Environnement
- ▣ Le Cahier Citoyen de Plaine Commune

J'ai croisé les 2 premiers au cours de mon enquête, les 2 derniers semblent moins interagir avec les membres de Saccage aujourd'hui. Mais l'expertise qu'ils avaient construites sur les JOP a pu être transmise à travers ce document : certaines brochures sur les aménagements que j'ai lues semblaient décliner les arguments de l'encyclopédie, même si de nouveaux éléments sont apparus avec l'avancement des travaux. Galet mentionne d'ailleurs avoir beaucoup appris avec ce document et copié-collé des fragments sur le site internet de Saccage.

Deuxièmement, CERTAIN·ES MEMBRES CONTRIBUENT À DES ENQUÊTES SUR DES AMÉNAGEMENTS EN-DEHORS DE LEURS MANDATS DE SACCAGE. Comme certain·es sont impliqué·es directement dans des luttes locales, iels sont identifié·es comme référent·es sur des chantiers :

- ▣ Torrent, qui est très impliqué·e dans la défense des Jardins d'Aubervilliers, donne des nouvelles des chantiers lors des réunions de Saccage et de la coordination des luttes locales d'Île-de-France.
- ▣ Nuage suit l'avancement du village des athlètes. Iel participe aux réunions publiques liées à l'ANRU et aux JOP sur l'Île-Saint-Denis, collecte des documents, prend des photos et des notes lors de ces réunions.

Cette dimension extérieure de l'enquête sur les aménagements est confirmée par de nombreuses observations. Toutes les mentions du village des athlètes dans mes notes de terrain sont issues de conversations avec Nuage en-dehors de réunions ou d'événements à Saccage. De même, si les jardins d'Aubervilliers ont été mentionnés à de nombreuses reprises dans des débats, projections ou rencontres intercollectifs organisées par Saccage, Torrent n'a donné des renseignements dessus qu'une fois à une réunion Saccage, avant qu'on la commence. De plus, une

des seuls occurrences du mot "enquête" dans mes notes d'observation est dans la proposition de Racine de soutenir l'enquête d'un collectif de Gilets noirs sur le chantier Arena 2 à Porte de la Chapelle. De leur côté, Galet et Lac ne considèrent pas qu'entretenir une connaissance précise des aménagements fait partie de leur rôle.

Troisièmement, LES CONNAISSANCES ET LES CONTACTS DE CHACUN·E SONT SOLICITÉS EN FONCTION DES INITIATIVES DU MOMENT. Ainsi, lors d'un appel pour initier la création d'une carte des JOP, il a assez vite été décidé de faire appel à des personnes de collectifs amis pour rassembler des informations précises sur les aménagements. Chaque personne impliquée a contacté par message, appel ou mail les personnes qu'il connaît dans d'autres collectifs. Ce travail de lien représente une bonne partie du quotidien des militant·es. Ainsi, lors des réunions, j'ai souvent assisté à des moments où les militant·es parlaient d'autres collectifs, et où la discussion se concluait par le mandat d'un·e militant·e pour assurer le contact avec elleux. Une grande partie, et parfois la totalité du temps de réunion interne est consacré à discuter de nouvelles sollicitations de Saccage ou de contacts avec d'autres collectifs. Des formules comme "j'ai pas de contact direct", "qui a un contact direct ?" ou "je peux les contacter" sont souvent utilisées. Avoir un "contact direct" signifie avoir déjà une interconnaissance avec au moins une personne du groupe, et donc pouvoir la joindre et communiquer facilement avec elle.

Quatrièmement, LORS D'UNE PREMIÈRE PRISE DE CONTACT AVEC UNE LUTTE LOCALE, DES MEMBRES SE RENDENT SUR PLACE POUR MIEUX CONNAÎTRE LA SITUATION ET NOUER DES LIENS. C'est par exemple ce qu'ont fait Écorce et Lac, lorsqu'ies sont allé·es à Taverny et à la colline d'Élancourt. Avec les personnes mobilisées, iels visitaient les sites aménagés, ce qui nourrissait ensuite une discussion plus générale sur les politiques locales. Galet et Lac précisent que ces démarches sont autant un enjeu d'acquisition de savoirs que de soutien à des "foyers de contestation". C'est une des manières dont les "contacts directs" sont acquis à Saccage. Taverny a par exemple bénéficié du lien avec Saccage parce qu'ils ont réussi à faire venir des médias nationaux pour publiciser la lutte contre la piscine et la ZAC. Comme je l'ai déjà évoqué plus haut, les prises de contact sont souvent restituées sur le Mattermost : un des types de messages que l'on retrouve le plus sur les 5 canaux que j'ai étudiés concernent les liens avec d'autres collectifs.

Saccage 2024 édite, diffuse et rend accessibles les savoirs liés aux JO

Si chaque lutte locale organise ses propres événements et publie ses propres documents, Saccage est identifié par certain·es comme ayant plus de savoirs-faire et de ressources pour visibiliser une lutte. De fait, le rythme des événements, manifestations, publications, réunions, est très élevé : nous nous réunissons au moins une fois par semaine et certaines réunions sont publiques, des conférences-débat sont organisées régulièrement, plusieurs brochures ont été publiées sur mes quelques mois d'implication dans le collectif, etc.

Publications

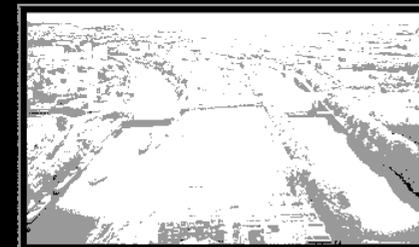
Plusieurs savoirs-faire éditoriaux sont entretenus à Saccage, dont un des principaux est l'édition des brochures. Début 2023, le site en recensait 25, et certaines sont également doublées d'une page web. Elles sont imprimées en masse par les membres qui ont accès à une imprimante à leur travail : principalement Galet et Écorce. L'infokioske est constitué de tous ces documents, auxquels sont ajoutés quelques ouvrages en consultation. Il est apporté à chaque événement Saccage par Galet, dans de grands sacs voire dans une petite remorque qui se déploie pour créer une table.



La remorque-à-info de Saccage lors d'un rassemblement devant le COJO de novembre 2022 — Source : compte twitter de Saccage 2024

Ce mode de diffusion est peu coûteux, et peut être relayé par d'autres personnes ou collectifs. De ce fait, les brochures peuvent avoir une vie matérielle complexe : distribuées, échangées, mises à disposition, prêtées, empruntées pour quelques minutes, données, etc. Ainsi, au cours de ma première observation à Saccage, beaucoup de gens ont pris des brochures et les lisaient en attendant le début de la conférence-débat. Lors d'une autre conférence-débat dans un squat parisien, Écorce a laissé des brochures dans leur infokioske. J'ai également vu d'autres brochures de Saccage lors de mes passages dans un autre squat.

L'île Saint-Denis, un écoquartier pas si éco !



L'île Saint Denis est une petite commune du 93. Sur une partie de l'île devrait atterrir une partie du futur « Village des Athlètes », nommée sympathiquement « écoquartier fluvial de l'île Saint Denis », sous maîtrise d'ouvrage de la SEM-Plaine Commune Développement. Nous partageons dans cet article des points d'alertes ou d'inquiétudes issues d'observations menées par la vigie citoyenne Île Saint Denis.



Un article sur le site de Saccage créé à partir d'une brochure — Capture d'écran personnelle

Présentation générale :

- **Petite encyclopédie de l'héritage à venir en Seine-Saint-Denis** : Document détaillant projet par projet ce qu'on nous impose. (Format page ; Format brochure)
- **Jeux Olympique 2024 – Accélérateur de Saccages** : Carrousel réalisé par Youth For Climate – IDF. Version synthétique et esthétique de la Petite encyclopédie. (Format page ; Format brochure)
- **JO Paris 2024 : un spectacle au service du capital** : Brochure de 12 pages réalisé par l'union syndicale Solidaires 93 : solidaires93.org (Format Page)
- **C'est quoi les Jeux Olympiques et pourquoi on est contre** : Petit tract de 4 pages synthétique. (Format Page) <- Notre best-seller !

Paris 2024 décortiqué :

- **Saccage d'Or!** – Qui sont les élu.es qui ont le plus saccagé ? : Classement et récompense décerné aux élu.es saccageur. (Format page ; Format brochure)
- **Ni en 2024, Ni jamais NON au Big Brother Olympique** : Article expliquant le lien entre loi sécurité globale et les Jeux Olympique. (Format page ; Format brochure)
- **Les JO de Paris en 2024 seront l'occasion de pratiques sociales pour le moins douteuses** : Analyse de deux éléments inquiétants de la charte sociale pour les Jeux Olympiques : le renforcement du bénévolat et la précarisation du travail. (Format page ; Format brochure)
- **A Saint-Ouen, les JO poussent un foyer dehors** : Article de Mediapart retraçant l'histoire du Foyer ADEF de Saint Ouen. (Format page ; Format brochure)

Une roselière détruite à Vaires Torcy (77)

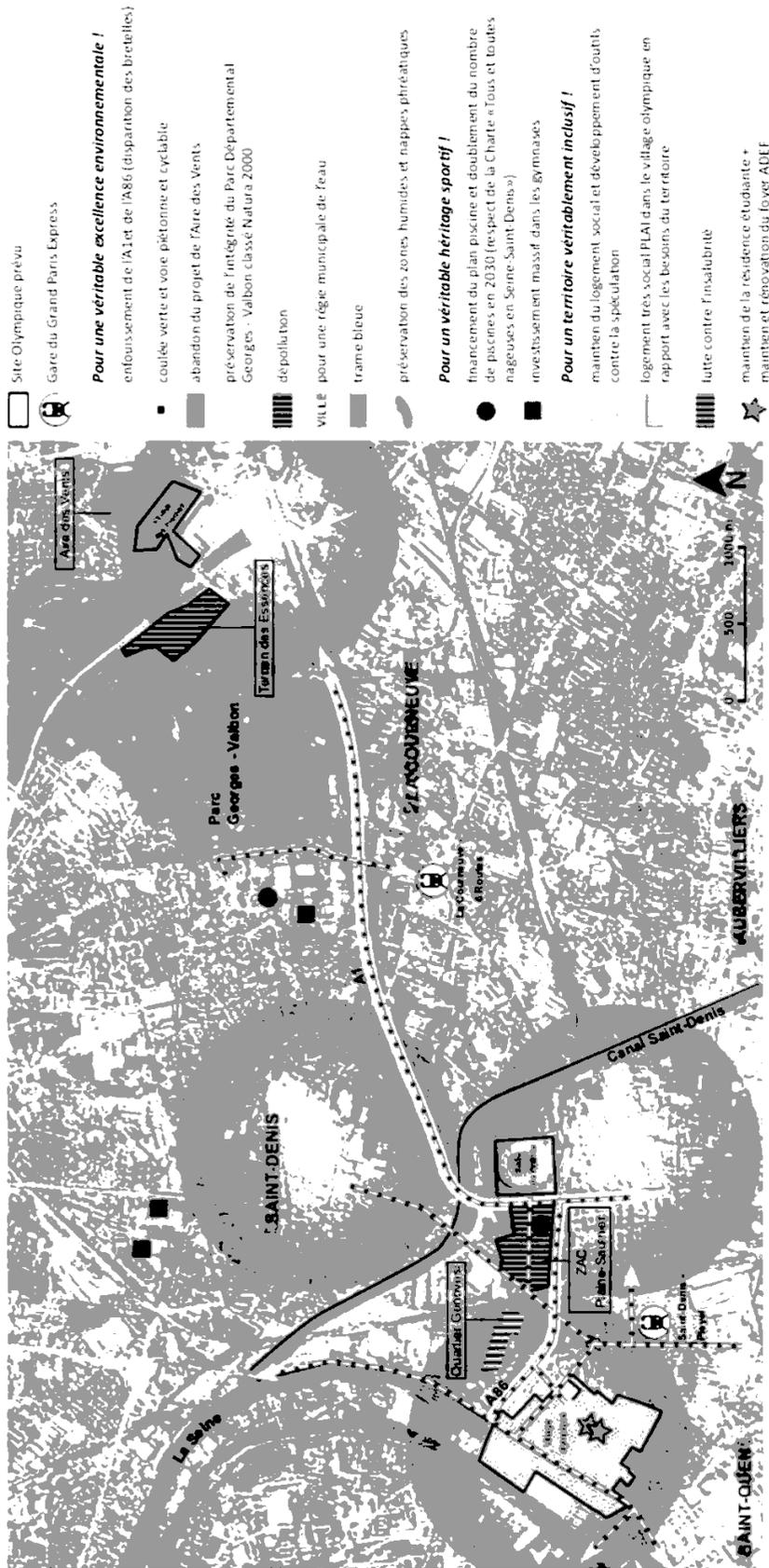
6 février 2023
Le Samedi 04/02 nous avons visité la base nautique ...
[Continue reading →](#)

[Voir tous les articles ...](#)

L'infokioske en ligne — Capture d'écran personnelle

NOTRE PROJET POPULAIRE POUR 2024

Pour un héritage véritablement écologique, inclusif et sportif !



Carte d'un contre-projet conçu par le Comité de vigilance — Source : page facebook du Comité de vigilance JO 2024

8. DISTRIBUTION DU TRAVAIL ÉPISTÉMIQUE ENTRE COLLECTIFS MILITANTS

Ces constats contrastent avec les activités d'autres collectifs : la Vigie citoyenne de l'Île-Saint-Denis n'a édité qu'une brochure, le Comité de vigilance aucune. Comme je l'ai déjà suggéré, cela provient en partie de différences de tendances militantes, pointées par Galet, Lac, Bosquet et Brise : les brochures circulent beaucoup dans les milieux anarchistes et autonomes. Ainsi, lorsque Brise m'expliquait qu'il souhaiterait faire un bilan de tous les problèmes des aménagements soulevés par le Comité, iel précisait :

Ça c'est un travail que j'aimerais faire dans les prochains mois, puis le lancer aux médias, ou que Saccage le mette en forme, le mette en page un peu sexy et tout.

D'autres formes d'écriture sont régulièrement investies par les militant·es : tracts pour dénoncer un projet de loi, un aménagement, ou pour annoncer un événement, articles de presse pour ceux qui ont des contacts, comme Rocher à Lundi Matin. On trouve aussi plus rarement des livres ou des revues, comme ceux de Limon et Bosquet.

Si ces modes de diffusion de savoirs sont en partie déterminés par ce que j'ai appelé "tendance militante", ils sont également liés aux savoirs professionnels des membres. Limon est docteur en droit, et sait coordonner la création d'un livre. Fossé est artiste plasticien·ne, iel met en page certaines brochure et propose régulièrement de nouveaux visuels. Similairement, je me sentais à l'aise pour concevoir des affiches et tracts de par ma formation en design.

L'implication de nouvelles personnes peut aussi faire varier les formats utilisés. Par exemple, Grenouille, un·e géographe nantais·e, a proposé son aide pour concevoir une carte des impacts des JOP 2024. Je m'y suis d'ailleurs beaucoup impliqué, ayant déjà réalisé des cartes subjectives. La proposition a été bien accueillie par certain·es membres comme Lac et Écorce, qui affirmaient qu'il n'existait pas de carte générale alors qu'on leur demandait souvent.

Les pratiques cartographiques étaient déjà bien ancrées au Comité de vigilance, grâce à l'implication d'au moins 3 personnes avec une formation d'urbanisme ou de géographie, mais aussi parfois par la nécessité de crédibiliser des contre-projets. Il ne faut toutefois pas surestimer l'importance des compétences professionnelles dans la diffusion de savoirs à Saccage : la plupart des visuels pour les réseaux sociaux, tracts, brochures, affiches, sont produits par des personnes qui n'ont pas de formation dans ce domaine.

Ces formats de diffusion n'ont pas pour vocation de convaincre des élu·es ou fonctionnaires, elles visent plutôt à faire prendre conscience aux gens de la manière dont iels sont concerné·es par les JOP 2024, dans l'espoir de faire grandir l'opposition. Les personnes les plus affectées étant souvent issu·es de milieux populaires ou de l'immigration, qui ont moins souvent bénéficié d'une éducation avancée, les membres de Saccage s'efforcent de demander peu de temps, d'efforts et de savoirs pour la lecture de leur "contre-propagande". Ainsi, lors d'une réunion interne où nous discutons du projet de livre à partir de brochures, Torrent a répété à plusieurs reprises que les écrits devaient rester synthétiques. Torrent et Galet ne faisaient pas confiance à Cratère, de Notre parc n'est pas à vendre, pour être synthétique dans sa mise à jour de la brochure sur le parc de la Courneuve. Galet

s'est donc proposé·e pour raccourcir après. De la même manière, à la fin de la rencontre avec les collectifs antivaldistes et les syndicats du sport, les personnes présentes semblaient unanimes pour dire que la brochure à écrire ensemble devait être "accessible", "claire", "courte", "synthétique", "simple". Iels souhaitent s'adresser à des personnes concernées par les JOP pas encore mobilisées ou politisées — comme par exemple les habitant·es des Francs-Moisins, concerné·es par le racisme et les violences policières. Bosquet a rappelé que cela peut contrevenir à l'envie d'utiliser des mots peu communs, comme celui de *motivation porn* proposé par les militant·es antivaldistes.

Évènements

Une autre fonction des savoirs créés ou compilés par les membres de Saccage est de rendre des collectifs autonomes dans leur critique des JOP. Lors de la réunion de préparation de la rencontre avec des antivaldistes et syndicalistes, cet objectif a été proposé à plusieurs reprises. Le bon niveau de transmission de ces savoirs a d'ailleurs été sujet à débat :

TORRENT : Moi [mes attentes vis-à-vis de la rencontre ce serait] des actions concrètes, des manifestations, et aussi des argumentaires échangés entre anti-JO et luttes contre les discriminations. L'idéal ce serait qu'ils puissent mener des actions anti-JO en autonomie après ça.

NUAGE : Il y a des chances que beaucoup de gens qui viendront connaissent déjà bien les JO.

TORRENT : Il y a une différence de niveau de connaissances quand même, je pense pas qu'ils connaissent les chantiers comme Cratère par exemple.

GALET : Je ne sais pas si c'est le moment de les former à l'argumentaire anti-JO. Pourquoi pas, mais l'enjeu c'est surtout de commencer à travailler ensemble.

TORRENT : Oui bien sûr, il s'agit pas de les former. Ce serait plus qu'ils repartent en se disant qu'ils peuvent lancer d'eux-mêmes des actions.

ÉCORCE : C'est des petites marches, on y va doucement. On pourrait commencer par créer des brochures thématiques, ou organiser des réunions publiques ensemble.

Ces 2 objectifs — mobiliser et autonomiser — se retrouvent dans la plupart des évènements organisés par Saccage. Entre mi-septembre et décembre 2022, j'ai réalisé 20 séances d'observation avec Saccage. Parmi elles, j'ai assisté à 3 rencontres-débat publiques, 3 projections ou conférences gesticulées, et 1 manifestation au cours de laquelle on pouvait assister à des discussions thématiques : surveillance, luttes locales, validisme. Ces chiffres sont largement sous-estimés parce que j'assistais peu aux projections et manifestations : il y a eu au moins une autre manifestation et 5 autres projections.

Les conférences-débat reprennent souvent une structure commune présentant les différents "saccages" occasionnés par les JO, tandis que les projections et conférences gesticulées sont souvent l'occasion de se renseigner sur une lutte en particulier — les jardins d'Aubervilliers par exemple — ou d'accueillir un point

de vue nouveau — comme des critiques internes des institutions sportives. Les militant·es ont par exemple profité de l'attention médiatique sur le Qatar pour organiser une projection de documentaires sur la situation là-bas, en y voyant l'opportunité de rallier à la cause anti-JOP par une critique des institutions du sport. Il arrive également que Saccage organise des présentations pour d'autres collectifs, comme l'ont fait Écorce, Galet et Lac auprès de nombreux collectifs hors d'Île-de-France.

Médias et entretiens

Enfin, les manifestations sont également l'occasion de transmettre des savoirs, d'abord aux participant·es lors de prises de parole ou de discussions thématiques, mais aussi aux journalistes convié·es ou venu·es d'eux-mêmes. Là encore, les *savoirs militants collectifs* (Nez 2011), le réseau de relations propre à Saccage, est un élément central de l'efficacité médiatique d'une manifestation. Saccage dispose d'un tableur avec des adresses mail et numéros de téléphone de journalistes, que l'on peut contacter à ces occasions. Du point de vue des militant·es, l'intérêt de ces exercices est que leur discours critique soit transmis à travers les médias avec le moins de modifications possibles, c'est du moins de cette manière qu'ils jugent la qualité des articles relayés sur la boucle Signal. Durant notre entretien, Galet et Lac ont ainsi discuté de la nécessité de retravailler le tableur pour en écarter les journalistes qui ne répondent pas, ou font des articles inutiles à la lutte.

Les journalistes ont rarement les mêmes objectifs, mais dépendent de Saccage pour avoir des articles intéressants, ce qui les amène à les coproduire. Ainsi, lorsque pendant une manifestation j'ai accepté de répondre avec Nid aux questions d'un·e journaliste de France Bleu et France Inter, j'ai compris que nous avions des intérêts communs : donner à le·a journaliste ce qu'il souhaite entendre pour que nos propos soient diffusés. Celui-ci l'a exprimé en demandant à Nid de développer certains points, à l'aide de gestes pendant qu'il parlait.

En-dehors des rassemblements publics, il est courant que Saccage reçoive des sollicitations de journalistes, d'étudiant·es et d'universitaires pour des entretiens. Je ne les ai pas comptées, mais il me semble qu'on en reçoit au moins une par semaine. Brise, qui est identifiée comme porte-parole du Comité de vigilance, me confiait qu'il reçoit au moins une de ces sollicitations par jour. La place et l'utilité de ces observateur·rices est souvent sujette à débat, mais Bosquet rappelle qu'ils accompagnent la mobilisation anti-JOP 2024 depuis longtemps :

C'est une réalité, moi c'est ce que j'appelle dans mes écrits une "stratégie d'alliance" [mise en place] par le Comité, mais aussi Saccage. Par exemple avec des journalistes, des architectes, notamment Yvan Fouquet, qui avait participé à ce document très bien avec les jardinier·es de la JAD, d'une certaine manière des alliances avec le milieu académique... nous on en fait partie. Ce travail-là était important... *Iel montre la revue*. C'était une contribution à la mobilisation. [...] Maintenant ce qui pêche c'est que ça reste un entre-soi un peu, on est quand même classe moyenne blanche éduquée, même si Saccage c'est un peu différent.

De fait, en-dehors de stratégies de diffusion de savoirs, accepter une grande partie de ces sollicitations permet à Saccage de recevoir de nouveaux militant·es

potentielles. C'est mon cas, mais aussi celui de plusieurs autres étudiant·es que j'ai croisé·es lors de mon terrain.

En résumé

- ☒ Différentes formes de distribution du travail épistémique
 - ☐ Inter-collectifs : rassemblements de plusieurs collectifs.
 - ☐ Réseaux : mise en lien de plusieurs collectifs principalement à travers des communications numériques.
 - ☐ Méta-collectifs : collectifs indépendants créés pour soutenir plusieurs collectifs dont les luttes sont liées
 - ☐ Collectifs d'enquête : collectifs dédiés à produire des savoirs au service de mobilisations.
 - ☐ Rencontres
 - ☐ Documents
- ☒ Les JOP 2024 nécessitent une “contre-propagande” dédiée
 - ☐ Les JOP ont des effets spécifiques, et il serait impossible de suivre tous les projets d'aménagement en même temps.
 - ☐ Saccage lutte contre les énormes moyens de communication dont disposent les JOP 2024.
- ☒ Saccage 2024 agrège les savoirs de luttes locales grâce à des contacts interpersonnels et la diversité de ses membres
 - ☐ Certains savoirs sont transmis grâce à des documents.
 - ☐ Certain·es membres contribuent à des enquêtes sur des aménagements en-dehors de leurs mandats de Saccage.
 - ☐ Les connaissances et les contacts de chacun·e sont sollicités en fonction des initiatives du moment.
 - ☐ Lors d'une première prise de contact avec une lutte locale, des membres se rendent sur place pour mieux connaître la situation et nouer des liens.
- ☒ Saccage 2024 édite, diffuse et rend accessibles les savoirs liés aux JO
 - ☐ Publications : Saccage est identifié pour ses savoirs-faire éditoriaux et de communication.
 - ☐ Évènements
 - ☐ Médias et entretiens

9. L'ENQUÊTE MILITANTE SERT-ELLE VRAIMENT À PRODUIRE DES SAVOIRS ?

Jusqu'ici, j'ai présupposé que les différentes démarches d'enquête mises en place par les collectifs d'opposition à des aménagements ou infrastructures avaient pour but de produire des savoirs, qui seront ensuite utilisés pour agir ou diffusés vers des publics. Ce découpage séquentiel est même inscrit dans la grille de catégories que j'ai utilisée au cours de l'enquête. Mais sur plusieurs de mes terrains, il est arrivé que différentes temporalités de l'enquête se croisent, que des démarches d'investigation aient des fonctions floues ou multiples.

Cette partie vise donc à ordonner les autres fonctions remplies par ce que j'ai appelé "démarches d'investigation". Dans la première partie, je décrirai la manière dont l'enquête peut permettre une appropriation collective des savoirs et la construction d'un concernement partagé, à travers des expériences sensibles et de coprésence. Dans la seconde, je montrerai comment elle peut être une manière d'agir sur les acteur·rices, les aménagements, les infrastructures et ses propres conditions de vie.

Appropriations collectives : se rencontrer, faire voir, faire sentir

Quelques distinctions concernant les mots que j'utilise dans cette section :

- ☐ *Appropriation* : faire en sorte que les savoirs acquis dans l'enquête militante soient compris et utilisables par les personnes concernées.
- ☐ *Incorporation* : appropriation par le corps, association de savoirs à des expériences sensibles.
- ☐ *Concernement* : sentiment qu'un aménagement ou une infrastructure a un impact sur sa vie, propension à se mobiliser pour demander des changements.

Les rencontres intercollectifs permettent de s'appropriier et de trouver des usages aux savoirs élaborés par chacun·e

Pour Choudry (2013), Maddison et Scalmer (2006), la "recherche activiste" a au cœur de son processus la construction de relations avec de nombreuses personnes et collectifs. C'est un travail constant, qui ne s'arrête pas lorsqu'il y a eu une publication, et qui porte ses fruits à beaucoup d'autres occasions. Ce point a déjà été illustré précédemment, lorsque je décrivais la manière dont certains mots circulent et sont réappropriés entre collectifs militants, pour faire converger des luttes.

De la même manière, la coordination des luttes locales d'Île-de-France favorise l'appropriation et l'usage des savoirs par chacun·e. Lors des assises, un·e des intervenant·es expliquait que la coordination était l'occasion de nouer un autre rapport aux savoirs :

Les luttes locales émergent parce qu'on accapare la parole à la place des gens. Donc moi je n'ai pas envie de faire la même chose. Je vous propose de lister ces projets tous·tes ensemble, parce qu'à la coordination nous sommes la carte, nous sommes toutes la coordination. Levez la main, donnez le nom, la localisation et quelques mots sur la lutte, mais rapidement. Si on s'entend pas trop ce n'est pas grave, c'est pareil entre tous les projets en Île-de-France.

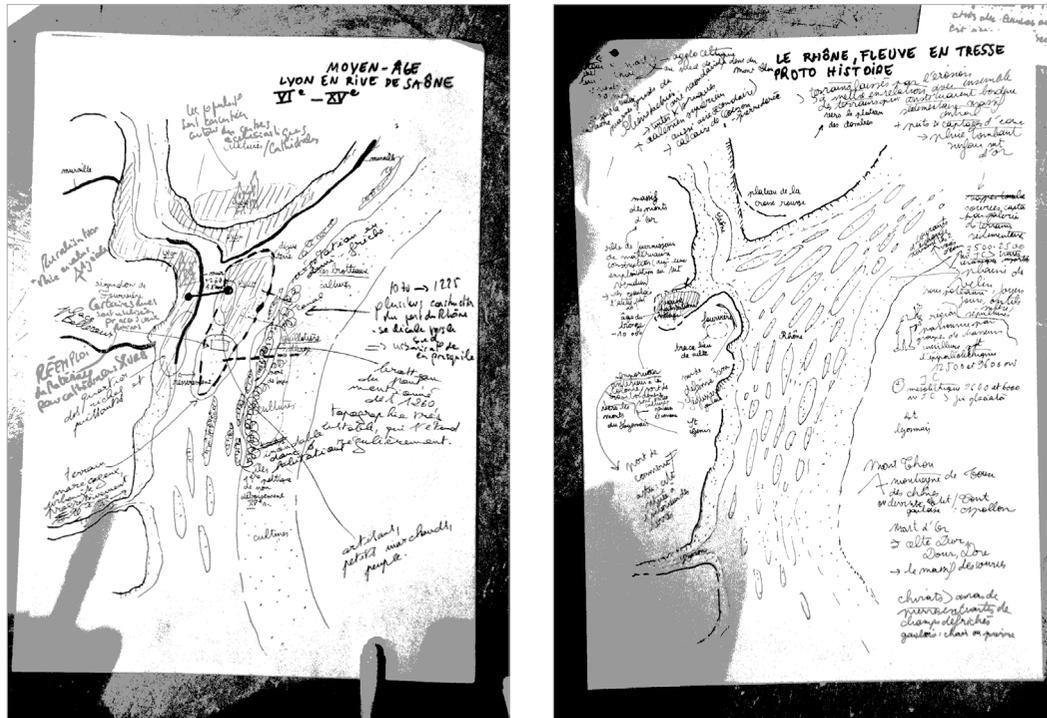
Les gens prennent la parole au fur et à mesure, on apporte le micro à certain·es lorsqu'on ne les entend pas bien. La parole est répartie par les intervenant·es, et les gens sont très souvent appelés par leur prénom. Cela dénote une forte interconnaissance des personnes rassemblées ici, ou au moins de celles qui prennent la parole.

Mais en plus de son rôle de partage, ce rassemblement de collectifs permet de trouver des usages concrets à leurs savoirs. Par exemple, à la fin des assises, Karst, militant·e historique de la lutte contre Europacity, a incité les participant·es à s'exprimer lors de la révision du schéma directeur de la région Île-de-France (SDRIF) pour "sortir un maximum d'atteintes au territoire". Ou plus tard, lors d'une réunion de la coordination, Vallée, un·e militant·e d'Alternatiba, a proposé aux collectifs présents de travailler ensemble sur une révision du plan climat :

On a été contacté·es par la mairie qui fait une révision du plan climat. Donc c'est du bullshit, mais iels veulent aborder la pollution de l'air, la mobilité, etc. Donc l'objectif pour nous c'est d'avoir une révision qui aille le plus loin possible, je sais pas si ça peut vous impacter ou pas. On a déjà pas mal d'infos sur la JAD, Saclay et Gonesse, donc on peut les faire passer.

La construction et le partage de savoirs au cours de ces réunions ont donc également des dimensions pratiques immédiates : se les approprier pour faire collectif, leur trouver des usages.

La cartographie peut aider à l'appropriation collective des savoirs sur les lieux et les aménagements



2 cartes de la confluence du Rhône et de la Saône annotées lors de nos lectures — Photographie personnelle

Les collectifs au sein desquels j'enquêtais prenaient en compte l'impact territorial des aménagements, à la différence d'une approche plus abstraite en terme de bilan matière ou carbone. Comme on l'a vu plus tôt, cela engage des savoirs géographiques, qui peuvent occasionnellement être construits et diffusés à l'aide de cartes.

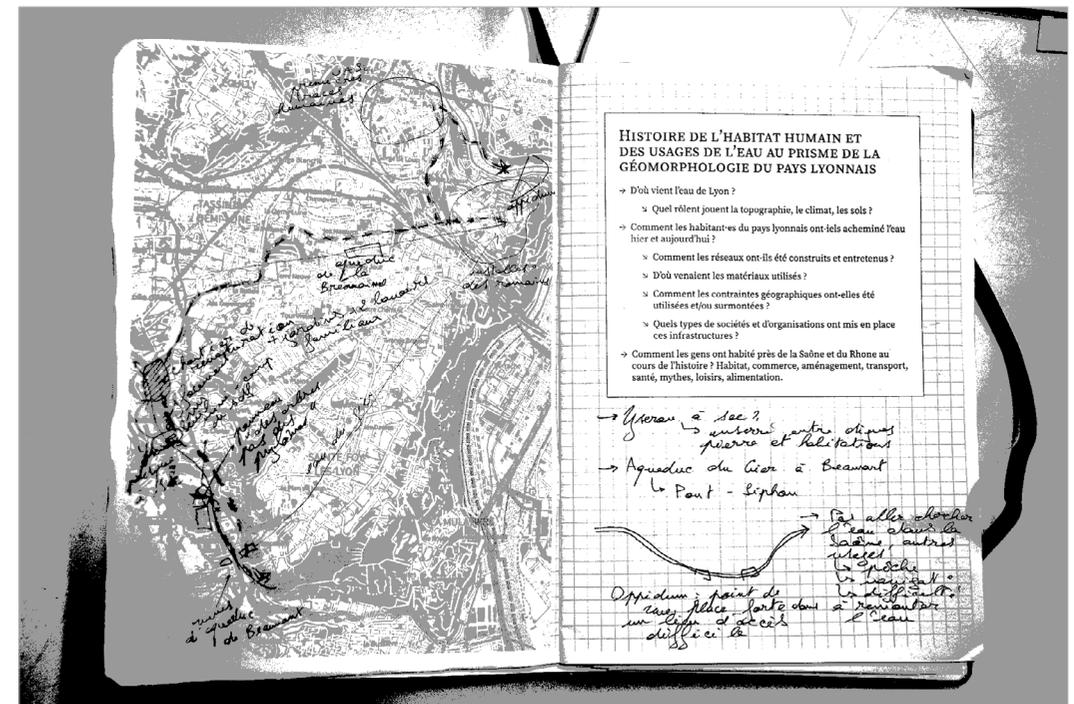
Celles-cis ont été particulièrement importantes dans l'appropriation collective des enseignements des ateliers du démantèlement, notamment parce que nos déplacements faisaient partie de l'enquête :

- ▣ **GOOGLE MAPS** nous a beaucoup aidé à nous repérer lors de nos arpentages, à commenter le paysage et à identifier les bâtiments qui nous entouraient.
- ▣ **LES CARTES PRÉ-DESSINÉES DU PAYS LYONNAIS** que Mousse avait conçues ont beaucoup été annotées. Elles apportaient des connaissances, pouvaient en recevoir, et nous ont permis de situer et discuter nos trouvailles historiques. Elles ont aussi pu être disposées sur la frise chronologique qu'on a construite par la suite, de manière à montrer les évolutions du paysage. L'usage de ces

supports partiellement remplis a semblé être efficace pour intégrer rapidement certaines personnes dans l'enquête.

- ▣ **LA CARTE IGN** que nous avons apportée a également permis à 2 urbanistes venu-es pour une journée de partager leurs savoirs professionnels, en montrant par exemple des motifs formés par le bâti ou des noeuds de voies de transport.
- ▣ **LA CARTE IGN ET UN FOND DE CARTE DU PAYS LYONNAIS** nous ont également permis d'annoter les transformations que nous souhaiterions pour le territoire.

Néanmoins, tous les supports cartographiques n'ont pas servi : les cartes des carnets d'arpentage se sont révélées trop imprécises à l'usage. Elles m'ont tout de même servi à situer des observations, mais je pense que peu d'autres personnes l'ont fait. Les observables définis sur les carnets étaient à mon sens trop flous, et comme ils demandaient un peu d'explication, ils n'ont probablement pas été utilisés du tout. Il aurait été intéressant de les discuter voir de les définir collectivement avant la marche.



Mes notes d'arpentage lors de la première journée — Photographie personnelle

Par ailleurs, Bosquet du Comité est sceptique sur l'usage de cartes dans des enquêtes militantes. Sa thèse à propos des JOP 2024 s'inscrit dans une remise en question de sa posture d'architecte-urbaniste à partir de ses expériences en agence, et iel m'expliquait douter de la possibilité d'inclure largement des habitant-es dans la conception de cartes de contre-projet. Il s'agirait d'un langage graphique trop abstrait, dans lequel la plupart des gens peinent à se projeter et à intervenir :

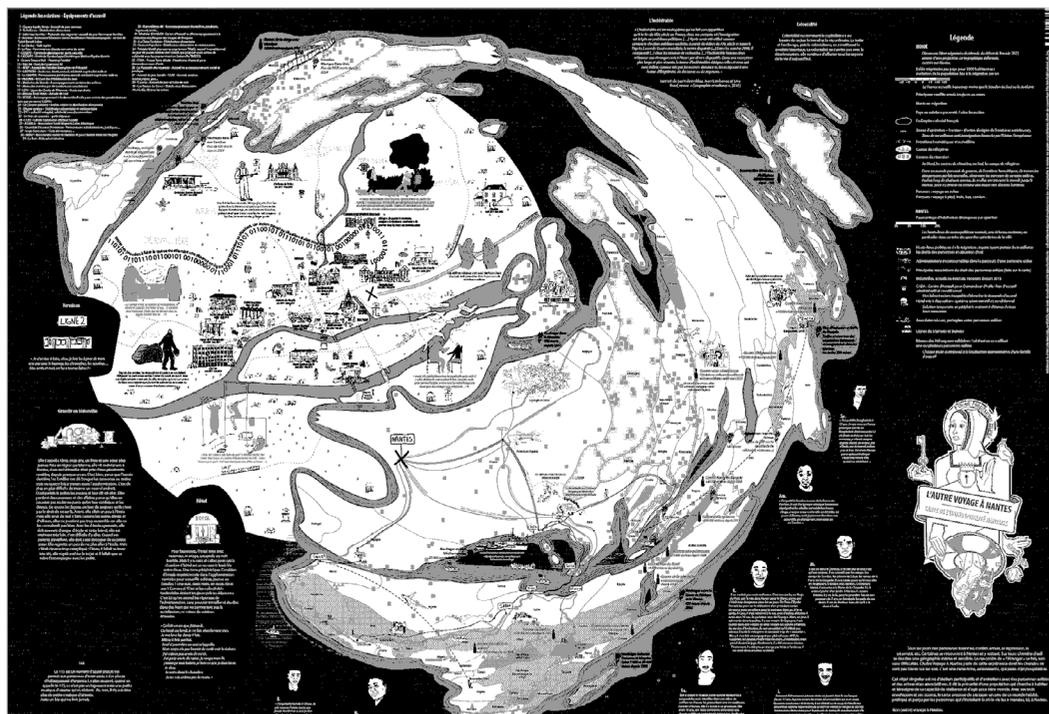
BOSQUET : Moi la production de cartes... tout le monde peut pas lire, dessiner une carte... moi c'est une question que je me pose. Est-ce que les projets alternatifs c'est un instrument de participation démocratique ? Je suis pas sûr-e.

VICTOR : Par exemple, est-ce que les gens arrivent à se projeter dans le support ?

BOSQUET : Oui, et est-ce qu'ils peuvent intervenir dans ce document ? Est-ce qu'ils se sentent légitimes, comprennent... c'est pas évident, un truc très abstrait, tout le monde a pas l'habitude de regarder un plan, une carte... ça situe, mais pour qui ? Pour des personnes qui ont l'habitude.

De fait, la plupart des participant-es aux ateliers du démantèlement avaient un niveau d'études supérieures élevé et une partie avaient des savoirs professionnels liés à l'urbanisme, le paysagisme, l'architecture ou le design. Conscient-es de ces difficultés, nous essayons en ce moment à Saccage de créer une carte de l'impact des JOP 2024 qui soit lisible par le plus grand nombre et puisse être un support de discussion. Nous avons notamment travaillé avec le collectif de géographes À la criée, qui ont introduit des principes issus de la géographie subjective et de la cartographie sensible :

- ☐ arpentage des lieux représentés
- ☐ déformation de l'espace en fonction des besoins
- ☐ sobriété de la légende, concentration des informations directement sur la carte
- ☐ usage de signes iconiques, compréhensibles sans connaissance d'un code



Une carte de Nantes réalisée par le collectif À la criée — Source : site internet d'À la criée

L'usage de cartes n'est donc pas la garantie que chacun-e puisse s'approprier les savoirs élaborés lors d'une enquête militante sur des aménagements ou infrastructures. Mais elles peuvent y contribuer de multiples manières lorsque les personnes y sont acculturées ou les construisent selon leurs besoins.

Les investigations in situ supportent l'incorporation des savoirs sur le territoire et la construction d'un concernement partagé

Visiter les sites de constructions apporte peu d'informations nouvelles et utilisables aux luttes contre des aménagements

Dans les collectifs dont j'ai dessiné les écologies informationnelles, seule la Vigie citoyenne produit des inscriptions à partir d'investigations sur place : photos de chantiers et notes de discussions avec des riverain-es. Les diagrammes du Comité de vigilance, de Notre maison brûle et de Saccage montrent que peu d'inscriptions sont produites à partir d'investigations in situ (peu de liens gris partent de noeuds de lieux), à l'inverse des recherches documentaires :

- ☐ Le **COMITÉ DE VIGILANCE** organise des Toxic tours sur les sites des JOP où peuvent venir habitant-es et journalistes, mais aucun document n'est produit à partir de ces visites.
- ☐ **NOTRE MAISON BRÛLE** organise des arpentages à la fin de ses ateliers.
- ☐ **SACCAGE** a également organisé des Toxic tours et ses membres visitent des sites des JOP à l'occasion de prises de contact.

Cela suggère que les visites de site n'apportent pas toujours d'informations utilisables dans la lutte contre des aménagements et constructions. On peut facilement l'expliquer dans le cas de Notre maison brûle, qui lutte contre des pollutions souvent invisibles à l'oeil nu, et dont l'efficacité de la prévention ne peut être évaluée qu'avec une inspection à l'intérieur des sites. Mais alors pourquoi la totalité des collectifs que j'ai étudiés ont-ils recours à des arpentages ?

- ☐ Bourrasque, de **NOTRE MAISON BRÛLE**, leur attribue 2 rôles : s'assurer que les savoirs acquis par les participant-es sont associés à leur environnement quotidien et fournir un cadre attirant pour la presse :

« Ce qu'on avait prévu à la fin c'est une balade toxique, où à partir de ce qu'on a observé, on va sur place pour visualiser ce qu'on a vu sur des cartes numériques. Être ancré dans la vraie vie, que les gens se rendent compte, et on en profite pour faire venir la presse, pour qu'il y ait un article sur le diagnostic.

- ☐ Selon Bosquet, du **COMITÉ DE VIGILANCE**, l'expérience des lieux permet aux participant-es d'incorporer des savoirs liés aux aménagements. Iel oppose ainsi les Toxic tour, qui seraient des "enquêtes collectives, partagées, in situ", aux insuffisances de la cartographie :

« Les Toxic tours ouais c'est un autre rapport, un rapport aux lieux, tu marches, tu expérimentes les lieux, tu rencontres les habitants et habitantes, donc

} tout le monde contribue à la construction de l'information générale. T'es visible sur l'espace public.

Lors des Toxic tours, le Comité préparait un parcours devant des aménagements. Des collectifs avaient été contactés pour parler de chaque projet, puis le micro circulait et chacun·e pouvait commenter et poser des questions. Iel relate ainsi une expérience où de nouveaux savoirs ont été construits et partagés au cours d'une étape :

} Notamment à un moment Pluie avait été à des réunions du foyer [ADEF de travailleurs migrants de Saint-Ouen, qui a été expulsé début 2021]. Iel disait "en fait globalement ça va", et j'étais à côté d'un gars qui disait que ça allait pas. Je lui ai proposé de parler, il voulait pas. Donc j'ai repris la parole, pour préciser ce qu'on m'a dit : "ça va pas tant que ça, et..." j'ai expliqué ce qu'il m'a expliqué.

Si ces expériences de marche ont selon Bosquet permis de mieux partager l'enquête militante, iel n'est pas sûr·e que ça ait aidé à mobiliser plus :

} Oui, mais est-ce que ces gens-là sont revenus ? En fait il y a plusieurs types de personnes qui s'y associaient : les journalistes, clairement, des étudiant·es, des personnes mobilisées localement, et puis aussi... t'as quand même un tissu militant d'assos à Saint-Denis, le Comité c'est des gens issu·es d'autres collectifs. Donc aussi ce genre de personnes. Maintenant est-ce que ça a permis de mobiliser plus de personnes ? Peut-être je sais pas.

☐ Malgré les objets d'enquête moins situés de SACCAGE, plusieurs membres se rendent près de chantiers dans différents cadres : prise de contact, Toxic tours, implications dans des luttes locales. Certain·es encouragent également les habitant·es à visiter des sites des JOP, notamment à l'occasion de 2 conférences-débat auxquelles j'ai assisté. Torrent et Écorce ont par exemple incité à se rendre près de chantier de la piscine de Saint-Denis pour se rendre compte de son ampleur, ou encore disaient en introduction :

} On a actuellement 39 grues, vous avez probablement pu les voir en venant si vous êtes pas de Saint-Denis

Dans la même perspective d'apprentissage sensible, Saccage est né en 2020 de la mise en place d'un Toxic tour à Saint-Denis, où les participant·es visitaient les chantiers en cours et futurs et discutaient des transformations du territoire.

Ainsi, il y a souvent peu d'intérêt en terme de construction d'une contre-expertise à se rendre sur des chantiers ou de constructions. Ces arpentages permettent néanmoins sur 3 de mes terrains de mettre en discussion des savoirs, de mieux les incorporer et de créer un concernement partagé à travers des expériences sensibles collectives.

Les démarches de terrain sont plus sollicitées dans les courtes enquêtes militantes

Les démarches de terrain sont encore plus courantes dans les autres cadres d'enquête militante que j'ai étudiés : les chantiers Reprises de savoirs et les enquêtes

d'Hydromondes. J'ai recensé plusieurs démarches d'enquêtes mises en place dans des chantiers Reprises de savoirs :

- ☐ Dans 2 chantiers au moins, des observations naturalistes ont été utilisées pour prévenir des aménagements. C'est le cas du travail de recension de la biodiversité amorcé à Notre-Dame-des-Landes, qui visait à produire des preuves utilisables juridiquement dans l'opposition à la construction d'une station essence.
- ☐ Le chantier *Louzaouiñ* : *Graines de luttes* proposait une enquête sur la pollution des eaux et des sols, à travers des relevés dans les environs de Rennes.
- ☐ Au chantier auquel j'ai participé, nous avons marché entre 2 centrales et utilisions les constructions et le paysage comme support de discussion et d'écriture.

Ces démarches ont en commun d'aller "sur le terrain", qu'il soit un sol pollué, une forêt, une mare ou une centrale. Cela contraste avec les pratiques d'enquête dominantes dans les luttes locales, qui reposent beaucoup sur des publications, des communications numériques et des réunions publiques. Je pense à 3 explications complémentaires pour expliquer cette récurrence :

- ☐ Beaucoup de personnes qui sont venu·es aux rencontres interchantiers disaient vouloir plus impliquer leurs corps dans l'acquisition de savoirs.
- ☐ Ayant lieu en été, les chantiers ne pouvaient pas trop "ressembler à du travail", comme l'a dit un·e organisateur·rice de la randonnée sur les centrales.
- ☐ La plupart des chantiers étaient vécus comme des moments d'apprentissage, ce qui peut expliquer que des démarches de terrain qui demandent des savoirs spécialisés aient été mobilisées.

Nous avons également réalisé 3 arpentages lors des Ateliers du démantèlement. Chaque matin, nous allions visiter une partie de la ville, pour observer des infrastructures, leur inscription dans le paysage, en discuter et partager des savoirs dessus. Nous sommes allé·es à :

- ☐ SAINTE FOY-LÈS-LYON : histoire des aqueducs et visite d'un chantier de renaturation de cours d'eau.
- ☐ VALLÉE DE LA CHIMIE : impact territorial des industries et des flux, observation des stratégies de marketing territorial.
- ☐ CANAL DE JONAGE : observation des canaux, enquête sur l'approvisionnement en eau de la métropole, discussions autour de la biodiversité.

Dans nos discussions, Mousse, Épi et Éclair insistaient sur l'importance des expériences sensibles pour incorporer des savoirs, et Épi récusait les conceptions purement livresques de la recherche. Mousse appuyait sur le terme "sensible", qui semble lui tenir à coeur du fait de sa formation de paysagiste. Épi m'expliquait de son côté avoir beaucoup appris sur la géologie, l'hydrologie et l'écologie au cours de luttes et aux côtés de naturalistes, tandis qu'Éclair me confiait être heureux·se de quitter l'austérité de l'ingénierie pour apprendre par d'autres biais.

De plus, les lieux ont eu une importance particulière dans nos recherches documentaires et celles de l'enquête sur le bassin-versant du Rhône. Le fonds docu-

mentaire régional de la bibliothèque municipale de Lyon est une ressource formidable pour apprendre quoi que ce soit sur le pays lyonnais. Pour l'écriture du livre, les membres d'Hydromondes profitent de leurs déplacements, de visites de musées de bibliothèques et de rencontres avec des collectifs pour acquérir des revues, des livres et des films documentaires. Iels les mettaient à disposition au cours des Ateliers du démantèlement.

Ainsi, dans toutes ces enquêtes ponctuelles qui ne s'inscrivent pas toujours dans des collectifs d'opposition, les démarches de terrain sont particulièrement courantes. Elles peuvent servir à apprendre des techniques d'investigation, à incorporer des savoirs par le sensible et dans certains cas, à initier la construction d'une contre-expertise.

Agir sur les acteur·rices, les aménagements et les infrastructures par l'enquête

Les démarches d'investigation sur les JO 2024 permettent dans le même temps de s'informer, d'interpeller, de publiciser et de mobiliser

Au cours de mon enquête, j'ai été frappé par la multiplicité des fonctions que les militant·es contre les JOP 2024 attribuent aux démarches d'investigation, ainsi que celles que je pouvais déduire de leurs comportements. De fait, s'informer est très rarement le seul objectif de ces démarches :

- ▣ Comme je l'ai suggéré plus haut, les TOXIC TOURS permettent de mieux partager l'enquête, éventuellement de mobiliser, mais aussi de publiciser grâce à la présence de journalistes. Lac mentionne aussi qu'ils aident à souder le collectif :

Les Toxic tours nous ont permis d'en apprendre plus sur chaque territoire, à se connaître, à organiser des choses ensemble. Moi c'est les premiers moments où j'ai compris des choses sur les JO. Organiser ça pour d'autres, t'apprends plein de trucs sur les territoires.

- ▣ Brise explique que participer aux RÉUNIONS PUBLIQUES permet de confronter les décideur·ses grâce à des prises de parole préparées.
- ▣ Brise profitait de ses LECTURES DES RAPPORTS D'ENQUÊTE PUBLIQUE pour publier des commentaires critiques directement sur Twitter et des plateformes de concertation :

VICTOR : Une fois que tu repères une info qui t'intéresse tu fais quoi ?

BRISE : Si t'as le temps, reviens très en amont sur la page Twitter, on faisait des threads. Je faisais des captures d'écran direct et je faisais le thread dans la foulée. Après on faisait... on a le droit de faire des remarques, des commentaires sur les sites. C'est plus en ligne mais à chaque fois on a fait un fichier qui récapitulait les problèmes qu'on voyait. Donc [on publiait sur le site de] l'enquête publique, et souvent doublé d'un thread Twitter. Parce qu'[il y avait une] bataille de com [...]. Donc on a monté un compte Twitter, j'aimais bien ça, je passais beaucoup de temps à essayer de les pourrir. Repartir de leur com et faire des threads où je taggais le maximum de journalistes. Ça nous a donné une crédibilité.

Ces lectures étaient donc l'occasion de publiciser les problèmes des aménagements et de crédibiliser le Comité de vigilance.

À Saccage 2024, peu de démarches d'investigation ont uniquement pour fonction de se faire un avis sur la pertinence d'un aménagement. Lac explique d'ailleurs que ce genre d'approche abstraite adoptée aux débuts de Saccage a rapidement échoué, Galet et Lac ont plus appris au cours de leur engagement :

VICTOR : Tu veux revenir rapidement sur "on essaye d'y comprendre quelque chose aux JO" ?

LAC : C'était une approche impossible des JO, on voulait comprendre les chantiers qui vont avoir lieu. Heureusement qu'on a pas fait tout ça. On a cru qu'on avait besoin de savoir plein de choses sur les JO avant de lancer des actions. Alors qu'en fait c'est pas comme ça que ça s'est fait, déjà il y avait des collectifs sur des choses particulières. [...]

L'enquête peut produire des effets de droit

Comme je l'ai déjà précisé dans les chapitres d'introduction, les démarches d'investigation peuvent produire des preuves juridiques : par exemple en démontrant le dépassement de seuils de pollution (Parasie et Dedieu 2019 ; Allen 2022) ou en identifiant des problèmes de santé récurrents (Wylie et Albright 2014 ; Allen 2022). Mais les démarches d'investigation peuvent elles-mêmes servir de preuves juridiques. Au cours de la réunion contre Green Dock à laquelle j'ai assisté, les militant·es élaboraient une stratégie pour obtenir les budgets du projet. Mais même s'ils savaient que l'entreprise de logistique Goodman refuserait leur demande, iels ont tout de même décidé de saisir la Commission d'Accès aux Documents Administratifs. En effet, avoir des preuves écrites du refus de transmettre les documents pourrait jouer en leur faveur lors d'un recours. Un·e militant·e explique :

Il y a plusieurs seuils pour saisir la CNDP. Green Dock a été budgété à 150 millions d'euros, et le seuil pour une concertation obligatoire est à 280 millions. Donc dans ce cas-là, la concertation est recommandée mais non obligatoire. Nous on voulait montrer que le projet coûtera plus de 280 millions, et c'est probablement pour ça qu'ils nous ont refusé l'accès aux documents budgétaires. Il faut pouvoir prouver qu'ils ne nous l'ont pas communiqué, pour faire ça on peut avoir recours à la CADA. La demande ne compte que si elle est adressée à travers la CADA.

De plus, toutes les informations juridiques qui intéressent les collectifs en lutte peuvent ne pas encore exister, et iels ont parfois recours aux tribunaux pour

statuer. À une réunion de la coordination des luttes locales d'Île-de-France, Karst expliquait que le Collectif pour la triangle de Gonesse a saisi le Conseil d'État pour trancher sur le périmètre de la loi JOP :

Il n'y a pas de projet, à part mettre des entrepôts, mais iels peuvent pas justifier la gare [de la future ligne 17 du Grand Paris] avec ça. Au niveau juridique, le Conseil d'État nous a donné raison : la loi JO ne s'applique pas au triangle de Gonesse.

On peut donc distinguer au moins 3 rapports au droit dans l'enquête militante contre des projets d'aménagement, qui sont non-exclusifs :

- ☐ L'enquête militante peut produire des preuves juridiques.
- ☐ L'enquête militante peut être un *fait juridique* (Tourev s. d.).
- ☐ Le recours au droit peut faire partie de la stratégie d'enquête.

L'enquête à Notre maison brûle a permis d'amorcer une autodéfense populaire

Comme je l'ai déjà mentionné, les membres de Notre maison brûle annoncent vouloir créer une pression et une vigilance populaire, par l'appropriation large de savoirs liés aux risques industriels. Pour cette raison, les ateliers n'avaient pas uniquement pour objectif de former à l'analyse des risques industriels. Ils visaient également à consolider les réseaux locaux, qui selon les dires d'Épi ne pouvaient simplement émerger par la mise à disposition d'une conversation électronique. Épi atteste que les conversations fonctionnaient mieux lorsqu'un atelier avait eu lieu dans la région et que les membres s'étaient rencontrés. Ainsi, au-delà de la méthode des ateliers, l'innovation de Notre maison brûle réside dans leur articulation avec les conversations régionales, elles-mêmes réunies par le Telegram national. Ces multiples expériences d'enquête devaient permettre de construire une mobilisation nationale à propos des risques industriels, en partant de problèmes locaux. Bourrasque revient sur un de ces succès :

Ça a éclo très rapidement, [on a] réussi à faire des choses dingues en peu de temps, notamment des manifestations devant une trentaine de sites pour l'anniversaire de Lubrizol, en 2020 puis 2021, avec signature de tribunes. Ça a été aidé par mon réseau d'expert-e médiatique, que j'ai mis à disposition. Mais malgré tout, ça a pris grâce au travail de Épi, Rhizome, Lagune.

Pour Bourrasque, la bataille médiatique devrait également avoir lieu dans chaque territoire. Iel avance que si l'État ne contrôle pas de lui-même suffisamment de sites et si les préfetures ne sanctionnent pas, une vigilance populaire au sein des départements pourrait leur forcer la main. Ainsi, ses objectifs étaient :

- ☐ Que les habitant-es puissent demander des investissements pour la sécurité auprès de la préfeture.
- ☐ Que plus d'entre elleux, en particulier les journalistes, sachent suivre les rapports de la DREAL (Direction régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement) et demander des inspections de sites non contrôlés.

- ☐ Que les non-conformités ainsi que la réaction du préfet soient suivies, publicisées et contestées si besoin.

Enfin, un des objectifs de ces réseaux était d'encourager les solidarités en cas d'accident, ce qui pouvait donner lieu à d'autres enquêtes. Ainsi, lors d'un l'accident à Bezons, les liens construits grâce à Notre maison brûle ont permis d'organiser rapidement l'entraide :

Ça a bien marché, on a mis en place le réseau de canaux Telegram par région, il y a eu un accident à Bezons, avec un énorme panache de fumée. Le lendemain on avait une réunion avec des gens de Lubrizol, des militant-es, des habitant-es, des expert-es. On a eu un crashtest qui a marché. Donc ça a donné des balades, du porte-à-porte pour demander aux gens s'ils avaient respiré le panache de fumée, etc.

En résumé

- ☐ L'enquête peut permettre une appropriation collective des savoirs et la construction d'un concernement partagé, à travers des expériences sensibles et de coprésence
 - ☐ Les rencontres intercollectifs permettent de s'approprier et de trouver des usages aux savoirs élaborés par chacun-e.
 - ☐ La cartographie peut aider à l'appropriation collective des savoirs sur les lieux et les aménagements.
 - ☐ Mais ce médium permet rarement aux personnes les moins éduquées de s'en saisir .
 - ☐ Les investigations in situ supportent l'incorporation des savoirs sur le territoire et la construction d'un concernement partagé.
 - ☐ Visiter les sites de constructions apporte peu d'informations nouvelles et utilisables aux luttes contre des aménagements, elles y servent plutôt à :
 - ☐ Mettre en discussion des savoirs pour mieux les incorporer
 - ☐ Créer un concernement partagé
 - ☐ Les démarches de terrain sont plus sollicitées dans les courtes enquêtes militantes. Elles peuvent y servir à :
 - ☐ Apprendre des techniques d'investigation.
 - ☐ Incorporer des savoirs par le sensible.
 - ☐ Dans certains cas, à initier la construction d'une contre-expertise.
- ☐ L'enquête peut être une manière d'agir sur les acteur-rices, les aménagements, les infrastructures et ses propres conditions de vie.
 - ☐ Beaucoup de démarches d'investigation de collectifs en lutte contre des aménagements permettent dans le même temps de s'informer, d'interpeller, de publiciser et de mobiliser.

- L'enquête peut produire des effets de droit :
 - Elle peut produire des preuves juridiques.
 - Elle peut être un fait juridique.
 - Le recours au droit peut faire partie de la stratégie d'enquête.
- L'enquête peut contribuer à autonomiser des habitant·es sur la protection de leur santé et leur environnement.

10. QUELQUES PROPOSITIONS

Cette partie reprend certains résultats du mémoire et en introduit de nouveaux, dans l'objectif de tirer des enseignements pour l'efficacité des luttes contre des projets d'aménagements et des infrastructures. Ces propositions sont à prendre avec précaution, pour 3 raisons principales :

- ▣ Bien que j'aie été participant sur mes terrains, cette étude est principalement descriptive.
- ▣ Je ne suis impliqué dans ces mobilisations que depuis moins d'un an, aussi je ne pense pas avoir eu le temps de développer une réflexion stratégique suffisante. Comme n'importe quelle activité, le militantisme engage des compétences acquises sur le long terme.
- ▣ J'ai principalement étudié des pratiques d'enquête, ce qui ne recouvre pas tous les savoirs utiles à la réussite d'une mobilisation. Les propositions que je fais ici sont donc très marquées par cette focale et pourront paraître peu prioritaires à des personnes qui auraient une vision plus globale des luttes locales.

Il m'importe aussi de préciser que certaines de ces propositions viennent en partie de discussions avec des ami·es et d'orientations déjà existantes dans certaines organisations. Je les mentionne ici et les réintroduirai lorsque c'est pertinent : Épi, Éclair, les Désert·heureuses, Vous n'êtes pas seuls, Reprises de savoirs, Terres de luttes, Technopolice.

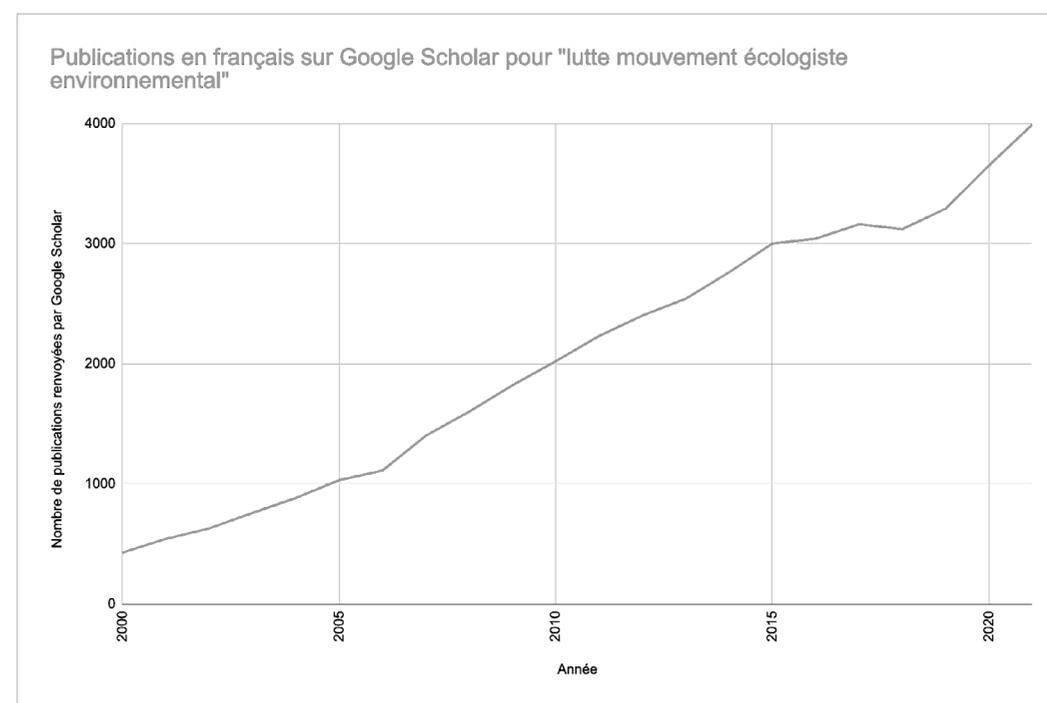
Tirer parti des désertions pour équilibrer la balance des savoirs

La première proposition vise à tirer parti de l'insatisfaction croissante de certaines catégories de personnes à fort capital culturel vis-à-vis des organisations

dans lesquelles ils travaillent et étudient. C'est le cas en particulier de beaucoup d'ingénieur·es, de certain·es chercheur·ses et d'étudiant·es qui se destinent à des carrières de recherche.

Les alliances entre chercheur·ses et luttes locales se multiplient

Je l'ai déjà évoqué en introduction, les alliances entre chercheur·ses et luttes écologistes datent au moins des années 1970, avec l'émergence de la justice environnementale. Mais en France, le nombre de travaux sur des conflits socio-environnementaux a récemment beaucoup augmenté. Entre 2000 et 2021, le nombre de publications sur le sujet a été presque multiplié par 10, et la courbe semble suivre une augmentation constante.



Évolution du nombre de publications françaises sur Google Scholar à propos des luttes écologistes depuis 2000 — Image personnelle

Une partie du mouvement écologiste français commence de plus à inventer des relations pérennes entre milieux universitaires et luttes locales, à travers des initiatives comme Reprise de terres (2021) et Reprises de savoirs ou des collaborations comme l'État des lieux des luttes contre les grands projets inutiles et imposés (Vacher 2021). On peut également citer la création d'un annuaire géographique des "naturalistes des terres"²³, prêt·es à soutenir des luttes locales (Les natura-

23 <https://naturalistesdesterres.gogocarto.fr/map#/carte>

listes des terres 2023). Enfin, des associations comme Vous n'êtes pas seuls²⁴ et les Désert'heureuses²⁵ visent quand à elles à accompagner la "désertions" de travailleur·ses à fort capital culturel – ingénieur·es, cadres, fonctionnaires – vers des mouvements sociaux.

Ces éléments ne doivent toutefois pas faire croire à un mouvement global de soutien de classes des universitaires et ingénieur·es aux luttes locales. En effet, de mon expérience, la plupart des organisations que j'ai citées jusqu'ici sont densément liées, et partagent parfois des membres. Ces alliances sont donc toujours à consolider, mais commencent à pouvoir s'appuyer sur un certain nombre de précédents, de parcours-types et d'organisations.

Beaucoup de chercheur·ses sont engagé·es dans les luttes anti-JO, et réinvestissent leurs savoirs de diverses manières

Mon terrain parmi les luttes anti-JOP présente également un grand nombre d'alliances avec des chercheur·ses. Lors de mon enquête, j'ai rencontré un certain nombre d'ancien·nes chercheur·ses ou de doctorant·es parmi les membres les plus actif·ves des collectifs. Voici un tableau récapitulant ceux que j'ai rencontré·es, sachant qu'il n'est pas exclus que d'autres le soient également, parce que nous en savons peu sur la vie des un·es et des autres à Saccage.

PERSONNE	COLLECTIF	DISCIPLINE	STATUT	OBJET DE RECHERCHE LIÉ AUX JOP
Limon	Saccage 2024	Droit	Ancien·ne chercheur·se	Lois JOP
Crique	Saccage 2024	Sociologie et économie	Docteur·e	Financiarisation de l'immobilier
Lac	Saccage 2024	Science politique	Doctorant·e	Aucun
Brise	Comité de vigilance JO 2024	Géographie	Ancien·ne chercheur·se	Métropolisation
Bosquet	Comité de vigilance JO 2024, Saccage 2024	Urbanisme	Doctorant·e	JOP 2024
Prairie	Pleyel Avenir	Géographie	Docteur·e	Aucun

On peut également citer d'autres chercheur·ses moins impliqué·es mais néanmoins proches des luttes anti-JOP, comme par exemple :

²⁴ <https://vous-netes-pas-seuls.org/>

²⁵ <https://desertheureuses.noblogs.org/>

- ▣ Romain Leclercq, un sociologue de l'urbain qui enquêtait sur l'Île Saint-Denis et est venu à quelques réunions de Saccage.
- ▣ Matheus Viegas Ferrari, doctorant en anthropologie et relations internationales, qui fait sa thèse sur les JOP 2024.
- ▣ Jules Boykoff, politologue du sport qui a participé aux rencontres internationales anti-JOP.
- ▣ CP Robertson, une doctorante étasunienne qui enquête sur les JOP de Los Angeles et a aussi participé aux rencontres internationales.
- ▣ Une doctorante que j'ai croisée à plusieurs réunions de Saccage, et qui se disait intéressée par les contre-discours sur les Jeux Olympiques.
- ▣ Moi-même, qui me projette dans une thèse de sociologie des sciences.

On peut noter une forte présence des sciences sociales, en particulier de celles qui étudient les villes et l'aménagement. Les personnes avec qui j'ai pu en parler ont des rapports différents à cet héritage. Brise, Limon et Crique ont cessé toute activité de recherche mais tirent parti de leurs capacités de recherche d'information, de lecture et de leurs savoirs spécialisés pour enquêter sur les JOP :

- ▣ **BRISE** explique avoir arrêté la recherche en partie à cause des temps de publication qu'il trouve trop longs, là où les formes éditoriales militantes ont un impact beaucoup plus direct :

Le monde de la recherche me plaît pas trop. Il y a un truc d'efficacité : les relectures d'article me soulent, faut que tout soit lu 3 fois, 4 allers-retours, pour un résultat... être lu par 3 personnes. Tandis que là tu fais une analyse d'un dossier qui aurait pu faire une recherche pour 6 mois, en une soirée t'as un thread qui fait chier la SOLIDEO. Il y a un truc d'immédiateté que j'aime beaucoup : quand tu fais un croquis, c'est balancé direct, ça a un effet immédiat.

Iel n'est pas non plus convaincu·e par la recherche-action, qu'il trouve trop frileuse alors que les savoirs des chercheur·ses pourraient être réinvestis de manière beaucoup plus directe :

je crois pas trop... à la recherche-action, ça marche pas... Ya trop de barrières sur l'éthique, le plus simple c'est passer directement au militantisme, faire les trucs hors contrôle... voilà des chercheur·ses qui se prennent la tête pour savoir si c'est bien par rapport à l'éthique, qui passent 3 colloques à se le demander avant de faire quelque chose. Ça m'est insupportable. Donc j'ai des connaissances, je peux me fader les dossiers, des connaissances techniques, j'ai des compétences de communication... Donc je les réutilise directement.

Sa littéracie très élevée l'a aidé·e à "scanner" rapidement les enquêtes publiques, qui pouvaient atteindre 1000 pages. Iel cite par exemple le fait de savoir se servir d'un sommaire, de prêter attention aux tableaux de relevés ou encore de savoir parcourir rapidement un texte en scrollant le document. De plus, étant géographe, iel connaît le vocabulaire et les "dispositifs" utilisés pour l'aménagement du territoire. Iel sait également faire des croquis pour spatialiser et analyser des données, ce qui lui a également servi à créer des contre-projets.

- ☐ **CRIQUE**, qui a réalisé une thèse sur la financiarisation de l'immobilier, m'a dit lors de notre première discussion que ce travail l'avait poussé·e à s'engager à Saccage. Iel a par la suite fait des recherches approfondies sur le droit de l'urbanisme pour une présentation dans un autre collectif avec Écorce.
- ☐ Dans 2 publications de Saccage, **LIMON** utilise ses compétences de juriste pour montrer l'opération juridique exceptionnelle que constituent la signature du contrat de ville-hôte et la loi olympique, pour pointer les contradictions des décrets avec divers codes et mettre en lumière la légèreté des promesses.

BOSQUET s'appuie sur le Comité de vigilance et Saccage pour sa thèse. Iel est assez intéressé·e par la recherche-action, et cherche à concilier recherche et militantisme. De fait, sa présentation lors d'une rencontre-débat était écrite dans un style assez académique comparé à celle de Brise. Enfin, **LAC** est plus discret·e sur ses activités, je n'ai appris qu'il faisait une thèse qu'au cours de notre entretien et iel affirme ne pas vouloir faire la même chose dans sa vie militante.

Les 2 listes ci-dessus pourraient être complétées par un troisième cercle, comprenant la dizaine de thèses en cours sur les JO 2024 listées sur theses.fr, ainsi que les nombreuses sollicitations d'étudiant·es et de chercheur·ses que disent recevoir Brise et les membres de Saccage. De manière intéressante, Bosquet, moi et au moins une autre personne de Saccage y sommes aujourd'hui impliqués·es parce que ça a été pour nous un terrain d'enquête. Si ces implications ponctuelles peuvent être un vecteur de politisation et d'engagement, il serait intéressant de l'encourager, ou à défaut de penser des formes de réciprocité pour les personnes de passage. Par exemple :

- ☐ Moins répondre aux sollicitations qui ne présentent pas d'intérêt en terme de visibilité des revendications, si la personne ne souhaite pas venir à plus d'une réunion.
- ☐ Proposer d'effectuer un petit travail de recherche documentaire en échange d'un entretien.
- ☐ Si c'est une enquête en sciences sociales, demander des informations ou des contacts en lien avec l'enquête.

Ces principes pourraient aussi résoudre un problème auquel sont confrontés le Comité et Saccage : le nombre trop grand de sollicitations de journalistes, étudiant·es et chercheur·ses, qui donnent parfois l'impression à certain·es de perdre du temps.

Reprises de savoirs présente l'opportunité de détourner massivement les savoirs universitaires et techniques au service des luttes

Au vu de l'importance que peuvent revêtir certains savoirs universitaires ou professionnels liés à l'aménagement, au droit, mais aussi aux sciences de la nature, il pourrait être intéressant de faire un travail de politisation dans les cursus associés. J'avancerai ici que Reprises de savoirs présente l'opportunité de le faire.

Si je n'ai pas fait de recension des 60-70 personnes qui étaient présentes au weekend interchantiers, beaucoup de celles que j'ai rencontrées sont issues de master de recherche en sciences sociales, d'ingénierie, ou sont jeunes doctorant·es. C'est en particulier vrai au sein de l'équipe de coordination. À au moins 2 reprises lors des plénières, iels ont présenté la genèse de Reprises de savoirs et explicité les objectifs qu'ils lui attribuaient. Je classerais ces objectifs en 3 catégories :

- ☐ **DÉSERTER ET DÉVALUER UN "SYSTÈME DE SAVOIRS"** universitaire considéré comme colonial, raciste, sexiste, et maintenant une hiérarchie entre savoirs manuels et intellectuels. À l'inverse, reconnaître les "lieux autonomes" comme lieux de production de savoirs.
- ☐ **ACQUÉRIR DES SAVOIRS CORPORELS**. À l'inverse, rendre plus accessibles les savoirs "froids et rationnels" à tous·tes.
- ☐ **CRÉER ET PARTAGER DES SAVOIRS UTILES AUX LUTTES** — principalement écologistes — et aux "territoires de vie".

Mais en pratique, il m'a semblé que les membres de Reprises de savoirs ont moins en commun des objectifs qu'une insatisfaction partagée quant aux hiérarchies des savoirs, aux orientations de la recherche et aux modes pédagogiques dominants. Le contenu de cette insatisfaction est rarement explicité au-delà de certains mot-clés — "colonial", "hiérarchique", "sexiste" — si bien que beaucoup peuvent s'y identifier. De plus, les membres de la coordination semblent avant tout en transition personnelle dans leurs rapports aux savoirs et leurs modes de vie. Pour beaucoup de personnes présentes, les chantiers sont l'occasion de se "déformer", jeu de mots signifiant à peu près : défaire son éducation universitaire, reconnaître la valeur d'autres savoirs et les acquérir. Ce rapport aux savoirs est explicite dans la brochure produite en amont du weekend, intitulée "auto-déformation". Cette focalisation a été relevée par quelqu'un·e lors de la plénière de restitution :

Reprises de savoirs c'est beaucoup pour des universitaires qui veulent reprendre des savoirs non-universitaires. On se pose pas la question inverse : comment d'autres ont besoin de savoirs universitaires ?

Ainsi, les chantiers Reprises de savoirs ont jusqu'ici peu accompagné les enquêtes au sein de luttes, et la majorité des personnes présentes au weekend n'y voient pas une opportunité de produire des savoirs. Les chantiers semblent néanmoins constituer une porte de sortie vers le militantisme pour des personnes issues d'universités et d'écoles d'ingénieur·es. De fait, une personne ayant organisé un chantier sur l'autonomie énergétique mentionnait lors d'un atelier que l'appel a permis à des "primo-militant·es" de venir, qui venaient en grande partie d'études d'ingénieur. De plus, un groupe de la coordination Reprises de savoirs travaille sur une rentrée parallèle à celles des universités, qui vise à politiser les étudiant·es et à leur faire découvrir des lieux en lutte.

Les observations ci-dessus me conduisent à penser qu'il serait possible et pertinent de rediriger ces savoirs dans les luttes locales, en particulier ceux qui touchent à l'écologie, la ville, l'ingénierie du bâtiment et des réseaux, et le droit. Cela pourrait être mis en place à travers par exemple :

- ☐ Des bases de données de contacts similaires à celle des Naturalistes des terres, proposition qui a également été faite lors de discussions au cours du weekend.
- ☐ La multiplication des dispositifs d'accompagnement et de politisation. Les Désert'heureuses s'adresse plus spécifiquement aux ingénieur·es, mais il pourrait être intéressant de développer des organisations similaires pour le droit, l'urbanisme, ou l'architecture, qui sont particulièrement corporatistes.
- ☐ Des temps de discussion réguliers dans les universités et les écoles, mis en place par ces organisations.

Réorienter et mieux concevoir les enquêtes militantes ponctuelles

Plusieurs des terrains présentés dans ce mémoire peuvent être qualifiés d'«enquêtes militantes ponctuelles», c'est à dire qu'elles se déroulent sur une courte période, avec des activités très concentrées. C'est le cas des chantiers Reprises de savoirs, des Ateliers du démantèlement et des ateliers de Notre maison brûle.

Les enquêtes ponctuelles tendent à avoir des objectifs plus flous et des pratiques documentaires moins rigoureuses

Comme je l'ai déjà suggéré, les enquêtes militantes ponctuelles tendent souvent à avoir des objectifs flous. Si cet aspect est parfois utile pour se rencontrer et prendre du recul sur les contexte social et historique qui soutient des développements infrastructurels, il ne permet pas d'opérer de transformations concrètes sur les territoires. Par exemple, aux ateliers du démantèlement, l'objectif aurait pu être de soutenir et rassembler des collectifs opposés aux barrages ou à la gentrification à travers un travail de cartographie. Lors de la randonnée-enquête sur les centrales du Finistère, nous aurions avoir pour objectif de documenter les oppositions à la centrale à gaz, pour transmettre l'histoire politique de la ville.

Cette indétermination conduit à un travail d'enquête dispersé et peu efficace, ce qui est visible sur les diagrammes d'écologie informationnelle de ces enquêtes ponctuelles. En effet, certaines chaînes d'inscriptions sont «coupées», c'est à dire qu'elles ne sont pas mises en commun ou pas réutilisées dans des supports présentés au cours de restitutions. Au cours de la randonnée sur les centrales, nous avons en général peu classé, stocké et mis en commun les inscriptions que nous produisons. Dans les Ateliers du démantèlement, c'est plus particulièrement le cas des documents numériques de prise de notes et des carnets d'arpentage, qui ont été moins utilisés que ce que nous avons prévu. Dans les 2 enquêtes, on voit également une déconnexion entre l'investigation in situ, et la recherche documentaire : peu de savoirs circulent entre ces 2 pôles d'activité.

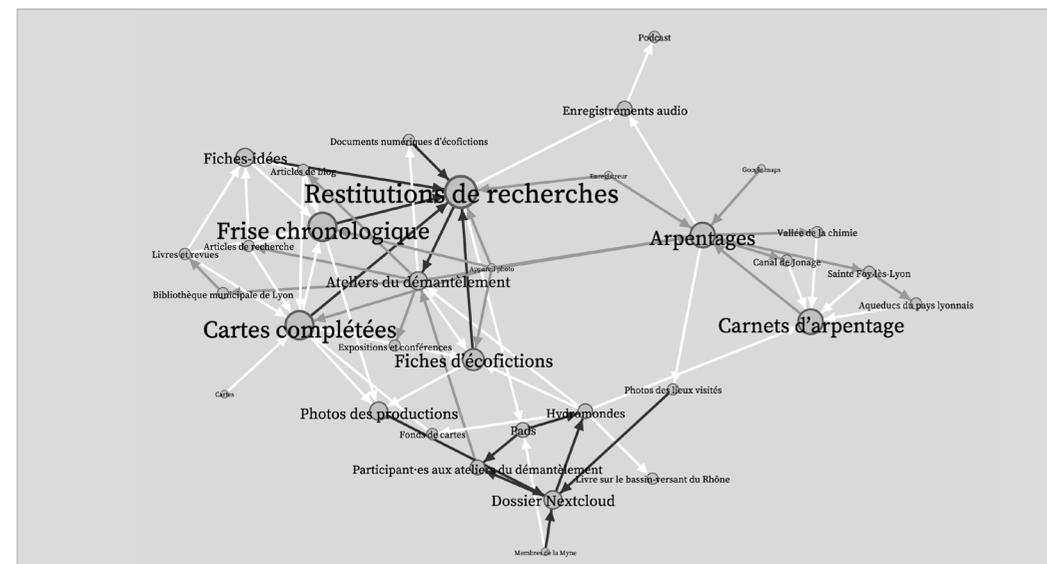


Diagramme d'écologie informationnelle des Ateliers du démantèlement. À gauche, le travail documentaire. À droite, les arpentages

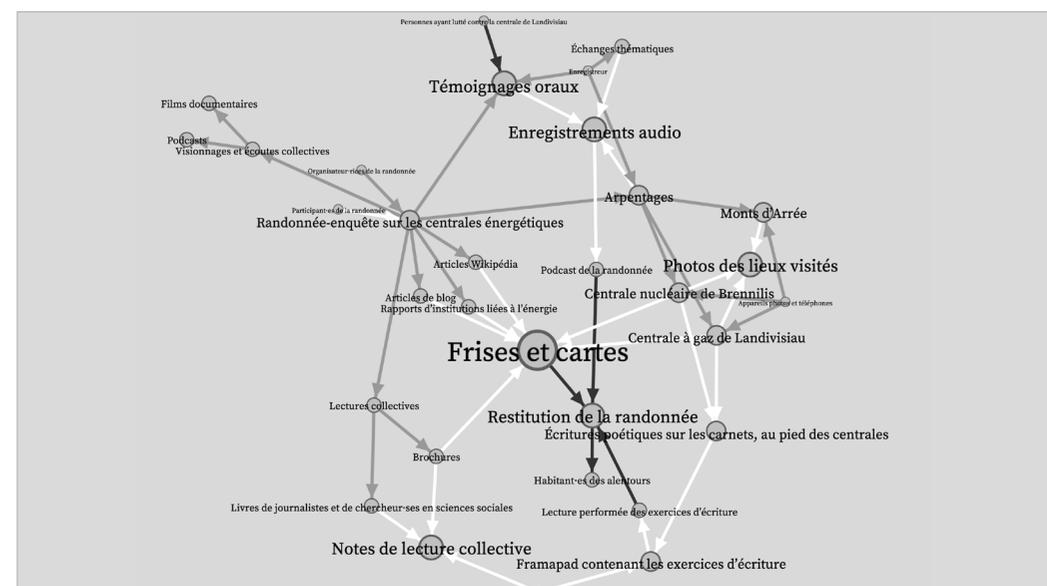


Diagramme d'écologie informationnelle de la randonnée-enquête. À droite, la randonnée. À gauche, le travail documentaire.

Mieux investir le temps d'enquête

Toutefois, malgré l'absence d'objectifs clairs, la longueur de la plupart des chaînes d'inscription des Ateliers du démantèlement confirme que l'effort de cadrage

que nous avons mis en place avec Mousse a permis la continuité de certaines recherches sur les 5 jours.

Les enquêtes ponctuelles de Notre maison brûle se distinguent des deux précédentes, parce qu'aucune de leurs chaînes d'inscriptions n'est "coupée". C'est partiellement dû à mon mode de production de données, les entretiens, qui donnent une image lissée du processus, mais aussi au fait que les objectifs de l'enquête sont définis en amont. Il s'agissait de produire un diagnostic territorial, une fiction dystopique et un communiqué de presse, pour s'approprier les outils d'investigation sur les risques industriels, souder une antenne locale, ainsi qu'initier une dynamique d'interpellation des autorités sur le territoire.

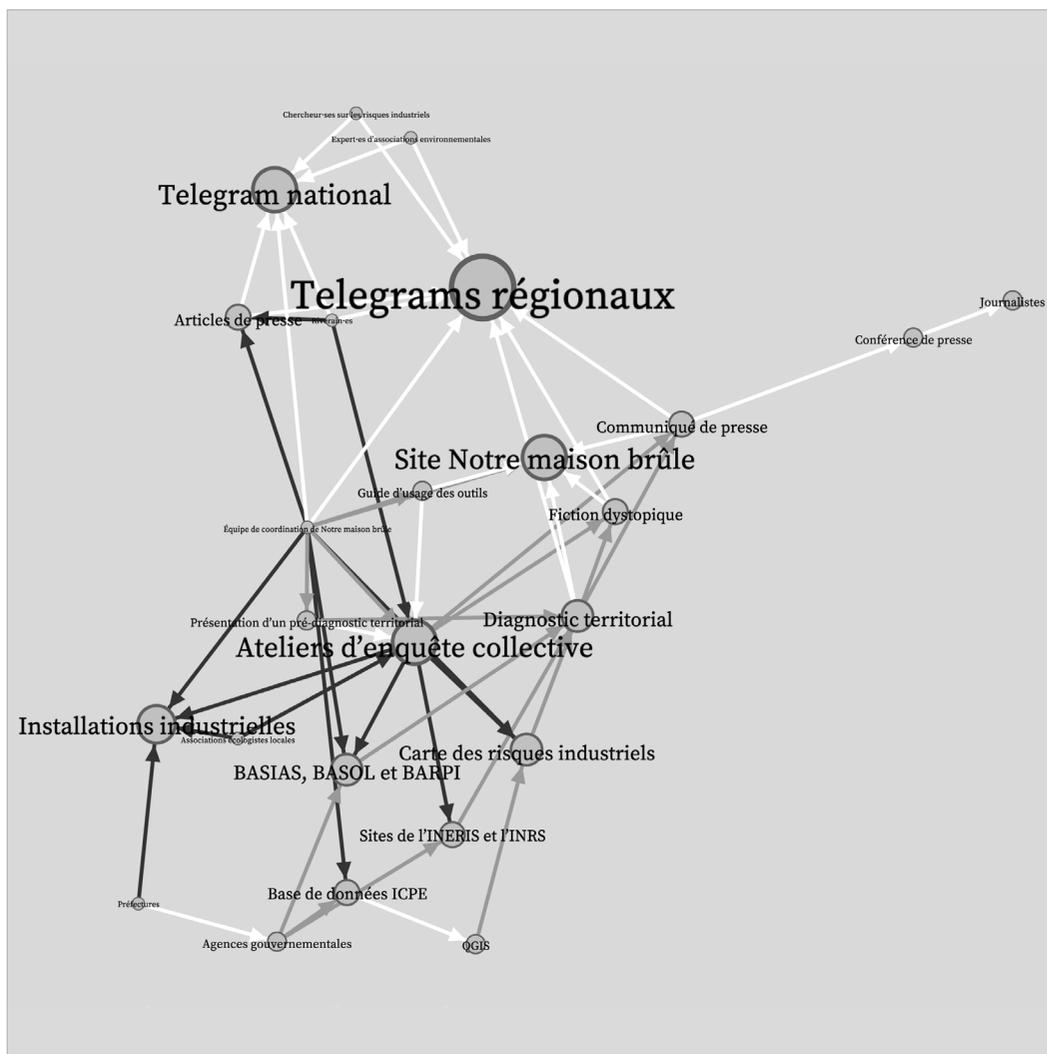


Diagramme d'écologie informationnelle de Notre maison brûle

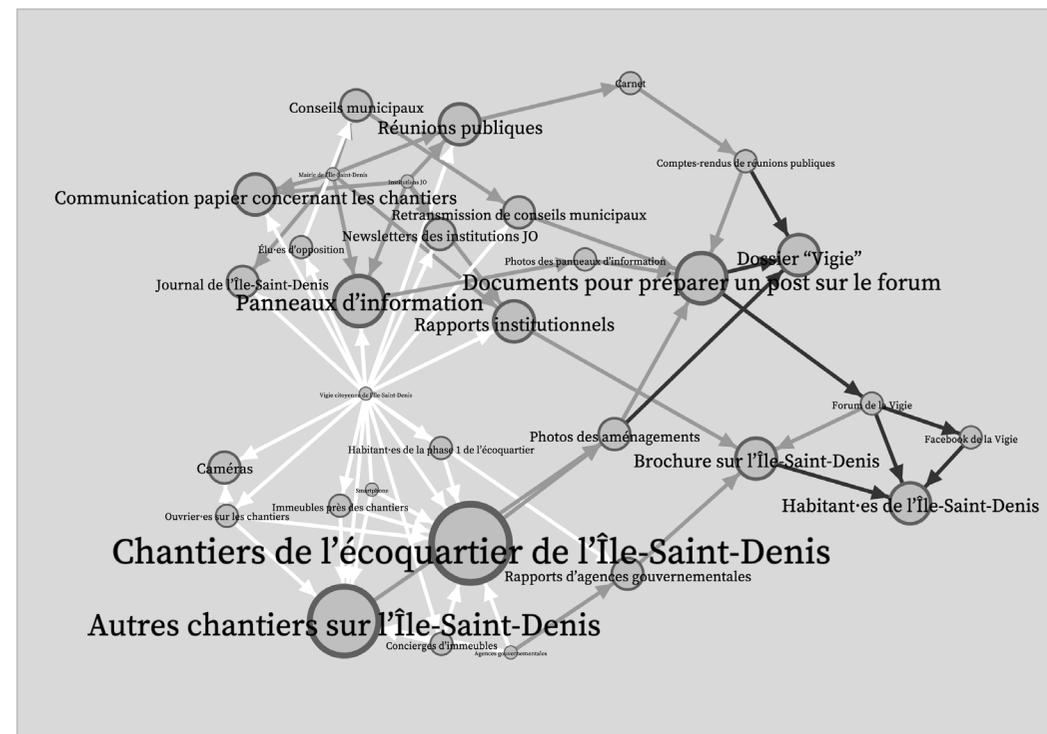


Diagramme d'écologie informationnelle de la Vigie

La forme de l'écologie informationnelle de la Vigie citoyenne a un découpage fonctionnel encore plus clair :

- ☐ Une forme en entonnoir, qui va de gauche à droite, en agréant une diversité de sources d'information dans un petit nombre de productions éditoriales.
- ☐ Un zonage des liens d'investigation, d'édition et de partage qui suit l'entonnoir : d'abord les informations sont collectées, puis transcrites sur divers documents, puis partagées.
- ☐ Aucune chaîne d'inscriptions n'est coupée, elles sont toutes réinvesties sur le forum de la Vigie ou la brochure.
- ☐ Les clusters de l'investigation in situ et de la documentation ici encore distincts, mais rapprochés par la rigueur de la réutilisation de leurs inscriptions.

Cette rigueur apparente est probablement due au petit nombre de membres de la Vigie, et au fait que ses objectifs soient uniquement de publiciser les problèmes des aménagements sur l'Île. Cette configuration n'est ainsi pas nécessairement meilleure qu'une autre, elle serait de fait inadaptée pour le genre de travail militant que fournit Saccage 2024.

Ainsi, les enquêtes dont les objectifs sont les mieux définis mettent en place des réseaux d'inscriptions plus interconnectés et qui se concentrent des supports réutilisables. Les diagrammes d'écologie informationnelle permettent ainsi de se faire une idée de l'efficacité du travail documentaire mis en place dans une

enquête, sans préjuger de son utilité pour la lutte en général. Cela peut donner toutefois donner un principe directeur pour de futures enquêtes ponctuelles : s'assurer que les inscriptions produites puissent être réutilisées pour atteindre les objectifs définis collectivement.

Profiter du format “chantier” pour mener des enquêtes militantes à objectif de transformation

On peut penser à plusieurs formats d'enquêtes ponctuelles qui pourraient soutenir des luttes locales ou plus largement la remise en question du développement infrastructurel. Voici quelques idées :

- ☐ DÈS LA DÉCLARATION D'UN PROJET D'AMÉNAGEMENT, ce qui serait l'occasion de rassembler des gens capables de s'impliquer localement, d'identifier les savoirs requis et se documenter pour qualifier les problèmes posés par l'aménagement.
- ☐ Certains chantiers Reprises de savoirs ont également été l'occasion d'INVITER DES SAVOIRS SPÉCIALISÉS pour répondre aux besoins d'un lieu en lutte. Plusieurs exemples et autres possibilités :
 - ☐ RECENSIONS NATURALISTES : à Notre-dame-des-Landes, des néophytes ont appris auprès de naturalistes amateur·rices et professionnelles comment recenser la biodiversité d'un lieu pour organiser un recours contre la construction d'une station-essence.
 - ☐ RELEVÉS DE SOLS ET D'EAUX : comme déjà mentionné à propos du chantier à Rennes, qui pourrait permettre aux habitant·es de préserver leur santé et d'intenter des actions en justice.
 - ☐ TROUVER LES FAILLES JURIDIQUES DANS UN DOSSIER : préparer un recours aux côtés d'urbanistes et de juristes.
- ☐ Pour FAIRE LE POINT SUR LES STRATÉGIES D'UNE LUTTE, en faisant venir des gens engagé·es sur des luttes similaires pour partager des expériences, des ressources, des contacts.
- ☐ VISIBILISER UNE LUTTE à travers la création d'automédias. Inviter des journalistes pour apprendre comment interviewer, décrire, acquérir des savoirs techniques permettant de le faire (radio, web, édition, etc.).

Enquêter sur les dynamiques d'aménagement à grande échelle

Continuer le développement d'inter-collectifs ou de méta-collectifs autour de dynamiques d'aménagement

À travers l'exemple de la répartition du travail épistémique permise par Saccage 2024, on a vu qu'il était pertinent de créer une organisation pour lutter spécifiquement contre les JOP 2024, à cause de son influence sur les dynamiques d'aménagement en Île-de-France. Son existence permet de mutualiser des savoirs et des actions, de faire converger des luttes et de communiquer plus efficacement. Le JOP étant par nature international, la coalition internationale anti-JOP présentera les mêmes avantages si elle se consolide.

Cette manière de se réunir, non par territoire mais par dynamique d'aménagement pourrait représenter un apport stratégique important, parce que le déroulement et la nature de certains projets dépend plus de cadres institutionnels que du territoire d'implantation. Ainsi, beaucoup des personnes que j'ai rencontrées sur mes terrains d'Île-de-France mentionnent le rôle des projets ANRU dans la gentrification, ainsi que celui du Grand Paris dans l'étalement urbain. Peut-être y aurait-il des contre-organisations militantes à créer, qui connaîtraient bien le déroulement type des projets et les moyens de s'y opposer ?

Ce raisonnement peut également valoir pour les projets d'aménagement transnationaux. Il serait par exemple pertinent que des organisations militantes franco-africaines voient le jour pour lutter conjointement contre des projets d'entreprises françaises en Afrique. En effet, l'abondance matérielle et énergétique de la France repose encore en partie sur des accords économiques asymétriques avec des pays africains (Vidal 2020). On peut citer le projet de pipeline géant EACOP de TotalEnergies (Pomme 2022), qui a déjà fait l'objet d'actions symboliques par des organisations écologistes françaises, ou encore les mines d'uranium d'Orano au Niger, qui mettent en danger la santé de milliers de personnes et détruisent des régimes de propriété d'usage (Vidal 2020). L'ouverture potentielle de mines de lithium sur le territoire français pourra également nécessiter des discussions avec des militant·es australien·nes et chinois·es, pour éviter de construire une opposition qui ne prenne pas en compte la réalité de l'extraction de lithium sur des territoires moins privilégiés (Clévenot 2022).

Revendiquer de meilleures politiques de divulgation autour des projets d'aménagement

Je l'ai déjà mentionné à plusieurs reprises : il est difficile de construire des revendications et une mobilisation en l'absence de transparence sur la nature des projets et de leurs impacts, tout comme ceux des constructions existantes. Pour

l'efficacité de leur stratégie au long terme, les organisations qui accompagnent ou rassemblent des luttes locales gagneraient donc à revendiquer l'amélioration des politiques de divulgation des institutions et entreprises. Les propositions des membres de Notre maison brûle, ainsi que les opacités rencontrées par les militant·es de luttes locales peuvent donner des pistes de revendications :

- ▣ Réduire le plus possible les démarches nécessaires à l'obtention de documents et données utilisés dans la conception d'un projet d'aménagement. Étendre les obligations de transmission.
- ▣ Systématiser et renforcer les sanctions aux entreprises ou institutions qui ne respecteraient pas les obligations légales de transmission de documents.
- ▣ Développer les usages des données ouvertes permettant de surveiller les nouveaux projets, la politique d'*open data* française se limitant pour le moment à mettre à disposition des données, sans permettre aux personnes n'ayant pas de compétences de programmation de se les approprier (Mabi 2015).
- ▣ Inspecter les sites industriels plus souvent et de manière mieux répartie sur le territoire.
- ▣ Sanctionner plus systématiquement les non-respects de mises en demeure par des gestionnaires d'infrastructures ou de constructions.

Développer des outils, méthodes et formations spécifiques aux enquêtes militantes sur des projets d'aménagements et infrastructures

Même si certaines des revendications proposées ci-dessus aboutissent, les habitant·es auront toujours besoin de suivre les aménagements et d'évaluer la nocivité d'infrastructures. Certaines observations dans ce mémoire peuvent donner des pistes pour des outils, méthodes et formations.

Créer des guides, interfaces et formations pour faciliter l'usage de données et documents publics

On l'a vu à de nombreuses reprises, la disponibilité technique de données et documents n'est pas la garantie de leur utilisabilité par des collectifs en lutte. Pour y faire face, certaines organisations comme Technopolice créent des guides pour rédiger des demandes à la Commission d'Accès aux Documents Administratifs

(CADA)²⁶, et l'association Ouvre-boîte²⁷ est même intégralement dédiée à ces démarches. Elle entretient un wiki permettant de se renseigner sur les leviers d'accès aux documents administratifs²⁸.

À l'instar de la carte des sites SEVESO de Notre maison brûle, d'autres bases de données en libre accès restent encore à exploiter pour outiller le mouvement des luttes locales. Data.gouv²⁹ regroupe début 2023 plus de 44000 jeux de données publiques, parmi lesquels des centaines touchent à l'urbanisme. On peut citer par exemple la base des permis de construire et autres autorisations d'urbanisme³⁰, qui est mise à jour chaque mois, ou encore le zonage du Nouveau programme national de renouvellement urbain³¹ (NPNRU). Ce dernier pourrait servir de base à une mise en lien des communautés affectées par les projets ANRU.

De la même manière que Notre maison brûle a initié un travail d'éducation populaire à l'usage de bases de données liées aux risques industriels, il y aurait un travail plus large de formation à faire sur les usages militants des données publiques. Il pourrait passer par des guides, mais aussi par exemple des interfaces cartographiques ou des annuaires de ressources.

Reconcevoir des messageries électroniques qui facilitent le classement

Dans les parties précédentes, on a pu constater que la plupart des groupes militants en prise avec des projets d'aménagement reposaient en grande partie sur des messageries électroniques pour la conservation de documents et de fragments textuels. Certaines plateformes avec des canaux, comme Mattermost, permettent de classer messages, documents et URL, et s'avèrent particulièrement adaptées à la veille sur des dynamiques d'aménagement. D'expérience, elles s'avèrent néanmoins limitées lorsqu'il s'agit de retrouver des éléments partagés il y a longtemps, malgré les fonctions de recherche.

Il y pourrait donc y avoir un intérêt à partir de ces usages pour reconcevoir une messagerie qui ait également un mode gestionnaire de fichiers, d'URL et de messages. Ceux-ci pourraient par exemple être rangés par défaut dans une interface complémentaire, puis indexables à l'aide de tags ou de dossiers. Cela pourrait se faire en repartant du code Mattermost, qui est un logiciel libre.

²⁶ <https://technopolice.fr/blog/guide-se-re renseigner-sur-la-surveillance-dans-sa-ville/>

²⁷ <https://ouvre-boite.org/>

²⁸ <https://wiki.ouvre-boite.org/>

²⁹ <https://www.data.gouv.fr/fr/>

³⁰ <https://www.data.gouv.fr/fr/datasets/base-des-permis-de-construire-et-autres-autorisations-durbanisme-sitadel/>

³¹ <https://www.data.gouv.fr/fr/datasets/le-nouveau-programme-national-de-renouvellement-urbain/>

Développer des formations à l'urbanisme réglementaire pour les luttes locales

Je l'ai déjà mentionné à de nombreuses reprises, les savoirs professionnels liés à l'aménagement offrent des ressources essentielles pour construire l'opposition à des projets d'aménagement. Toutefois, leur concentration chez quelques militant·es peut entraîner des asymétries de pouvoir peu souhaitables dans des luttes, et en retour générer de l'épuisement chez les géographes ou urbanistes engagé·es. Il serait donc important de permettre la transmission et la meilleure répartition de ces savoirs chez les militant·es de luttes locales.

De fait, lorsque j'étais au weekend interchantiers de Reprises de savoirs, 2 personnes ont expliqué vouloir organiser des formations pour savoir décortiquer des enquêtes publiques lorsqu'on s'oppose à un aménagement, et au moins une autre travaillait dans des enquêtes publiques. Si les désertions se multiplient dans les métiers de la fabrique de la ville, des méta-collectifs comme Terre de luttes seraient en bonne position pour rendre plus accessibles ce genre de savoirs. Iels viennent d'ailleurs de mettre en place une formation intitulée "Le droit contre les projets imposés et polluants".

11. LIMITES ET RECHERCHES FUTURES

Cette recherche comporte un certain nombre de limites qu'il m'importe de pointer afin que d'autres travaux puissent confirmer, contredire ou prolonger mes résultats principaux. Je liste également les barrières à l'opérationnalité militante de mes propositions, et de nouvelles recherches qu'il me semblerait pertinent d'entreprendre.

Cadrage et terrains

Comme je l'ai montré dans ce mémoire, les oppositions à des projets d'aménagements ont une temporalité très spécifique, ce qui réduit l'intérêt de les comparer avec d'autres formes d'enquête militante sur des constructions. De plus, les revendications de Saccage 2024 dépassent largement le cadre de l'aménagement. Toutefois, la comparaison parfois difficile entre luttes contre des grands projets et enquêtes sur des constructions existantes m'a permis d'identifier la manière dont le temps de la construction et le temps de la mobilisation influencent les formes d'enquête. De futurs travaux pourront donc partir de ce constat pour étudier plus en profondeur les rapports au temps des collectifs qui problématisent des infrastructures.

Les luttes locales d'Île-de-France que j'ai croisées grâce à mon engagement à Saccage — comme les opposant·es à la ZAC de Taverny, le collectif d'associations contre Green dock et Notre parc n'est pas à vendre — se sont avérés plus facilement comparables malgré le peu de données que j'ai produites dessus. Il y aurait donc une enquête à grande échelle à mener, peut-être à travers des questionnaires et des entretiens, pour obtenir un aperçu plus global des pratiques d'enquête au sein des luttes locales.

Comme je l'ai mentionné dans une partie, les infrastructures ont des propriétés spécifiques que j'ai peu abordées : forme en réseau, interconnexion, encastre-

ment (Star 2018), inscription locale plus relative, échelle de gouvernance plus grande (comme le montre Lopez 2019 à propos des systèmes énergétiques), etc. De futurs travaux pourraient donc se pencher spécifiquement sur l'influence de ces caractéristiques sur les enquêtes militantes (en prolongeant ce qu'évoque Lecourt 2005 à propos des formes de mobilisation contre des infrastructures).

Méthode

Avec du recul, le nombre de mes terrains me paraît trop grand pour permettre une compréhension approfondie des pratiques d'enquête. Si mes différentes méthodes m'ont permis d'étudier en profondeur les pratiques de Saccage 2024, le fait de ne pas les avoir appliquées à chaque terrain peut nuire à la fiabilité de certains de mes résultats. Par exemple, je n'ai étudié la Vigie citoyenne et Notre maison brûle qu'à travers des entretiens, ce qui peut donner une vision lissée des pratiques.

Du fait de mon manque d'expérience du militantisme, j'ai eu du mal à intégrer des réflexions sur la réussite des luttes dans mes démarches de recherche et mes analyses. J'aurais toutefois pu rendre mon mémoire plus pertinent d'un point de vue militant, en recensant des outils, méthodes et savoirs utiles aux luttes locales. Par exemple, j'aurais pu faire un état des lieux de pratiques d'enquête sur des aménagements et des infrastructures chez les chercheur·ses, les ingénieur·es ou les journalistes, afin d'identifier ce qui pourrait être transposé. Ou encore, j'aurais pu recenser les ressources créées par et pour des luttes locales, ou lister les jeux de données publics à exploiter en priorité. Toutes ces suggestions pourraient faire l'objet de travaux futurs.

Bibliographie

Concernant la bibliographie, ce mémoire m'a conforté dans l'idée que les pratiques d'enquêtes au sein d'oppositions à des aménagements et des infrastructures étaient peu étudiées. Néanmoins, j'ai identifié tardivement des champs de recherche qui abordaient ces questions d'un point de vue disciplinaire, en particulier les écrits en géographie et urbanisme sur les conflits d'aménagement. Une revue de littérature plus approfondie dans ce champ pourrait créer une meilleure base scientifique pour de futurs travaux sur les enquêtes militantes.

BIBLIOGRAPHIE

Travaux scientifiques

Allen, B. (2022). *Participatory science, environmental social movements, and structural change : Case studies from French and US contexts*. Science et Société dans l'anthropocène, savoirs, marchés et politiques – Sciences participatives et justice environnementale, Paris.

Aménagement du territoire, aménagement "des territoires"—Géoconfluences. (2004). <https://geoconfluences.ens-lyon.fr/glossaire/amenagement-du-territoire>

Barbe, F. (2018). *La Beaujoire, enquête sur un coup d'état urbain. Forcer, détruire, privatiser, densifier. À la crie.* <https://www.decitre.fr/livres/la-beaujoire-enquete-sur-un-coup-d-etat-urbain-9782919635108.html>

Bastian, M., Heymann, S., & Jacomy, M. (2009). Gephi : An Open Source Software for Exploring and Manipulating Networks. *Proceedings of the International AAAI Conference on Web and Social Media*, 3(1), Article 1.

Bonneuil, C. (2010). Saboter des champs transgéniques pour étendre le champ de la démocratie ? Une histoire de la contestation radicale des OGM en France. In *Les Luddites en France. Résistance à l'industrialisation et à l'informatisation*. L'échappée.

Boykoff, J. (2019). *Les jeux Olympiques, Le capitalisme de fête et la réponse des activistes* (Saccage 2024, Trad.). <https://saccage2024.noblogs.org/files/2021/07/boykoff-v5.pdf>

Choudry, A. (2009). Learning in social action : Knowledge production in social movements. *McGill Journal of Education / Revue Des Sciences de l'éducation de McGill*, 44(1), Article 1. <https://mje.mcgill.ca/article/view/4344>

Choudry, A. (2013). Activist Research Practice : Exploring Research and Knowledge Production for Social Action. *Socialist Studies/Études Socialistes*. <https://doi.org/10.18740/S4G01K>

Damay, L. (2019). Chapitre 5. Construire les problèmes, construire le public : Le cas du budget participatif de la ville de Mons. In D. Duez & D. Benjamin (Éds.), *Savoirs experts et profanes dans la construction des problèmes publics* (p. 137-173). Presses de l'Université Saint-Louis. <http://books.openedition.org/pusl/3834>

Dekker, H.-J. (2022). Between Protest and Counter-Expertise : User Knowledge, Activism, and the Making of Urban Cycling Networks in the Netherlands Since the 1970s. *NTM Zeitschrift Für Geschichte Der Wissenschaften, Technik Und Medizin*, 30(3), 281-309. <https://doi.org/10.1007/s00048-022-00341-y>

Denis, J. (2018). *Le travail invisible des données. Éléments pour une sociologie des infrastructures scripturales*. Presses des Mines.

Ecrement, V. (2022). *Le contexte et l'hypertexte. Tentative de transposition des pratiques documentaires contributives d'un tiers-lieu aux enjeux des sciences participatives*. CELSA - École des hautes études en sciences de l'information et de la communication. <https://dumas.ccsd.cnrs.fr/dumas-03878265>

Frickel, S., Gibbon, S., Howard, J., Kempner, J., Ottinger, G., & Hess, D. J. (2010). Undone Science : Charting Social Movement and Civil Society Challenges to Research Agenda Setting. *Science, Technology, & Human Values*, 35(4), 444-473. <https://doi.org/10.1177/0162243909345836>

Gardenier, M. (2016). Le courant « anti-tech », entre anarcho-primitivisme et néo-luddisme. *Sociétés*, 131(1), 97-106. <https://doi.org/10.3917/soc.131.0097>

Ghitalla, F. (2016a). 9. L'Information en n Dimensions. In *L'Atelier de Cartographie*. <https://ateliercartographie.wordpress.com/2016/10/13/le-chapitre-9-des-chroniques-linformation-en-n-dimensions/>

Ghitalla, F. (2016b). 3. La cartographie d'information. In *L'Atelier de Cartographie*. <https://ateliercartographie.wordpress.com/2016/11/10/chapitre-3-des-carnets-la-cartographie-dinformation/>

Infrastructures—Géoconfluences. (2005). <https://geoconfluences.ens-lyon.fr/glossaire/infrastructures>

Kinchy, A., & Schaffer, G. (2018). Disclosure Conflicts : Crude Oil Trains, Fracking Chemicals, and the Politics of Transparency. *Science, Technology, & Human Values*, 43(6), 1011-1038. <https://doi.org/10.1177/0162243918768024>

Lassere, D. G., & Monferrand, F. (2019). Les aventures de l'enquête militante. *Rue Descartes*, 96(2), 93-107. <https://doi.org/10.3917/rdes.096.0093>

Latour, B. (2013). Les "vues" de l'esprit. Une introduction à l'anthropologie des sciences et des techniques. In M. Akrich & M. Callon (Éds.), *Sociologie de la traduction : Textes fondateurs* (p. 33-69). Presses des Mines. <http://books.openedition.org/pressesmines/1191>

Lauermann, J. (2019). The Urban Politics of Mega-Events : Grand Promises Meet Local Resistance. *Environment and Society*, 10(1), 48-62. <https://doi.org/10.3167/ares.2019.100104>

Lecourt, A. (2005). Les conflits d'aménagement : Analyse théorique et pratique à partir du cas breton. *L'Information Géographique*, 69(2), 195-200.

Lopez, F. (2019). *L'ordre électrique : Infrastructures énergétiques et territoires*. MétisPresses.

Lopez, F. (2022). À bout de flux. Divergences. <https://www.editionsdivergences.com/livre/a-bout-de-flux>

Mabi, C. (2015). La plate-forme « data.gouv.fr » ou l'open data à la française. *Informations sociales*, 191(5), 52-59. <https://doi.org/10.3917/inso.191.0052>

Maddison, S., & Scalmer, S. (2006). Chapter 2. Practical Knowledge. In *Activist Wisdom : Practical Knowledge and Creative Tension in Social Movements*. UNSW Press.

Müller, M. (2015). The Mega-Event Syndrome : Why So Much Goes Wrong in Mega-Event Planning and What to Do About It. *Journal of the American Planning Association*, 81(1), 6-17. <https://doi.org/10.1080/01944363.2015.1038292>

Nez, H. (2011). Nature et légitimités des savoirs citoyens dans l'urbanisme participatif. *Sociologie*, N°4, vol. 2, Article N°4, vol. 2. <https://journals.openedition.org/sociologie/1098>

Parasie, S., & Dedieu, F. (2019). À quoi tient la crédibilité des données citoyennes ? *Revue d'anthropologie des connaissances*, Vol. 13, N°4(4), 1035-1062.

Pedregal, B., Laconi, C., & del Moral, L. (2020). Promoting Environmental Justice through Integrated Mapping Approaches : The Map of Water Conflicts in Andalusia (Spain). *ISPRS International Journal of Geo-Information*, 9(2), Article 2. <https://doi.org/10.3390/ijgi9020130>

Schweitzer, J., & Mix, T. L. (2022). It Is a Tradition in the Nuclear Industry... Secrecy : Political Opportunity Structures and Nuclear Knowledge Production in France. *Sociological Research Online*, 27(2), 504-524. <https://doi.org/10.1177/13607804211025052>

Star, S. L. (2018). L'ethnographie des infrastructures (T. Beltrame & A. Peerbaye, Trad.). *Tracés. Revue de Sciences humaines*, 35, Article 35. <https://doi.org/10.4000/traces.8455>

Star, S. L., & Griesemer, J. R. (1989). Institutional Ecology, « Translations » and Boundary Objects : Amateurs and Professionals in Berkeley's Museum of Vertebrate Zoology, 1907-39. *Social Studies of Science*, 19(3), 387-420.

Temper, L., Bene, D. del, & Martinez-Alier, J. (2015). Mapping the frontiers and front lines of global environmental justice : The EJAtlas. *Journal of Political Ecology*, 22(1), Article 1. <https://doi.org/10.2458/v22i1.21108>

Terzi, C., & Tonnelat, S. (2017). The publicization of public space. *Environment and Planning A: Economy and Space*, 49(3), 519-536. <https://doi.org/10.1177/0308518X16665359>

Tonnelat, S. (2022a). Convergence des luttes et diversité des tactiques. La ZAD du Triangle de Gonesse dans l'agglomération parisienne. *Politix*.

Tonnelat, S. (2022b). La confiance dans l'action collective. Autour de l'enterrement d'Europacity, au triangle de Gonesse. *Pragmata*, 5. <https://revuepragmata.files.wordpress.com/2022/07/5-stephane-tonnelat-pragmata-2022-5.pdf>

Tonnelat, S. (2022c). Un contentieux microclimatique : Ethnographie d'un référé sur l'occupation de terres agricoles en voie d'urbanisation. *Droit et Société*, 110.

Tréré, E. (2012). Social Movements as Information Ecologies : Exploring the Coevolution of Multiple Internet Technologies for Activism. *International Journal of Communication*, 6(0), Article 0.

Vacher, K. (2021). *Les David s'organisent contre Goliath. État des lieux des mobilisations locales contre les projets inutiles, imposés et polluants en France*. <https://terresdeluttes.fr/wp-content/uploads/2021/11/Les-David-sorganisent-contre-Goliath.pdf>

Documentation

Amélie Oudéa-Castéra. (2023). *Projet de loi relatif aux jeux Olympiques et Paralympiques de 2024*. <https://www.senat.fr/leg/plj22-220.html>

American Anthropological Association. (2012). AAA Statement on Ethics. *American Anthropological Association*. <https://www.americananthro.org/LearnAndTeach/Content.aspx?ItemNumber=22869> Bassines non merci. (2022). *Appel à vigilance sur le chantier de la bassine de Sainte-Soline*. Facebook. <https://www.facebook.com/bassine.nonmerci.5%2Fposts%2Fpf-bid0X1cvr4qVcacHnssm1Tj6QtXAm9wRnFz1fEjy5dTqmVxHv3Ji-NA4e8tkvxgakCAI>

Boykoff, J. (2022). *The Olympics Are Globally Mobile. Now the Anti-Olympics Movement Is Too*. <https://jacobin.com/2022/05/anti-olympics-ioc-international-tokyo-beijing-paris>

Brûler les foyers du virus technologique. De la nécessité de couper les réseaux de la domination. (2020). <https://infokiosques.net/spip.php?article1786>

Viale, F. (2018). Introduction & Chapitre 1. Jeux olympiques et démocratie : Une rencontre impossible. In *Paris JO 2024 : Miracle ou mirage ?* <https://saccage2024.noblogs.org/files/2021/08/miracle-ou-mirage-intro-et-1er-chapitre-1.pdf>

Vidal, A. (2020). L'uranium de la Françafrique. Voyage au pays des dunes et des becquerels. *Z : Revue itinérante d'enquête et de critique sociale*, 13(1), 188-195. <https://doi.org/10.3917/rz.013.0188>

Vignerot, N. B., Picton, É., Beyou, S., & Coadic, X. (2019). De l'hypothèse de la documentation comme technique de résistance et du wiki comme objet de ces résistances. *Sens public*. <http://sens-public.org/articles/1375/>

Ville néolibérale—Géoconfluences. (2016). <https://geoconfluences.ens-lyon.fr/glossaire/ville-neoliberal>

Wylie, S., & Albright, L. (2014). WellWatch : Reflections on designing digital media for multisited para-ethnography. *Journal of Political Ecology*, 21(1), Article 1. <https://doi.org/10.2458/v21i1.21139>

Cholez, L.-A. & NnoMan. (2021, juin 30). « Désarmons le béton » : 400 activistes bloquent des sites de Lafarge contre le Grand Paris. *Reporterre, le quotidien de l'écologie*. <https://reporterre.net/Desarmons-le-beton-400-activistes-bloquent-des-sites-de-Lafarge-contre-le-Grand-Paris>

Clévenot, E. (2022). *Mine de lithium en France ? Un casse-tête environnemental*. Reporterre, le média de l'écologie. <https://reporterre.net/Mine-de-lithium-en-France-Un-casse-tete-environnemental>

Collectif contre Green Dock. (2022). *Avis critique sur le projet « green dock » expertise par les associations datée du 20/09/2022*.

Contester ou cogérer ? Sur la lutte contre le barrage du Testet à Sivens, et les leçons que l'on peut en tirer pour l'avenir des luttes territoriales. (2017). https://fr.squat.net/wp-content/uploads/fr/2020/08/Contester-ou-cogerer_Sivens_2017-pageparpage.pdf

CP Robertson. (2022). *Entretien avec une anti-olympique de Rio de Janeiro et de Los Angeles (Saccage 2024)* [Entretien]. https://saccage2024.noblogs.org/files/2022/05/itw_CP-Robertson_page.pdf

d'Allens, G. (2022). *Le grand retour du sabotage*. Reporterre, le média de l'écologie. <https://reporterre.net/Le-grand-retour-du-sabotage> Gautier, E. (2022). *Écologie : Faut-il passer au sabotage ?* <https://www.socialter.fr/article/ecologie-faut-il-passer-au-sabotage>

La Chose. (2021). *Leur écologie est un désastre, déconnectons la !* <https://infokiosques.net/spip.php?article1893>

La Quadrature du Net. (2022). *Guide. Lutter contre la vidéosurveillance*. La Quadrature du Net. <https://technopolice.fr/guide-videosurveillance.pdf>

L'Amassada. (2019). *Plaidoyer contre les éoliennes industrielles*.

Le grand remembrement. (2023). <https://www.radiofrance.fr/franceculture/podcasts/les-pieds-sur-terre/le-grand-remembrement-7583513>

Les naturalistes des terres. (2023, février 9). *L'appel des Naturalistes des terres*. *Terrestres*. <https://www.terrestres.org/2023/02/09/lappel-des-naturalistes-des-terres/>

MNLE 93, Cahier Citoyen de Plaine Commune, Comité de Vigilance des JO, & Notre Parc n'est pas à vendre. (2021). « Saccage 2024 ». *Petite encyclopédie de l'héritage à venir en Seine-Saint-Denis*. <https://saccage2024.noblogs.org/files/2021/03/saccage-2024-argumentaire.pdf>

Observatoire des violences industrielles. (2020). *Pour une autodéfense populaire face aux dangers industriels*. Mediapart. <https://blogs.mediapart.fr/observatoire-des-violences-industrielles/blog/220920/pour-une-autodefense-populaire-face-aux-dangers-industriels>

Piron, S., Boughanmi, M., & Lefebvre, J. (2019). *Toxic Tour : Romainville. R22*. <https://www.r22.fr/antennes/tout-monde/toxic-tour-romainville>

Pomme, M. (2022). *Au mépris du climat et des droits humains, Total persiste dans son projet pétrolier en Ouganda*. Reporterre, le média de l'écologie. <https://reporterre.net/Au-mepri-du-climat-et-des-droits-humains-Total-persiste-dans-son-projet-petrolier-en>

Reporterre. (2020). *La carte des luttes locales* [Map]. <https://lutteslocales.gogocarto.fr/>

Reprise de terres. (2021, juillet 29). *Reprise de terres : Une présentation*. *Terrestres*. <https://www.terrestres.org/2021/07/29/reprise-de-terres-une-presentation/>

Rio 2016 : Derrière la vitrine, le drame. (s. d.). Consulté 28 septembre 2022, à l'adresse https://saccage2024.noblogs.org/files/2021/09/bro1-2_compressed.pdf

Roussilhe, G. (2020). *La controverse de la 5G*. <https://gauthierroussilhe.com/pdf/5G-Juillet2020.pdf>

Saccage 2024. (s. d.). *Albertville 1992. Quel héritage ont laissé les derniers jeux Français ?* Consulté 3 octobre 2022, à l'adresse https://saccage2024.noblogs.org/files/2021/07/Albertville92_pages.pdf

Saccage 2024. (2021a). *Fini de jouer – L'essentiel est de ne pas participer*. <https://saccage2024.noblogs.org/files/2021/07/fini-de-jouer-page.pdf>

Saccage 2024. (2021b, mars 3). *L'île Saint-Denis, un écoquartier pas si éco ! Saccage 2024*. <https://saccage2024.wordpress.com/2021/03/03/lile-saint-denis-un-ecoquartier-pas-si-eco/>

Saccage 2024. (2022a). *Contre les Jeux Olympiques de 2010 à Vancouver*.

Saccage 2024. (2022b). *Grenoble 1968*.

Saccage 2024. (2022c). *Les Jeux Olympiques de Séoul 1988 et ses camps de concentration pour "vagabonds"*.

SystExt. (2020a, février 28). *Exposition | 2009-2019 : 10 ans de lutte*. <https://www.systext.org/node/1571>

Technopolice. (s. d.). *Forum Technopolice*. TECHNOPOLICE. Consulté 13 octobre 2022, à l'adresse <https://forum.technopolice.fr>

Tourev, P. (s. d.). *Définition : Fait juridique*. Consulté 13 mars 2023, à l'adresse https://www.toupie.org/Dictionnaire/Fait_juridique.htm

Trainstopping, intervention dans les transports ferroviaires. Blocage et sabotage du trafic ferroviaire dans le contexte du mouvement anti-nucléaire. (2020). <https://infokiosques.net/spip.php?article1744>

Ukai, S. (2019). *Fukushima, les nazis et les J.O. de Tokyo 2020—Satoshi Ukai*. *lundimatin*. <https://lundi.am/article1757>

TABLE DES MATIÈRES

AVANT-PROPOS

- 6 Licence
- 7 Anonymisation
- 7 Normes d'écriture
 - ☐ Typographie
 - ☐ Citations et bibliographie
- 8 Colophon

1. CONTEXTE

- 10 Quelques définitions
- 11 La remise en question croissante de l'aménagement et du développement infrastructurel
- 12 Les méga-événements dans la ville néolibérale
- 14 Structuration d'un mouvement des luttes locales
- 14 Le rôle de l'enquête dans les luttes locales

2. BRÈVE DESCRIPTION DES TERRAINS

- 18 Saccage 2024
 - ☐ Histoire et objets de mobilisation
 - ☐ Principales pratiques d'enquête
- 21 Luttes locales d'Île-de-France
- 23 Notre maison brûle
 - ☐ Histoire et objets de mobilisation
 - ☐ Principales pratiques d'enquête
- 24 Reprises de savoirs
 - ☐ Histoire et objets de mobilisation
 - ☐ Principales pratiques d'enquête
- 25 Ateliers du démantèlement
 - ☐ Histoire et objets de mobilisation
 - ☐ Principales pratiques d'enquête
- 27 Les centrales sont-elles centrales ?
 - ☐ Histoire et objets de mobilisation
 - ☐ Principales pratiques d'enquête

3. ÉTAT DE LA RECHERCHE ET CADRAGE THÉORIQUE

- 30 Les militant-es s'engagent dans des *conflits de divulgation* pour qualifier la nocivité d'un aménagement et construire une mobilisation
- 32 Les militant-es construisent leurs propres savoirs, mais ceux-cis ne sont pas toujours reconnus

- 33 Justice environnementale : des recherches participatives pour rééquilibrer la balance des savoirs
- 34 Prendre au sérieux les *compétences d'enquête sociale* dans les luttes contre des aménagements
- 35 Étudier les *écologies informationnelles*
- 36 Questions de recherche et structure du mémoire

4. MÉTHODE

- 38 Grille de catégories
- 39 Saccage 2024 et luttes locales d'Île-de-France liées aux JO
 - ☐ Observation participante à découvert
 - ☐ Entretiens d'explicitation semi-directifs
 - ☐ Analyse de documents
 - ☐ Analyse qualitative et statistique d'espaces numériques
 - ☐ Cartographie collective
- 53 Notre maison brûle
 - ☐ Entretiens semi-directifs
 - ☐ Documentation
- 54 Ateliers du démantèlement
 - ☐ Conception d'outils d'enquête
 - ☐ Observation participante à découvert
 - ☐ Fiche analytique
- 55 Reprises de savoirs
 - ☐ Observation participante à découvert
- 56 Les centrales sont-elles centrales ?
 - ☐ Observation participante à découvert et fiche analytique
- 56 Diagrammes d'écologies informationnelles
 - ☐ Types d'objets
 - ☐ Types de liens
 - ☐ Processus de construction
 - ☐ Règles de représentation
 - ☐ Éléments d'interprétation
 - ☐ Méthode d'analyse

5. PROJETS, CONSTRUCTIONS, INFRASTRUCTURES : INFLUENCES DES OBJETS D'ENQUÊTE SUR LA DURÉE DE VIE DE L'INFORMATION ET LES PRATIQUES DOCUMENTAIRES

- 64 La temporalité des projets d'aménagement rend rapidement obsolète les informations collectées par les militant-es
- 67 Les enquêtes militantes sur des constructions existantes ou démantelées nécessitent souvent de se documenter sur leur passé
- 71 Les messageries électroniques peuvent soutenir une veille intra ou inter-collectifs
- 76 Les militant-es contre des aménagements ou infrastructures mettent en place des classements légers et limitent l'usage d'outils numériques spécialisés
- 80 En résumé

6. AUTOUR DES AMÉNAGEMENTS : FORMES D'EXTENSION DE L'ENQUÊTE

- 82 Diversité des savoirs dans les contestations des JOP 2024
- 85 Les rapports aux institutions des collectifs influencent les savoirs produits et leurs modalités de diffusion
- 88 Enquêter sur des projets d'aménagement amène souvent à enquêter sur les organisations et les cadres juridiques qui les soutiennent
- 90 L'investigation sur les organisations aide les militant·es à mieux cibler leurs actions
- 91 Saccage 2024 : enquêter sur les institutions et les cadres juridiques pour relier les luttes locales
- 93 Saccage 2024 : définir un ennemi commun à l'échelle mondiale
- 95 Saccage 2024 : créativité conceptuelle et convergence des luttes
- 96 En résumé

7. CONFIANCE ET DÉFIANCE DANS LES DOCUMENTS URBANISTIQUES ET TECHNIQUES : LES SAVOIRS-LIRE MILITANTS

- 98 Les enquêtes militantes sur des aménagements ou constructions existantes reposent sur des données et documents publiés par des organisations ennemies
- 103 Les institutions et entreprises limitent la diffusion et l'utilisabilité de leurs données
- 106 Plusieurs tactiques pour mettre les documents urbanistiques et techniques au service de la lutte
 - Interpréter les documents en prenant en compte les intérêts des énonciateur·rices
 - Identifier les fragments pertinents
 - Douter pour faire tenir le collectif
 - Manipuler les documents et les données
- 109 En résumé

8. DISTRIBUTION DU TRAVAIL ÉPISTÉMIQUE ENTRE COLLECTIFS MILITANTS

- 112 Différentes formes de distribution du travail épistémique
- 115 Les JOP 2024 nécessitent une "contre-propagande" dédiée
- 116 Saccage 2024 agrège les savoirs de luttes locales grâce à des contacts interpersonnels et la diversité de ses membres
- 119 Saccage 2024 édite, diffuse et rend accessibles les savoirs liés aux JO
 - Publications
 - Évènements
 - Médias et entretiens
- 126 En résumé

9. L'ENQUÊTE MILITANTE SERT-ELLE VRAIMENT À PRODUIRE DES SAVOIRS ?

- 128 Appropriations collectives : se rencontrer, faire voir, faire sentir
 - Les rencontres intercollectifs permettent de s'approprier et de trouver des usages aux savoirs élaborés par chacun·e
 - La cartographie peut aider à l'appropriation collective des savoirs sur les lieux et les aménagements

- Les investigations in situ supportent l'incorporation des savoirs sur le territoire et la construction d'un concernement partagé

136 Agir sur les acteur·rices, les aménagements et les infrastructures par l'enquête

- Les démarches d'investigation sur les JO 2024 permettent dans le même temps de s'informer, d'interpeller, de publiciser et de mobiliser
- L'enquête peut produire des effets de droit
- L'enquête à Notre maison brûle a permis d'amorcer une autodéfense populaire

139 En résumé

10. QUELQUES PROPOSITIONS

142 Tirer parti des désertions pour équilibrer la balance des savoirs

- Les alliances entre chercheur·ses et luttes locales se multiplient
- Beaucoup de chercheur·ses sont engagé·es dans les luttes anti-JO, et réinvestissent leurs savoirs de diverses manières
- Reprises de savoirs présente l'opportunité de détourner massivement les savoirs universitaires et techniques au service des luttes

148 Réorienter et mieux concevoir les enquêtes militantes ponctuelles

- Les enquêtes ponctuelles tendent à avoir des objectifs plus flous et des pratiques documentaires moins rigoureuses
- Mieux investir le temps d'enquête
- Profiter du format "chantier" pour mener des enquêtes militantes à objectif de transformation

153 Enquêter sur les dynamiques d'aménagement à grande échelle

- Continuer le développement d'inter-collectifs ou de méta-collectifs autour de dynamiques d'aménagement
- Revendiquer de meilleures politiques de divulgation autour des projets d'aménagement

154 Développer des outils, méthodes et formations spécifiques aux enquêtes militantes sur des projets d'aménagements et infrastructures

- Créer des guides, interfaces et formations pour faciliter l'usage de données et documents publics
- Reconcevoir des messageries électroniques qui facilitent le classement
- Développer des formations à l'urbanisme réglementaire pour les luttes locales

11. LIMITES ET RECHERCHES FUTURES

158 Cadrage et terrains

159 Méthode

159 Bibliographie

BIBLIOGRAPHIE

160 Travaux scientifiques

162 Documentation



Les pays occidentaux traversent une phase de remise en question intense de l'aménagement et du développement infrastructurel. Alors que les "lutttes locales" se multiplient et se structurent en France, peu de travaux se sont penchés sur la manière dont leurs militant·es enquêtent sur des projets ou des constructions existantes pour les problématiser et les combattre.

Ce mémoire propose une première recension de ces pratiques d'investigation ordinaires, à travers plusieurs ethnographies dans des luttes locales, des réseaux militants et des enquêtes collectives. Il explore la diversité des objets d'enquête, leur influence sur les pratiques documentaires des militant·es, les usages des documents et données des institutions ainsi que les formes de distribution du travail épistémique. Le mémoire s'ouvre en montrant la diversité des fonctions de l'enquête, et propose quelques pistes pour la réussite de ces luttes.

MOTS-CLÉS : Enquête militante ☐ Lutttes locales ☐ Conflits d'aménagement ☐ Méga-événements ☐ Infrastructures ☐ Pratiques documentaires